internationale situationniste

10

Numéro 10 — Mars 1966.
Directeur : Debord.
Rédaction : B. P. 307-03 Paris.

Comité de Rédaction :
Michèle Bernstein, Théo Frey, Mustapha Khayati, J. V. Martin, Raoul Vaneigem.

LE DÉCLIN ET LA CHUTE DE L'ÉCONOMIE SPECTACULAIRE-MARCHANDE

Entre le 13 et le 16 août 1965, la population noire de Los Angeles s'est soulevée. Un incident opposant policiers de la circulation et passants s'est développé en deux journées d'émeutes spontanées. Les renforts croissants des forces de l'ordre n'ont pas été capables de reprendre le contrôle de la rue. Vers le troisième jour, les Noirs ont pris les armes, pillant les armureries accessibles, de sorte qu'ils ont pu tirer même sur les hélicoptères de la police. Des milliers de soldats et de policiers - le poids militaire d'une division d'infanterie, appuyée par des tanks - ont dû être jetés dans la lutte pour cerner la révolte dans le quartier de Watts ; ensuite pour le reconquérir au prix de nombreux combats de rue, durant plusieurs jours. Les insurgés ont procédé au pillage généralisé des magasins, et ils y ont mis le feu. Selon les chiffres officiels, il y aurait eu 32 morts, dont 27 Noirs, plus de 800 blessés, 3 000 emprisonnés.

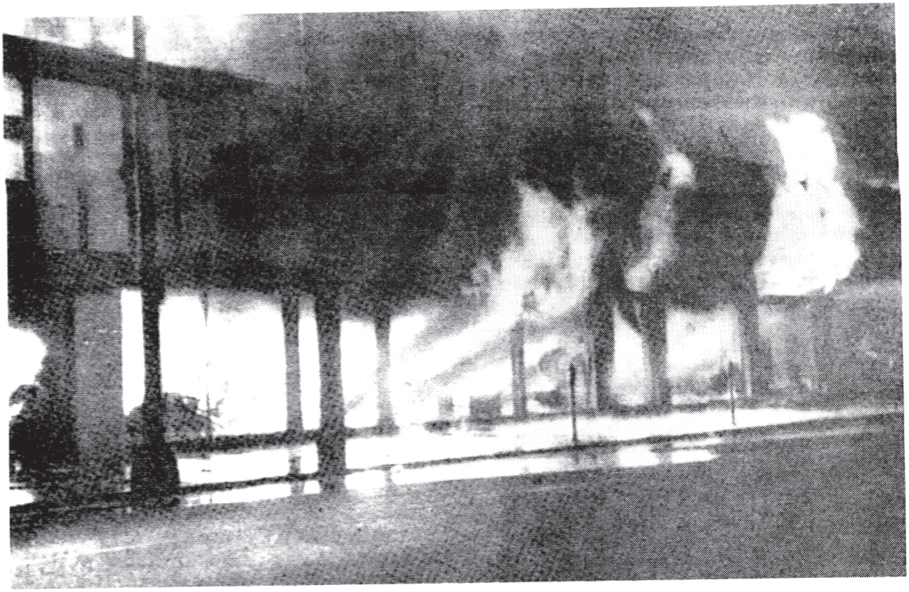
Les réactions, de tous côtés, ont revêtu cette clarté que l'événement révolutionnaire, du fait qu'il est lui-même une clarification en actes des problèmes existants, a toujours le privilège de conférer aux diverses nuances de pensée de ses adversaires. Le chef de la police, William Parker, a refusé toute médiation proposée par les grandes organisations noires, affirmant justement que « ces émeutiers n'ont pas de chefs ». Et certes, puisque les Noirs n'avaient plus de chefs, c'était le moment de la vérité dans chaque camp. Qu'attendait, d'ailleurs, au même moment un de ces chefs en chômage, Roy Wilkins, secrétaire général de la *National Association for the Advancement of Colored People* ? Il déclarait que les émeutes « devaient être réprimées en faisant usage de toute la force nécessaire ». Et le cardinal de Los Angeles, McIntyre, qui protestait hautement, ne protestait pas contre la violence de la répression, comme on pourrait croire habile de le faire à l'heure de l'*aggiornamento* de l'influence romaine ; il protestait au plus urgent devant « une révolte préméditée contre les droits du voisin, contre le respect de la loi et le maintien de l'ordre », il appelait les catholiques à s'opposer au pillage, à « ces violences sans justification apparente ». Et tous ceux qui allaient jusqu'à voir les « justifications apparentes » de la colère des Noirs de Los Angeles, mais non certes la justification réelle, tous les penseurs et les « responsables » de la gauche mondiale, de son néant, ont déploré l'irresponsabilité et le désordre, le pillage, et surtout le fait que son premier moment ait été le pillage des magasins contenant l'*alcool et les armes ;* et les 2 000 foyers d'incendie dénombrés, par lesquels les pétroleurs de Watts ont éclairé leur bataille et leur fête. Qui donc a pris la défense des insurgés de Los Angeles, dans les termes qu'ils méritent ? Nous allons le faire. Laissons les économistes pleurer sur les 27 millions de dollars perdus, et les urbanistes sur un de leur plus beaux *supermarkets* parti en fumée, et McIntyre sur son sherif adjoint abattu ; laissons les sociologues se lamenter sur l'absurdité et l'ivresse dans cette révolte. C'est le rôle d'une publication révolutionnaire, non seulement de donner raison aux insurgés de Los Angeles, mais de contribuer à *leur donner leurs raisons,* d'expliquer théoriquement la vérité dont l'action pratique exprime ici la recherche.

Dans l'*Adresse* publiée à Alger en juillet 1965, après le coup d'état de Boumedienne, les situationnistes, qui exposaient aux Algériens et aux révolutionnaires du mon-

de les conditions en Algérie et dans le reste du monde *comme un tout,* montraient parmi leurs exemples le mouvement des Noirs américains qui, « s'il peut s'affirmer avec conséquence », dévoilera les contradictions du capitalisme le plus avancé. Cinq semaines plus tard, cette conséquence s'est manifestée dans la rue. La critique théorique de la société moderne, dans ce qu'elle a de plus nouveau, et la critique en actes de la même société existent déjà l'une et l'autre ; encore séparées mais aussi avancées jusqu'aux mêmes réalités, parlant de la même chose. Ces deux critiques s'expliquent l'une par l'autre ; et chacune est sans l'autre inexplicable. La théorie de la survie et du spectacle est éclairée et vérifiée par ces actes qui sont incompréhensibles à la fausse conscience américaine. Elle éclairera en retour ces actes quelque jour.

Jusqu'ici, les manifestations des Noirs pour les « droits civiques » avaient été maintenues par leurs chefs dans une légalité qui tolérait les pires violences des forces de l'ordre et des racistes, comme au mois de mars précédent en Alabama, lors de la marche sur Montgommery ; et même après ce scandale, une entente discrète du gouvernement fédéral, du gouverneur Wallace et du pasteur King avait conduit la marche de Selma, le 10 mars, à reculer devant la première sommation, dans la dignité et la prière. L'affrontement attendu alors par la foule des manifestants n'avait été que le spectacle d'un affrontement possible. En même temps la non-violence avait atteint la limite ridicule de son courage : s'exposer aux coups de l'ennemi, et pousser ensuite la grandeur morale jusqu'à lui épargner la nécessité d'user à nouveau de sa force. Mais la donnée de base est que le mouvement de droits civiques ne posait, par des moyens légaux, que des problèmes légaux. Il est logique d'en appeler légalement à la loi. Ce qui est irrationnel, c'est de quémander légalement devant l'illégalité patente, comme si elle était un non-sens qui se dissoudra en étant montré du doigt. Il est manifeste que l'illégalité superficielle, outrageusement visible, encore appliquée aux Noirs dans beaucoup d'Etats américains, a ses racines dans une contradiction économico-sociale qui n'est pas du ressort des lois existantes ; et qu'aucune loi *juridique* future ne peut même défaire, contre les lois plus fondamentales de la société où les Noirs américains finalement osent demander de vivre. Les Noirs américains, en vérité, veulent la subversion totale de cette société, ou rien. Et le problème de la subversion nécessaire apparaît de lui-même dès que les Noirs en viennent aux moyens subversifs ; or le passage à de tels moyens surgit dans leur vie quotidienne comme ce qui y est à la fois le plus accidentel et le plus objectivement justifié. Ce n'est plus la crise du statut des Noirs en Amérique ; c'est la crise du statut de l'Amérique, posé d'abord parmi les Noirs. Il n'y a pas eu ici de conflit *racial* : les Noirs n'ont pas attaqué les Blancs qui étaient sur leur chemin, mais seulement les policiers blancs ; et de même la communauté noire ne s'est pas étendue aux propriétaires noirs de magasins, ni même aux automobilistes noirs. Luther King lui-même a dû admettre que les limites de sa spécialité étaient franchies, en déclarant, à Paris en octobre, que « ce n'étaient pas des émeutes de race, mais de classe ».

La révolte de Los Angeles est une révolte contre la marchandise, contre le monde de la marchandise et du travailleur-consommateur *hiérarchiquement* soumis aux mesures de la marchandise. Les Noirs de Los Angeles, comme les bandes de jeunes délinquants de tous les pays avancés, mais plus radicalement parce qu'à l'échelle d'une classe globalement sans avenir, d'une partie du prolétariat qui ne peut croire à des chances notables de promotion et d'intégration, *prennent au mot* la propagande du capitalisme moderne, sa publicité de l'abondance. Ils veulent *tout de suite* tous les objets montrés et abstraitement disponibles, parce qu'ils veulent *en faire usage.* De ce fait ils en récusent la valeur d'échange, la *réalité marchande* qui en est le moule, la motivation et la fin dernière, et *qui a tout sélectionné.* Par le vol et le cadeau, ils retrouvent un



CRITIQUE DE L'URBANISME (Supermarket à Los Angeles, août 1965).

« L'Amérique s'est aussitôt penchée sur cette nouvelle plaie. Depuis plusieurs mois, sociologues, politiciens, psychologues, économistes, experts en tous genres en ont sondé la profondeur... Ce n'est pas un « quartier » au sens propre du terme, mais une plaine désespérément étendue et monotone... « l'Amérique à un étage », toute en largeur ; ce qu'un paysage américain peut avoir de plus morne avec ses maisons à toit plat, ses boutiques qui vendent toutes la même chose, ses débitants de « hamburgers », ses stations-service, le tout dégradé par la pauvreté et la crasse... La circulation automobile y est moins dense qu'ailleurs, mais celle des piétons l'est à peine plus, tant les habitations semblent dispersées et les distances décourageantes... Le passage des Blancs attire tous les regards, des regards dans lesquels on lit sinon la haine, du moins le sarcasme (« Encore des enquêteurs et autres sociologues qui viennent chercher des explications au lieu de nous fournir du travail », s'entend-on dire souvent...) Quant au logement, il peut sans doute être amélioré matériellement, mais on ne voit guère comment il sera possible d'empêcher les Blancs de fuir en masse un quartier dès que des Noirs commencent à s'y installer. Ces derniers continueront de se sentir laissés à eux-mêmes, surtout dans cette cité démesurée qu'est Los Angeles, dépourvue de centre, sans même la foule où se fondre, où les Blancs n'entrevoient leurs semblables qu'à travers le pare-brise de leurs voitures... Le pasteur Martin Luther King parlant à Watts quelques jours plus tard et appelant ses frères de couleur à « se donner la main », quelqu'un cria dans la foule : « Pour brûler... » C'est un spectacle réconfortant de voir à quelque distance de Watts des quartiers dits de « classe moyenne » où des Noirs de la nouvelle bourgeoisie tondent leur gazon devant des résidences de grand confort. »

Michel Tatu (**Le Monde,** 3-11-65).

usage qui, aussitôt, dément la rationalité oppresive de la marchandise, qui fait apparaître ses relations et sa fabrication même comme arbitraires et non-nécessaires. Le pillage du quartier de Watts manifestait la réalisation la plus sommaire du principe bâtard « A chacun selon ses faux besoins », les besoins déterminés et produits par le système économique que le pillage précisément rejette. Mais du fait que cette abondance est prise au mot, *rejointe dans l'immédiat,* et non plus indéfiniment poursuivie dans la course du travail aliéné et de l'augmentation des besoins sociaux différés, les vrais désirs s'expriment déjà dans la fête, dans l'affirmation ludique, dans le *potlatch* de destruction. L'homme qui détruit les marchandises montre sa supériorité hu-

maine sur les marchandises. Il ne restera pas prisonnier des formes arbitraires qu'a revêtues l'image de son besoin. Le passage de la consommation à la *consummation* s'est réalisé dans les flammes de Watts. Les grands frigidaires volés par des gens qui n'avaient pas l'électricité, ou chez qui le courant était coupé, est la meilleure image du mensonge de l'abondance devenu vérité *en jeu*. La production marchande, dès qu'elle cesse d'être achetée, devient



PLAYING WITH RIFLED CASH REGISTER

criticable et modifiable dans toutes ses mises en forme particulières. C'est seulement quand elle est payée par l'argent, en tant que signe d'un grade dans la survie, qu'elle est respectée comme un fétiche admirable.

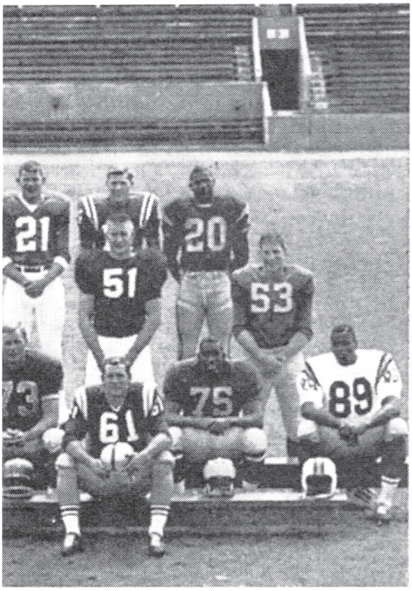
La société de l'abondance trouve sa réponse *naturelle* dans le pillage, mais elle n'était aucunement abondance naturelle et humaine, elle était abondance de marchandises. Et le pillage, qui fait instantanément s'effondrer la marchandise en tant que telle, montre aussi l'*ultima ratio* de la marchandise : la force, la police et les autres détachements spécialisés qui possèdent dans l'Etat le monopole de la violence armée. Qu'est-ce qu'un policier ? C'est le serviteur actif de la marchandise, c'est l'homme totalement soumis à la marchandise, par l'action duquel tel produit du travail humain reste une marchandise dont la volonté magique est d'être payée, et non vulgairement un frigidaire ou un fusil, chose aveugle, passive, insensible, qui est soumise au premier venu qui en fera usage. Derrière l'indignité qu'il y a à dépendre du policier, les Noirs rejettent l'indignité qu'il y a à dépendre des marchandises. La jeunesse sans avenir marchand de Watts a choisi une autre *qualité* du présent, et la vérité de ce présent fut irrécusable au point d'entraîner toute la population, les femmes, les enfants et jusqu'aux sociologues présents sur ce terrain. Une jeune sociologue noire de ce quartier, Bobbi Hollon déclarait en octobre au *Herald Tribune* : « Les gens avaient honte, avant, de dire qu'ils venaient de Watts. Ils le marmonnaient. Maintenant ils le disent avec orgueil. Des garçons qui portaient toujours leurs chemises ouvertes jusqu'à la taille et vous auraient découpé en rondelles en une demi-seconde ont rappliqué ici chaque matin à sept heures. Ils organisaient la distribution de la nourriture. Bien sûr, il ne faut pas se faire d'illusion, ils l'avaient pillée... Tout ce bla-bla chrétien a été utilisé contre les Noirs pendant trop longtemps. Ces gens pourraient piller pendant dix ans et ne pas récupérer la moitié de l'argent qu'on leur a volé dans ces magasins pendant toutes ces années... Moi, je suis seulement une petite fille noire. » Bobbi Hollon, qui a décidé de ne jamais laver le sang qui a taché ses espadrilles pendant les émeutes, dit que « maintenant le monde entier regarde le quartier de Watts ».

Comment les hommes font-ils l'histoire, à partir des conditions préétablies pour les dissuader d'y intervenir ? Les Noirs de Los Angeles sont mieux payés que partout ailleurs aux Etats-Unis, mais ils sont là encore plus *séparés* qu'ailleurs de la richesse maximum qui s'étale précisément en Californie. Hollywood, le pôle du spectacle mondial, est dans leur voisinage immédiat. On leur promet qu'ils accèderont, avec de la patience, à la prospérité américaine, mais ils

voient que cette prospérité n'est pas une sphère stable, mais une échelle sans fin. Plus ils montent, plus ils s'éloignent du sommet, parce qu'ils sont défavorisés au départ, parce qu'ils sont moins qualifiés, donc plus nombreux parmi les chômeurs, et finalement parce que la hiérarchie qui les écrase n'est pas seulement celle du pouvoir d'achat comme fait économique pur : elle est une infériorité essentielle que leur imposent dans tous les aspects de la vie quotidienne les mœurs et les préjugés d'une société où tout pouvoir humain est aligné sur le pouvoir d'achat. De même que la richesse humaine des Noirs américains est haïssable et considérée comme criminelle, la richesse en argent ne peut pas les rendre complètement acceptables dans l'aliénation américaine : la richesse individuelle ne fera qu'un riche nègre parce que les Noirs dans leur ensemble doivent *représenter la pauvreté* d'une société de richesse hiérarchisée. Tous les observateurs ont entendu ce cri qui en appelait à la reconnaissance universelle du sens du soulèvement : « C'est la révolution des Noirs, et nous voulons que le monde le sache ! » *Freedom now* est le mot de passe de toutes les révolutions de l'histoire ; mais pour la première fois, ce n'est pas la misère, c'est au contraire l'abondance matérielle qu'il s'agit de dominer selon de nouvelles lois. Dominer l'abondance n'est donc pas seulement en modifier la distribution, c'est en *redéfinir toutes les orientations* superficielles et profondes. C'est le premier pas d'une lutte immense, d'une portée infinie.

Les Noirs ne sont pas isolés dans leur lutte parce qu'une *nouvelle conscience prolétarienne* (la conscience de n'être en rien le maître de son activité, de sa vie) commence en Amérique dans des couches qui refusent le capitalisme moderne, et de ce fait, leur ressemblent. La première phase de la lutte des Noirs, justement, a été le signal d'une contestation qui s'étend. En décembre 1964, les étudiants de Berkeley, brimés dans leur participation au mouvement des droits civiques, en sont venus à faire une grève qui mettait en cause le fonctionnement de cette « multiversité » de Californie et, à travers ceci, toute l'organisation de la société américaine, le rôle passif qu'on leur y destine. Aussitôt on découvre dans la jeunesse étudiante les orgies de boisson ou de drogue et la dissolution de la morale sexuelle que l'on reprochait aux Noirs. Cette génération d'étudiants a depuis inventé une première forme de lutte contre le spectacle dominant, le *teach in*, et cette forme a été reprise le 20 octobre en Grande-Bretagne, à l'université d'Edimbourg, à propos de la crise de Rhodésie. Cette forme, évidemment primitive et impure, c'est *le moment de la discussion des problèmes*, qui refuse de se limiter dans le temps (académiquement) ; qui ainsi cherche à être poussé jusqu'au bout, et ce bout est naturellement l'activité pratique. En octobre des dizaines de milliers de manifestants paraissent dans la rue, à New York et à Berkeley, contre la guerre au Vietnam, et ils rejoignent les cris des émeutiers de Watts : « Sortez de notre quartier et du Vietnam ! » Chez les Blancs qui se radicalisent, la fameuse frontière de la légalité est franchie : on donne des « cours » pour apprendre à frauder aux Conseils de Révision (*Le Monde*, 19 octobre 1965), on brûle devant la T.V. des papiers militaires. Dans la société de l'abondance s'exprime le dégoût de cette abondance et *de son prix*. Le spectacle est éclaboussé par l'activité autonome d'une couche avancée qui nie ses valeurs. Le prolétariat classique, dans la mesure même où l'on avait pu provisoirement l'intégrer au système capitaliste, n'avait pas intégré les Noirs (plusieurs syndicats de Los Angeles refusèrent les Noirs jusqu'en 1959) ; et maintenant les Noirs sont le pôle d'unification pour tout ce qui refuse la logique de cette intégration au capitalisme, *nec plus ultra* de toute intégration promise. Et le confort ne sera jamais assez confortable pour satisfaire ceux qui cherchent ce qui n'est pas sur le marché, ce que le marché précisément élimine. Le niveau atteint par la technologie des plus privilégiés devient une offense, plus facile à exprimer que l'offense essentielle de la réification. La révolte de Los Angeles est la première de l'histoire

qui ait pu souvent se justifier elle-même en arguant du manque d'air conditionné pendant une vague de chaleur.



L'INTÉGRATION, A QUOI ?

Les Noirs ont en Amérique leur propre spectacle, leur presse, leurs revues et leurs vedettes de couleur, et ainsi ils le reconnaissent et le vomissent comme spectacle fallacieux, comme expression de leur indignité, parce qu'ils le voient *minoritaire,* simple appendice d'un spectacle général. Ils reconnaissent que ce spectacle de leur consommation souhaitable est une colonie de celui des Blancs, et ils voient donc plus vite le mensonge de tout le spectacle économico-culturel. Ils demandent, en voulant effectivement et tout de suite participer à l'abondance, qui est la valeur officielle de tout Américain, la *réalisation* égalitaire du spectacle de la vie quotidienne en Amérique, la mise à l'épreuve des valeurs mi-célestes mi-terrestres de ce spectacle. Mais il est dans l'essence du spectacle de n'être pas réalisable immédiatement ni égalitairement *même pour les Blancs* (les Noirs font justement fonction de caution spectaculaire parfaite de cette inégalité stimulante dans la course à l'abondance). Quand les Noirs exigent de prendre à la lettre le spectacle capitaliste, ils rejettent déjà le spectacle même. Le spectacle est une drogue pour esclave. Il n'entend pas être pris au mot, mais suivi à un infime degré de retard (s'il n'y a plus de retard, la mystification apparaît). En fait, aux Etats-Unis, les Blancs sont aujourd'hui les esclaves de la marchandise, et les Noirs ses négateurs. Les Noirs veulent *plus que les Blancs* : voilà le cœur d'un problème insoluble, ou soluble seulement avec la dissolution de cette société blanche. Aussi les Blancs qui veulent sortir de leur propre esclavage doivent rallier d'abord la révolte noire, non comme affirmation de couleur évidemment, mais comme refus universel de la marchandise, et finalement de l'Etat. Le décalage économique et psychologique des Noirs par rapport aux Blancs leur permet de voir ce qu'est le consommateur blanc, et le juste mépris qu'ils ont du Blanc devient mépris de tout consommateur passif. Les Blancs qui, eux aussi, rejettent ce rôle n'ont de chance qu'en unifiant toujours plus leur lutte à celle des Noirs, en en trouvant eux-mêmes et en en soutenant jusqu'au bout les raisons cohérentes. Si leur confluence se séparait devant la radicalisation de la lutte, un nationalisme noir se développerait, qui condamnerait chaque côté à l'affrontement selon les plus vieux modèles de la société dominante. Une série d'exterminations réciproques est l'autre terme de l'alternative présente, quand la résignation ne peut plus durer.

Les essais de nationalisme noir, séparatiste ou pro-africain, sont des rêves qui ne peuvent répondre à l'oppression réelle. Les Noirs américains n'ont pas de patrie. Ils sont en Amérique *chez eux et aliénés,* comme les autres Américains, mais eux savent qu'ils le sont. Ainsi, ils ne sont pas le secteur arriéré de la société américaine, mais son secteur le plus avancé. Ils sont le négatif en œuvre, « le mauvais côté qui produit le mouvement qui fait l'histoire en constituant la lutte ». (*Misère de la philosophie*). Il n'y a pas d'Afrique pour cela.

Les Noirs américains sont le produit de l'industrie moderne au même titre que l'électronique, la publicité et le cyclotron. Ils en portent les contradictions. Ils sont les hommes que le paradis spectaculaire doit à la fois intégrer et repousser, de sorte que l'antagonisme du spectacle et de l'activité des hommes s'avoue à leur propos complètement. Le spectacle est *universel* comme la marchandise. Mais le monde de la marchandise étant fondé sur une opposition de classes, la marchandise est elle-même hiérarchique. L'obligation pour la marchandise, et donc le spectacle qui *informe* le monde de la marchandise, d'être à la fois universelle et hiérarchique aboutit à une hiérarchisation universelle. Mais du fait que cette hiérarchisation doit rester *inavouée,* elle se traduit en valorisations hiérarchiques inavouables, parce qu'*irrationnelles,* dans un monde de la *rationalisation sans raison.* C'est cette hiérarchisation qui crée partout les *racismes* : l'Angleterre travailliste en vient à restreindre l'immigration des gens de couleur, les pays industriellement avancés d'Europe redeviennent racistes en important leur sous-prolétariat de la zone méditerranéenne, en exploitant leurs colonisés à l'intérieur. Et la Russie ne cesse pas d'être antisémite parce qu'elle n'a pas cessé d'être une société hiérarchique où le travail doit être vendu comme une marchandise. Avec la marchandise, la hiérarchie se recompose toujours sous des formes nouvelles et s'étend ; que ce soit entre le dirigeant du mouvement ouvrier et les travailleurs, ou bien entre possesseurs de deux modèles de voitures artificiellement distingués. C'est la tare originelle de la rationalité marchande, la maladie de la raison bourgeoise, maladie héréditaire dans la bureaucratie. Mais l'absurdité révoltante de certaines hiérarchies, et le fait que toute la force du monde de la marchandise se porte aveuglément et automatiquement à leur défense, conduit à voir, dès que commence la pratique négative, l'absurdité de toute hiérarchie.

Le monde rationnel produit par la révolution industrielle a affranchi rationnellement les individus de leurs limites locales et nationales, les a liés à l'échelle mondiale ; mais sa déraison est de les séparer de nouveau, selon une logique cachée qui s'exprime en idées folles, en valorisations absurdes. L'étranger entoure partout l'homme devenu étranger à son monde. Le barbare n'est plus au bout de la Terre, il est là, constitué en *barbare* précisément par sa participation obligée à la même consommation hiérarchisée. L'humanisme qui couvre cela est le contraire de l'homme, la négation de son activité et de son désir ; c'est l'humanisme de la marchandise, la bienveillance de la marchandise pour l'homme qu'elle parasite. Pour ceux qui réduisent les hommes aux objets, les objets paraissent avoir toutes les qualités humaines, et les manifestations humaines réelles se changent en inconscience *animale.* « Ils se sont mis à se comporter comme une bande de singes dans un zoo », peut dire William Parker, chef de l'humanisme de Los Angeles.

Quand « l'état d'insurrection » a été proclamé par les autorités de Californie, les compagnies d'assurances ont rappelé qu'elles ne couvrent pas les risques à ce niveau : au-delà de la survie. Les Noirs américains, globalement, ne sont pas menacés dans leur survie — du moins s'ils se tiennent tranquilles — et le capitalisme est devenu assez concentré et imbriqué dans l'Etat pour distribuer des « secours » aux plus pauvres. Mais du seul fait qu'ils sont *en arrière* dans l'augmentation de la survie socialement organisée, les Noirs posent les problèmes de la vie, c'est la vie qu'ils revendiquent. Les Noirs n'ont rien à assurer qui soit à eux ; ils ont à détruire toutes les formes de sécurité et d'assurances privées connues jusqu'ici. Ils apparaissent comme ce qu'ils sont en effet : les ennemis irréconciliables, non certes de la grande majorité des Américains, mais du mode de vie aliéné de toute la société moderne : le pays le plus avancé industriellement ne fait que nous montrer le chemin qui sera suivi partout, si le système n'est pas renversé.

Certains des extrémistes du nationalisme noir, pour démontrer qu'ils



" ALL THIS WORLD IS LIKE THIS VALLEY CALLED JARAMA"
(CHANSON DU BATAILLON LINCOLN)

« Les milices populaires ont craqué devant les chars et les mitrailleuses dans les quartiers nord de Saint-Domingue. Après quatre jours et quatre nuits de violents et sanglants combats, les troupes du général Imbert ont finalement réussi à pousser leur avance jusqu'aux approches de l'avenue Duarte et du marché de Villa-Consuelo. A 6 heures du matin, mercredi, l'immeuble de Radio-Santo-Domingo était pris d'assaut. Ce bâtiment, qui abrite aussi la télévision, se trouve à 200 mètres au nord de l'avenue Francia et du corridor tenu par les « marines ». Il avait été bombardé jeudi dernier par les chasseurs du général Wessin... Des combats sporadiques se sont poursuivis toute la journée de mercredi dans le nord-est de la ville mais la résistance populaire vient de subir sa première défaite... Les civils se sont battus pratiquement tout seuls, car peu de militaires ayant rallié le mouvement du colonel Camano se trouvaient au nord du corridor. Les milices, dans ce secteur, sont surtout encadrées par des ouvriers appartenant au Mouvement Populaire Dominicain, une organisation de gauche. Leur sacrifice aura déjà fait gagner cinq jours, qui peuvent être précieux pour le soulèvement du 24 avril...

Dans la basse ville, on dresse des barrages de bidons d'huile assez dérisoires qui voudraient être des barricades, ou l'on s'embusque derrière des camions de livraison renversés. Les armes sont disparates. Les costumes aussi. On voit des civils en casque rond et bas, et des militaires en calot... Les revolvers gonflent les poches des blue-jeans des employés et des étudiants. Toutes les femmes décidées à combattre sont en pantalon... Des garçons de seize ans serrent farouchement leur fusil contre leur poitrine comme s'ils avaient attendu ce cadeau depuis le début du monde. Sans cesse, Radio-Santo-Domingo lance des appels au peuple. On lui demande de se porter en masse vers tel ou tel point de la ville où l'on redoute une attaque de Wessin... C'est là, au débouché du pont Duarte et au carrefour de l'avenue du Lieutenant-Amado-Garcia, que la foule se masse, cocktails Molotov en main. Elle vient de la basse ville et aussi des quartiers nord. Elle paraît à la fois insouciante et déterminée. Quand les chasseurs de Wessin apparaissent en rase-mottes dans l'axe du pont, des milliers de poings se lèvent avec fureur vers les appareils. Après le crépitement des rafales, des dizaines de corps restent recroquevillés sur le sol, et la foule reflue vers les maisons. Mais elle revient et chaque passage des appareils suscite la même explosion de colère impuissante et de défi insensé, et laisse une nouvelle traînée de cadavres. Mais il semble décidément qu'il faudrait tuer toute cette ville pour lui faire quitter le pont Duarte. Le lundi 26 avril au matin, l'ambassadeur Tapley Bennet Jr. est rentré de Floride. Le soir le « navire d'assaut » **SS Boxer** avec quinze cents « marines » à bord arrive devant Saint-Domingue. »

Marcel Niedergang, dans **Le Monde** du 21-5-65 et du 5-6-65.

ne peuvent accepter moins qu'un Etat séparé, ont avancé l'argument que la société américaine, même leur reconnaissant un jour toute l'égalité civique et économique, n'arriverait jamais, au niveau de l'individu, jusqu'à admettre le mariage interracial. *Il faut donc que ce soit cette société américaine qui disparaisse,* en Amérique et partout dans le monde. La fin de tout préjugé racial, comme la fin de tant d'autres préjugés liés aux inhibitions, en matière de liberté sexuelle, sera évidemment au-delà du « mariage » lui-même, au-delà de la *famille bourgeoise,* fortement ébranlée chez les Noirs américains, qui règne aussi bien en Russie qu'aux Etats-Unis, comme modèle de rapport hiérarchique et de stabilité d'un *pouvoir hérité* (argent ou grade socio-étatique). On dit couramment depuis quelque temps de la jeunesse américaine qui, après trente ans de silence, surgit comme force de contestation, qu'elle vient de trouver sa guerre d'Espagne dans la révolte noire. Il faut que, cette fois, ses « bataillons Lincoln » comprennent tout le sens de la lutte où ils s'engagent et la soutiennent complètement dans ce qu'elle a d'universel. Les « excès » de Los Angeles ne sont pas plus une erreur politique des Noirs que la résistance armée du P.O.U.M. à Barcelone, en mai 1937, n'a été une trahison de la guerre anti-franquiste. Une révolte contre le spectacle se situe au niveau de la *totalité,* parce que - quand bien même elle ne se produirait que dans le seul district de Watts - elle est une protestation de l'homme contre la vie inhumaine ; parce qu'elle commence au niveau du *seul individu réel* et parce que la communauté, dont l'individu révolté est séparé, est la *vraie nature sociale* de l'homme, la nature humaine : le dépassement positif du spectacle.

LES LUTTES DE CLASSES EN ALGÉRIE

On pourrait croire que le nouveau régime algérien s'est donné pour unique tâche de confirmer l'analyse sommaire que l'I.S. a présentée de lui, dès les jours qui suivirent son putsch inaugural, dans l'*Adresse aux révolutionnaires* que nous avons alors publiée à Alger. Liquider l'autogestion, c'est tout le contenu du boumediennisme, c'est sa seule activité réelle ; et elle commence à l'instant même où l'Etat, par le déploiement de la force militaire qui était sa seule cristallisation achevée sous Ben Bella, son seul organisme solide, a *proclamé son indépendance* en face de la société algérienne. Les autres projets de l'Etat, la réorganisation technocratique de l'économie, l'extension de la base de son pouvoir, socialement et juridiquement, dépassent les capacités de la classe dirigeante actuelle dans les conditions réelles du pays. La foule des indécis, qui n'avaient pas été les ennemis de Ben Bella mais ceux qu'il a déçus, et qui ont attendu pour juger le nouveau régime sur ses actes, peuvent voir que finalement, ce régime ne fait rien, excepté son acte constituant la dictature autonome de l'Etat, qui est du même coup sa déclaration de guerre à l'autogestion. Même énoncer des accusations précises contre Ben Bella, ou l'abattre *publiquement,* semble être au-dessus de ses forces pour une longue période. Le seul reste de « socialisme » professé en Algérie est précisément ce noyau du *socialisme renversé,* ce produit de la réaction générale dans le mouvement ouvrier même que la défaite de la révolution russe a légué comme modèle positif au reste du monde, y compris à l'Algérie de Ben Bella : la *contre-vérité policière du pouvoir.* C'est ainsi que l'ennemi politique n'est pas condamné pour ses positions réelles, mais pour le contraire de ce qu'il a été ; ou bien même il se dissout soudainement dans un silence organisé, il n'a jamais existé, ni pour le tribunal ni pour l'historien. Et c'est ainsi que Boumedienne, un des principaux responsables depuis toujours du fait que l'autogestion algérienne n'est qu'une caricature de ce qu'il lui faut être, la traite officiellement de « caricature » afin de la réorganiser autoritairement. Au nom d'une essence de l'autogestion idéologiquement garantie par l'Etat, Boumedienne rejette les manifestations réelles ébauchées de l'autogestion.

Le même renversement de la réalité détermine la critique boumedienniste du passé. Ce que l'on reproche à Ben Bella d'avoir fait, et poussé jusqu'à la démesure, c'est précisément ce qu'il n'a pas fait, ce qu'il avait à peine feint de vouloir entreprendre : la libération des femmes ou l'appui effectif aux luttes d'émancipation en Afrique, par exemple. La base des mensonges du régime actuel sur le passé, c'est son unité profonde avec le passé. La classe dominante n'a pas changé en Algérie, elle se renforce. Elle reproche à Ben Bella d'avoir mal fait ce qu'il a seulement *simulé,* un révolutionnarisme qu'elle veut maintenant se passer de simuler. La classe dominante algérienne, avant comme après le 19 juin, est une bureaucratie en formation. Elle poursuit sa constitution en changeant partiellement le mode de répartition politique du pouvoir. Certaines couches de cette bureaucratie (militaire, technocratique) prennent la prééminence sur d'autres (politique et syndicale). Les conditions fondamentales restent d'une part la faiblesse de la bourgeoisie nationale, d'autre part la pression de masses paysannes et ouvrières misérables, dont une partie, lors de la fuite de l'ancienne classe dominante (européenne) a conquis le secteur autogéré. La fusion de la bourgeoisie algérienne et de la bureaucratie dans la possession de l'Etat est plus facile avec les nouvelles couches dominantes que Boumedienne exprime, et de plus cette



L'ARMÉE DE BOUMEDIENNE

« Qu'attendez-vous donc pour vous lever ! Qu'attendez-vous pour chasser de votre sein les infâmes agents de ce gouvernement de capitulation et de honte qui mendie et achète, à cette heure même, de l'armée prusienne, les moyens de bombarder Paris par tous les côtés à la fois ? Attendez-vous que les soldats du droit soient tombés jusqu'au dernier sous les balles empoisonnées de Versailles ? »

« Aux grandes villes », appel de la Commune de Paris, le 1er mai 1871.

« Les avions américains réquisitionnés par les ennemis du peuple congolais bombardent depuis le 26 les marchés et les usines de la région. Je demande que l'Organisation de l'Unité Africaine, dans l'intérêt du peuple congolais, prenne les mesures qui s'imposent pour faire cesser de pareils agissements. Je sais que ces avions atterrissent en territoire de la République du Ruanda. C'est pourquoi j'avertis que je devrai attaquer ce pays et que, chaque jour, je ferai massacrer et manger un sujet américain prisonnier de mes troupes. »

Communiqué à la presse, du colonel Bidalira, commandant les insurgés mulélistes dans la région d'Uvira, le 27 août 1964.

évolution s'accorde mieux avec la région du marché mondial capitaliste à laquelle l'Algérie est liée. En outre les couches bureaucratiques dominantes avec Ben Bella étaient moins capables d'une lutte ouverte contre les exigences des masses. Ben Bella et *l'équilibre* social instable, qui fut le résultat provisoire de la lutte contre la France et les colons, s'en vont ensemble. Au moment où elles se sont vues supplantées, les couches bureaucratiques antérieurement prédominantes (dirigeants de la Fédération F.L.N. du Grand-Alger, Union Générale des Travailleurs Algériens) ont hésité, puis se sont ralliées parce que leur solidarité avec l'ensemble de la bureaucratie étatique l'emportait naturellement sur leurs liens avec la masse des travailleurs. Le syndicat des travailleurs de la terre, dont le congrès six mois auparavant avait adopté les thèses les plus radicales sur l'autogestion, s'est rallié le premier.

Parmi les forces bureaucratiques émargeant au pouvoir avec Ben Bella, deux couches à la fois ennemies et apparentées, avaient un statut particulier : le parti communiste

algérien et les étrangers gauchistes qui s'étaient placés au service de l'Etat algérien, ceux que l'on a appelés les « pieds-rouges ». Ceux-là n'étaient pas tant au pouvoir que prétendants au pouvoir. Parente pauvre du pouvoir mais guettant son héritage, l'extrême-gauche de la bureaucratie possédait *auprès de Ben Bella* un titre de représentation des masses : elle ne tenait pas son mandat des masses, mais de Ben Bella. Elle rêvait de remplacer un jour en monopole, et aussi bien contre les masses, ce pouvoir que Ben Bella partageait encore de tous côtés. Comme Ben Bella personnellement était son seul accès au pouvoir présent et sa principale promesse d'avenir, la seule garantie de tolérance envers elle (son Soekarno), l'extrême-gauche bureaucratique a manifesté pour sa défense, mais d'une manière incertaine. De même qu'elle assiégeait respectueusement l'Etat, elle s'est placée sur le terrain de l'Etat pour s'opposer à la modification défavorable du rapport étatique des forces. Ici encore, la critique boumédienniste contre ces éléments, qualifiés globalement d'étrangers, au nom d'une spécificité algérienne du socialisme, est entièrement fausse. Loin de « faire de la théorie pour la théorie » (*El Moudjahid* du 22-9-65), les pieds-rouges représentaient un mélange épuisé de nullité théorique complète et de tendances contre-révolutionnaires inconscientes ou sciemment dissimulées. Loin de vouloir « expérimenter » aventureusement en Algérie des utopies extraordinaires, ils ne possédaient en bien propre que des erreurs ou des mensonges qui avaient mille fois *fait leurs preuves en tant que tels*. Les meilleures idées révolutionnaires des pieds-rouges n'étaient pas inadaptées parce que venues de *trop loin* mais parce que répétées beaucoup *trop tard*. Ce n'est pas une question de géographie, mais d'histoire.

Encore plus à part, et plus radical, dans l'extrême-gauche du pouvoir benbelliste, Mohammed Harbi était le penseur de l'autogestion, mais il ne l'était que par la grâce du prince, dans les bureaux du pouvoir. Harbi s'était élevé au point le plus haut atteint par la pensée révolutionnaire algérienne : jusqu'à

ENTREPRISES EN AUTOGESTION

recensées au mois de janvier 1964

SECTEUR AUTOGÉRÉ INDUSTRIEL	ALGEROIS		ORANIE		CONSTANTINOIS		TOTAL	
	Nombre d'entreprises	Nombre d'ouvriers	Nombre d'entreprises	Nombre d'ouvriers	Nombre d'entreprises	Nombre d'ouvriers	Nombre d'entreprises	Nombre d'ouvriers
Bâtiments et matériaux de construction	61	2.051	21	506	32	216	114	2.773
Bois	14	445	12	196	11	117	37	758
Métallurgie et électricité	43	468	5	410	1	8	49	886
Alimentation	28	1.102	41	655	16	502	85	2 259
Textiles	4	200	4	327			8	527
Chimie	8	551	9	595			17	1.146
Divers	10	416	13	362	12	394	35	1.172
	168	5 233	105	3.051	72	1.237	345	9.521

« Frères, 63 comités de gestion m'ont chargé de dire deux mots seulement :
1° - 63 fermes n'ont pas été payées depuis deux mois. Il y a des ouvriers qui dorment à la belle étoile. Et il y a des cadres qui ont dix maisons.
2° - 63 comités de gestion m'ont chargé de dire que nous sommes encore colonisés par les bourgeois. »

Intervention de Ben Dahoud Mohamed, délégué de Saïda, au Congrès des Travailleurs de la Terre, en décembre 1964, à Ben Aknoun.

l'idée de l'autogestion, mais aucunement jusqu'à sa pratique conséquente. Il a bien compris sa notion mais pas encore son être. Harbi était, paradoxalement, le théoricien *gouvernemental* de l'autogestion, ou plutôt son poète de cour : au-dessus de la pratique, il chantait l'autogestion plus qu'il ne la pensait. *L'Etat de l'autogestion,* ce monstre logique, avait ainsi dans Harbi sa mauvaise conscience et son luxe. Les chars de Boumedienne dans les rues ont signifié une rationalisation de l'Etat, qui veut désormais s'affranchir des paradoxes dérisoires de l'équilibre benbelliste, et de toute mauvaise conscience, *être un Etat* simplement. On a vu alors que Harbi, prophète désarmé de l'autogestion, n'avait pas envisagé auparavant *la défense de l'autogestion par elle-même,* sur son propre terrain, mais seulement par la *médiation* de Ben Bella. Mais si Harbi ne comptait que sur Ben Bella pour défendre l'autogestion, sur qui comptait-il donc pour défendre Ben Bella ? Le penseur de l'autogestion était protégé par Ben Bella, mais qui protégerait son protecteur ? Il croyait que Ben Bella, incarnation de l'Etat, resterait universellement accepté en Algérie, alors que lui, Harbi, n'en acceptait pourtant que le « bon côté » (la reconnaissance formelle de l'autogestion). Le processus réel a donc avancé par son mauvais côté : les forces qui tenaient le raisonnement inverse sur Ben Bella étaient plus capables d'intervention. Ben Bella n'était pas la résolution des contradictions algériennes, mais leur couverture provisoire. L'histoire a montré que Harbi, et tous ceux qui pensaient comme lui, se trompaient. Il leur faut maintenant radicaliser leurs conceptions s'ils veulent combattre efficacement la dictature boumedienniste ; *réaliser* l'autogestion.

La chute de Ben Bella est une date dans l'écroulement des illusions mondiales à propos de la version « sous-développée » du pseudo-socialisme. Castro reste sa dernière vedette, mais déjà, lui qui fondait légitimement l'inutilité des élections sur le fait que le peuple était armé, exige que l'on restitue toutes les armes, et sa police les récupère (*Reuter,* 14-8-65). Déjà son lieutenant Guevara s'en va, sans qu'une seule explication soit fournie aux masses à qui ces hommes avaient demandé une aveugle confiance personnelle. En même temps, les Algériens qui font chez eux l'expérience de la fragilité du socialisme benbelliste découvrent par la même occasion ce que valait la sollicitude du prétendu « camp socialiste » pour leur cause : les *Etats* chinois, russe, cubain, et Nasser en prime, font naturellement assaut d'amabilités pour le régime de Boumedienne. Les révolutions dans les pays sous-développés échoueront toujours piteusement tant qu'elles admettront, et relèveront pour leur compte, un modèle existant de pouvoir socialiste, parce qu'ils sont *tous* manifestement faux. La version officielle émiettée russo-chinoise et la version « sous-développée » de ce socialisme se garantissent et s'admirent réciproquement, et se garantissent réciproquement la même issue. *Le sous-développement de la théorie révolutionnaire,* dans le monde entier, est le premier sous-développement dont il faut maintenant sortir.

Les luttes internes de la bureaucratie algérienne, pendant la guerre et dans la période 1962-1965, ont pris la forme de luttes de clans, de rivalités personnelles, d'inexplicables dissentiments entre leaders, d'obscurs renversements d'alliances. Ceci était la filiation directe des conditions régnant dès avant l'insurrection, autour de Messali Hadj. Non seulement toute théorie en était absente, mais l'idéologie même était sommaire et embrouillée, tout restait à la surface de la vie politique du pays, dans les nuages où se meut l'Etat. Depuis le 19 juin, c'est une autre période qui s'ouvre : celle de l'affrontement entre la classe dominante et les travailleurs, et ceci est le mouvement réel qui donne les conditions et le besoin d'une théorie. Dès le 9 juillet, une réunion de délégués de 2 500 entreprises autogérées, tenue à Alger sous la présidence du ministre de l'Industrie Boumaza, faisait entendre à ce ministre son exigence de l'autogestion comme principe intangible, et une série de critiques concernant toutes le rôle de l'Etat en tant que limitation de ce principe. Les délégués

« ont mis en cause la multiplicité des tutelles (préfectures, ministères, parti), et dénoncé le non-paiement des dettes de l'Etat et la lourdeur de la fiscalité ; des délégués ont également évoqué le problème des licenciements, les exigences « draconiennes » des fournisseurs étrangers, ainsi que le rôle paralysant de la douane. » (*Le Monde,* 10-7-65).

Ces délégués savaient de quoi ils parlaient. En effet, dès la déclaration du 19 juin, où le mot « autogestion » ne figurait pas, le pouvoir préparait « l'assainissement » de la situation économique, par le renforcement du contrôle étatique et la formation accélérée des « cadres ». Il entendait faire payer vite, en location-vente, tous les logements indûment occupés (qui sont plus de 100 000) ; récupérer l'argent « volé à l'Etat » dans les entreprises autogérées ; parer à l'usure du matériel mal entretenu ; régulariser toutes les saisies illégales opérées par les masses au départ des Français. Depuis, en dépit du fait que l'autogestion est justement la forme sous laquelle peut être le mieux surmonté le paralysant respect de la propriété (personnelle ou étatique) qui a tant nui au mouvement ouvrier, on ne cesse de reprocher aux travailleurs du secteur autogéré, qui attendent leurs salaires non payés sur plusieurs mois de retard, de voler une grande partie de leur propre production. Le but le plus urgent de l'Etat algérien, qui a déjà un nombre suffisant de soldats et de policiers, c'est de former 20 000 comptables par an.

La lutte centrale, sourde et ouverte, s'est déclenchée tout de suite entre les représentants de la classe dominante et les travailleurs, justement sur le problème de l'autogestion. Les déclarations « rassurantes » de Boumaza ou de Boumedienne ne trompaient personne. Le « malaise syndical », qu'évoquait *Le Monde* du 3 octobre, est l'euphémisme qui désigne la résistance du seul bastion de la révolution socialiste en Algérie — le secteur autogéré — contre les dernières opérations de l'hégémonie bureaucratique-bourgeoise. Les dirigeants syndicaux eux-mêmes ne pouvaient garder le silence : leur statut officiel, en tant que représentants des travailleurs auprès de l'Etat, et leur statut social, en tant que gauche de la classe dirigeante, étaient en cause. Les articles de *Révolution et Travail* du mois de septembre, où se mêlaient les revendications réelles des travailleurs (« A travers notre misère, c'est l'autogestion qui est humiliée ») et l'inquiétude croissante des dirigeants syndicaux (« accord sur les analyses faites dans la déclaration du 19 juin », mais dénonciation des technocrates et économistes), reflètent exactement cette situation où une série de luttes, verticales ou horizontales, se superposent. L'insistance de plus en plus pesante sur « l'anarchie économique », qu'il faut traduire toujours par autogestion, les mesures juridiques, dont les journaux parlent moins, contre le secteur autogéré (obliger les entreprises autogérées à payer l'impôt en retard) et la restitution de l'usine « Norcolor » à son ancien propriétaire, montrent à ces dirigeants « travaillistes » que bientôt ils n'auront plus de place dans l'appareil dominant. Déjà, les nouveaux prétendants sont là : la « ruée vers le pouvoir des éléments louches », dont s'indigne *Révolution et Travail,* traduit le glissement à droite de la classe dirigeante. Les techno-bureaucrates et les militaires ne peuvent avoir pour alliés que les représentants de la vieille bourgeoisie traditionnelle. Au moment où les officiers, dans le style des armées sud-américaines, accèdent au standing bourgeois (tout le monde connaît leurs « BMW » achetées dédouanées et avec 30 % de réduction), toute une foule de bourgeois algériens prenant la piste du patron de « Norcolor », retournent au pays en attendant de recouvrer leurs biens saisis « dans des conditions parfaitement illégales par des personnes peu scrupuleuses » (Boumaza). L'augmentation rapide des prix des produits alimentaires s'ajoute à tous ces défis. Les travailleurs, parfaitement conscients de ce processus, résistent *sur place* : les grèves répétées dans les usines Renault, les grèves des Messageries, des téléphones, des employés d'assurances, les manifestations des ouvriers non payés de la Mitidja, sont une ébauche d'un mouvement de colère qui, s'il s'af-

firme avec conséquence, est capable de balayer tout le régime actuel.

Incapables de dominer un seul de leurs problèmes, les dirigeants réagissent par des colloques affolés tenus en permanence, par la torture en permanence dans leurs prisons, par les dénonciations du « relâchement des mœurs ». *El Moudjahid* (7-12-65) attaque « le sentimentalisme érotique d'une jeune génération sans engagement politique », et le juste point de vue de tous ceux qui « ont tenté de rejeter une religion représentée comme frein à leur goût du plaisir et à une émancipation considérée sous l'angle unique de la possibilité de jouissance, et de considérer l'apport de la civilisation arabe comme un retour en arrière ». Ce n'est pas sur un autre ton que le pouvoir, à Washington et à Moscou, a le regret de faire savoir qu'il retire sa confiance à la jeunesse. Et après quelques mois, le nouveau régime rivalise avec Ben Bella dans la manifestation la plus dérisoire de son islamisme : la prohibition de l'alcool.

L'opposition présente à la dictature boumedienniste est double : d'un côté, les travailleurs se défendent dans les entreprises (autogérées ou non), ils sont la contestation réelle impliquée dans les faits. D'un autre côté, les gauchistes de l'appareil F.L.N. essaient de reformer un appareil révolutionnaire. La première tentative de l'Organisation de la Résistance Populaire, dirigée par Zahouane et soutenue par les staliniens français, s'est manifestée seulement après six semaines par une déclaration creuse qui n'analysait pas plus le pouvoir actuel que les moyens de s'y opposer. Son deuxième appel fut adressé à la police algérienne, dont on escomptait le soutien révolutionnaire. Le calcul était faux puisqu'avant la fin de septembre cette police avait arrêté Zahouane et démantelé son premier réseau clandestin (Harbi avait été lui-même arrêté dès le mois d'août). L'O. R. P. poursuit son activité, commençant à obtenir des cotisations des ouvriers algériens en France « pour Ben Bella », et ralliant la majorité des dirigeants étudiants. La rencontre ultérieure de l'appareil clandestin ou émigré et de la lutte des travailleurs algériens, à la faveur d'une prochaine crise économico-politique en Algérie, est le but de cet appareil. Dans cette perspective léniniste, il se présentera, avec ou sans le drapeau de Ben Bella, comme la solution de rechange au pouvoir boumédienniste.

Qu'est-ce qui va empêcher, cependant, la constitution d'un appareil de type bolchevik, recherché par tant de militants ? Le temps passé depuis Lénine — l'échec de Lénine —, la dégradation continuelle et étalée du léninisme, qui se traduit tout de suite par le fait que ces gauchistes se mélangent et s'opposent en nuances de toutes sortes : khrouchtchevo - brejnevistes, prochinois, sous-togliattistes, purs et demi-staliniens, toutes les nuances trotskistes, etc. Tous refuseront, et seront forcés de refuser, de trancher clairement le problème essentiel sur la nature du « socialisme » (c'est-à-dire du pouvoir de classe) en Russie et en Chine, et par conséquent aussi en Algérie. Ce qui est leur faiblesse principale pendant la lutte pour le pouvoir est aussi la principale garantie de leur rôle contre-révolutionnaire s'ils accèdent au pouvoir. Ces gauchistes vont se présenter comme la suite de la confusion politique personnalisée de la période précédente, alors que la lutte de classes réelle en Algérie a maintenant clos cette période. Leurs doutes sur Ben Bella étaient imbriqués à leurs doutes sur le monde (sur le socialisme), et continuent après Ben Bella. Ils ne disent pas tout ce qu'ils savent, et ils ne savent pas tout ce qu'ils disent. Leur base sociale *et leur perspective sociale*, c'est ce secteur bureaucratique défavorisé par le changement d'assiette du pouvoir, qui veut ressaisir sa place. Voyant qu'ils ne peuvent plus espérer dominer le pouvoir, ils se tournent vers le peuple, pour dominer son opposition. Bureaucrates nostalgiques ou bureaucrates en rêve, ils veulent opposer « le peuple » à Boumedienne, alors que Boumedienne a déjà montré aux masses l'opposition réelle du bureaucrate d'Etat et du travailleur. Mais la pire misère de leur bolchevisme, c'est cette éclatante différence : le parti bolchevik ne savait pas quel pouvoir bureaucratique il allait instituer,



LA RÉPRESSION, ET SA DIVISION DES TACHES A L'ÉCHELLE MONDIALE (Ici, Vietnamienne torturée).

« Un jeune communiste de vingt-sept ans, Karol Modzelewski, fils d'un communiste de la vieille garde qui fut le premier ministre des affaires étrangères de la Pologne populaire... avec quelques autres étudiants marxistes, dont un autre fils de vieux communiste, Jacek Kuron, Modzelewski avait mis au point depuis quelque temps un programme « communiste révolutionnaire », dont l'idée directrice était une critique radicale de la « dictature bureaucratique » mise en place en Pologne et ailleurs par les P.C. traditionnels. Largement inspirée des analyses de Djilas sur la « Nouvelle Classe » et par les critiques de Trotski contre le système stalinien, la plate-forme de ces « néo-marxistes » se veut une synthèse de tout ce qui a été dit et expérimenté un peu partout contre la déformation bureaucratique de la doctrine. Il s'agit de lutter pour le respect des libertés et contre le parti unique, mais en même temps de dépasser l'imparfaite démocratie bourgeoise pour accéder à une « véritable démocratie ouvrière », établie sur la base d'authentiques conseils ouvriers qui reprendraient à la machine bureaucratique la propriété que celle-ci a en fait usurpée (l'exemple des conseils ouvriers yougoslaves est considéré comme entaché de « technocratie »)... Toutes ces théories, qui malgré leur caractère parfois utopique, semblent trouver une certaine audience parmi les jeunes intellectuels de la « seconde génération communiste », furent exposées à l'automne par Modzelewski et Kuron dans un manifeste de 128 pages dont seuls quelques privilégiés eurent connaissance, entre autres M. Gomulka lui-même. Car la police, survenue « à temps » se hâta de confisquer ce dangereux manuscrit et de mettre ses auteurs sous les verrous. »

« Un groupe de jeunes gens, pour la plupart étudiants en chimie à l'université ou chercheurs dans des instituts de chimie, accusés d'avoir publié deux numéros d'une revue « libérale » clandestine, ont été condamnés à des peines d'emprisonnement en novembre dernier par un tribunal de Léningrad, apprend-on de bonne source soviétique. L'animateur principal de ce groupe aurait été condamné à sept ans de privation de liberté, et huit de ses complices, dont deux jeunes femmes, à des peines de deux à cinq ans. Les jeunes gens, indique-t-on de même source, avaient monté une véritable « organisation secrète », comptant quelque deux cent cinquante membres, et disposaient d'une imprimerie clandestine pour y publier leur revue. Inspirés par les idées du célèbre révolutionnaire russe du XIX[e] siècle, Alexandre Herzen — dont le souvenir est révéré en U.R.S.S. — les jeunes gens prétendaient ne pas s'opposer au principe du communisme, mais à sa forme actuelle dans le pays, et aux séquelles du stalinisme, et réclamer plus de liberté de pensée et de paroles. Ils avaient baptisé leur revue du nom de la publication clandestine éditée à Londres et mise en circulation par Herzen en dépit des interdits de la police tzariste, **Kolokol** (la Cloche). »

Le Monde (26-5-65 et 4-1-66).

alors que ceux-ci ont déjà pu voir, dans le monde et chez eux, ce pouvoir bureaucratique dont ils veulent *la restauration,* plus ou moins épurée. Les masses, si elles ont la parole, ne choisiront pas cette bureaucratie corrigée, dont elles ont déjà expérimenté l'essentiel. Les intellectuels algériens qui ne se ral-

lient pas au pouvoir ont encore le choix entre la participation à cet appareil ou la découverte d'une liaison directe avec le mouvement autonome des masses. Mais tout le poids de la petite-bourgeoisie algérienne (commerçants, petits fonctionnaires, etc.) se portera normalement au secours de la nouvelle bureaucratie technocratico-militaire plutôt qu'en faveur des gauchistes bureaucratiques.

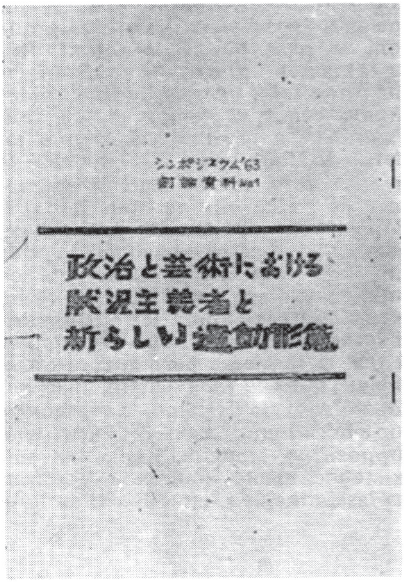
La seule voie du socialisme, en Algérie et partout, passe par « un pacte offensif et défensif avec la vérité », selon le mot d'un intellectuel hongrois de 1956. *L'Adresse* de l'I.S., là où elle a pu être lue en Algérie, a été comprise. Là où existent des conditions pratiques révolutionnaires, aucune théorie n'est trop difficile. Un témoin de la Commune de Paris, Villiers de l'Isle-Adam, notait : « Pour la première fois on entend les ouvriers échanger leurs appréciations sur des problèmes qu'avaient abordés jusqu'ici les seuls philosophes ». La réalisation de la philosophie, la critique et la reconstruction libre de toutes les valeurs et les conduites imposées par la vie sociale aliénée, voilà précisément le programme maximum de l'*autogestion généralisée*. En contrepartie, des militants gauchistes de l'appareil nous disent que ces thèses sont justes, mais que l'on ne peut pas encore tout dire aux masses. Ceux qui raisonnent dans une telle perspective ne voient jamais venir ce temps et, en fait, travaillent à ce qu'il ne vienne jamais. Il faut dire aux masses *ce qu'elles font*. Les penseurs spécialisés de la révolution sont les spécialistes de sa fausse conscience, ceux qui s'aperçoivent ensuite qu'ils ont fait tout autre chose que ce qu'ils croyaient faire. Ce problème est ici aggravé par les difficultés propres aux pays sous-développés, et par la faiblesse permanente de la théorie dans le mouvement algérien. Cependant, la frange proprement bureaucratique est infime dans l'opposition actuelle, mais par son existence même comme « direction professionnelle » elle constitue une



POUR LE REMBARQUEMENT DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE AMÉRICAIN AU VIETNAM

Les étudiants « Zengakuren » et l'organisation qui exprime leur programme politique, la Ligue Communiste-Révolutionnaire du Japon, sont les premiers dans le monde à pouvoir mener une lutte de masse, dans la rue, contre la répression américaine au Vietnam, tout en rejetant radicalement les illusions et les compromis vis-à-vis des bureaucraties régnantes à Moscou, Pékin et Hanoï.

forme dont le poids s'impose et détermine le contenu. L'aliénation politique est toujours liée à l'Etat. L'autogestion n'a rien à attendre des *bolcheviks ressuscités.*



L'I.S. AU JAPON (« Les situationnistes et les nouvelles formes d'action dans la politique et l'art », réédité en brochure par la Ligue Communiste-Révolutionnaire).

L'autogestion doit être à la fois le moyen et la fin de la lutte actuelle. Elle est non seulement l'enjeu de la lutte, mais sa forme adéquate. Elle est elle-même son instrument. Elle est pour elle-même la matière qu'elle travaille, et sa propre présupposition. Elle doit reconnaître totalement sa propre vérité. Le pouvoir de l'Etat formule le projet, contradictoire et ridicule, de « réorganiser l'autogestion » ; c'est, en fait, l'autogestion qui doit *s'organiser en pouvoir,* ou bien disparaître.

L'autogestion est la tendance la plus moderne, la plus importante, apparue dans la lutte du mouvement algérien, et c'est aussi ce qu'il y a de moins étroitement algérien. Son sens est universel. Au contraire de la *caricature yougoslave* que Boumedienne veut rallier, et qui n'est qu'un instrument semi-décentralisé du contrôle étatique (« Il nous faut, avoue littéralement Boumedienne pour *Le Monde* du 10 novembre 1965, décentraliser pour mieux contrôler les entreprises autogérées »), un niveau inférieur de l'administration centrale ; au contraire du mutuellisme proudhonien de 1848 qui cherchait à s'organiser en marge de la propriété privée, l'autogestion réelle, révolutionnaire, ne peut qu'être conquise en abolissant par les armes les titres de propriété existants. Son échec à Turin, en 1920, est le prélude à la domination armée du fascisme. Les bases d'une production autogérée en Algérie se sont formées spontanément, comme dans l'Espagne de 1936, comme à Paris en 1871 dans les ateliers abandonnés par les Versaillais, là où les propriétaires avaient dû laisser la place à la suite de leur défaite politique : dans les *biens vacants.* Ce sont les vacances de la propriété et de l'oppression, le dimanche de la vie aliénée.

Cette autogestion, du seul fait qu'elle existe, menace toute organisation hiérarchique de la société. Elle doit détruire tout contrôle extérieur, parce que toutes les forces extérieures de contrôle ne concluront jamais la paix avec elle comme réalité vivante, mais tout au plus avec son nom, avec son cadavre embaumé. Là où il y a autogestion, il ne peut y avoir ni armée, ni police, ni Etat.

L'autogestion généralisée, « étendue à toute la production et à tous les aspects de la vie sociale », c'est la fin du chômage qui concerne deux millions d'Algériens, mais c'est aussi la fin de la société ancienne sous tous ses aspects, l'abolition de tous ses esclavages spirituels et matériels, et l'abolition de ses maîtres. L'actuelle ébauche d'autogestion ne peut être contrôlée d'en dessus que parce qu'elle accepte d'exclure au-dessous d'elle les couches majoritaires des travailleurs qui n'y participent pas, ou les sans-travail ; et parce que dans ses entreprises mêmes elle tolère la formation de couches dominantes de « directeurs » ou professionnels de la gestion, issus de la base ou détachés par le pouvoir étatique. Les directeurs sont le virus étatique. à l'intérieur de ce qui tend à nier

l'Etat, ils sont un compromis ; mais le temps du compromis est passé, et pour le pouvoir de l'Etat, et pour le pouvoir réel des travailleurs algériens.

L'autogestion radicale, la seule qui puisse durer et vaincre, refuse toute hiérarchie en elle-même et hors d'elle ; elle rejette également par sa pratique *toute séparation hiérarchique des femmes* (séparation esclavagiste hautement admise par la théorie de Proudhon comme par la réalité arriérée de l'Algérie islamique). Les comités de gestion, ainsi que tout délégué dans des fédérations d'entreprises autogérées, doivent être révocables à tout instant par leur base, cette base incluant évidemment la totalité des travailleurs, sans distinguer des permanents et des saisonniers.

Le seul programme des éléments socialistes algériens est la défense du secteur autogéré, pas seulement comme il est, mais comme il doit devenir. Cette défense doit donc opposer à l'épuration menée par le pouvoir une autre épuration de l'autogestion : l'épuration par sa base, contre ce qui la nie de l'intérieur. De l'autogestion maintenue et radicalisée peut partir le seul assaut révolutionnaire contre le régime existant. En avançant le programme de l'autogestion des travailleurs augmentée quantitativement et qualitativement, on demande à tous les travailleurs de prendre directement en mains la cause de l'autogestion comme leur propre cause. Exigeant non seulement la défense mais l'extension de l'autogestion, *la dissolution de toute activité spécialisée qui ne relève pas de l'autogestion,* les révolutionnaires algériens peuvent montrer que cette défense n'est pas l'affaire des seuls travailleurs du secteur *provisoirement autogéré,* mais de tous les travailleurs, comme seul mode de libération définitive. Ils montrent ainsi qu'ils luttent pour une libération générale et non pour leur propre domination future en tant que spécialistes en révolution ; que la victoire de « leur parti » doit être également sa fin en tant que parti.

Comme premier pas, il faut envisager la liaison des délégués de l'autogestion, entre eux et avec des comités d'entreprises qui prépareront l'autogestion dans les secteurs privé et étatique ; transmettre et publier toutes les informations sur les luttes des travailleurs et sur les formes d'organisation autonome qui y apparaissent, étendre et généraliser ces formes en tant que seule voie de contestation profonde. En même temps, par les mêmes relations et publications clandestines, il faut développer la théorie de l'autogestion et ses exigences, dans le secteur autogéré lui-même et devant les masses d'Algérie et du monde. L'autogestion doit devenir la solution unique aux mystères du pouvoir en Algérie, et doit *savoir qu'elle est cette solution.*

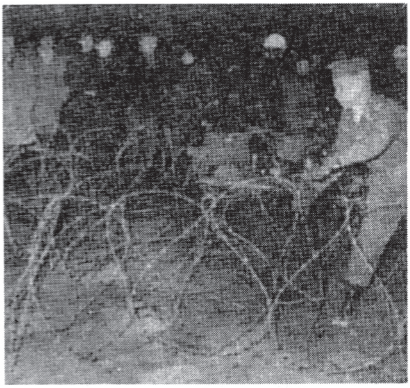
L'I.S. ET LES INCIDENTS DE RANDERS

Au début de 1965, l'inculpation de J.V. Martin au Danemark à propos de l'édition des « *comics* subversifs » dont le précédent numéro de cette revue a publié trois exemples (pages 21, 36 et 37) faisait quelque bruit. Martin se trouvait personnellement poursuivi, en tant que responsable de l'I.S., sur une plainte de la branche danoise du mouvement du « Réarmement moral », la fameuse organisation idéologique de choc du capitalisme américain, concernant essentiellement des tracts que nous avions diffusés clandestinement *en Espagne*. Ces tracts étant formellement un détournement des *comics*, des filles dévêtues y exprimaient quelques vérités en faveur de la liberté morale et politique, inscrites dans le traditionnel « ballon ». Ceci donnait l'occasion au « Réarmement moral » d'exiger la condamnation de l'I.S., en commençant par Martin, pour offenses à la morale et aux bonnes mœurs, érotisme, pornographie, activité anti-sociale, outrages à l'Etat, etc. Jointe à ces documents, la célèbre image de Christine Keeler, déclarant sa supériorité évidente sur la princesse danoise qui avait consenti à épouser le roi Constantin (justement qualifié de fasciste avant qu'il ait fait ses preuves, l'été dernier, contre la quasi-totalité du peuple grec), amenait l'accusation supplémentaire d'injure à la famille royale danoise. L'énormité du procédé dont le « Réarmement moral » entendait faire le test émut la presse danoise dans son ensemble. Martin convint aussitôt, dans une déclaration publique, que les situationnistes étaient effectivement ennemis de toutes les valeurs défendues par le « Réarmement moral » et s'employaient activement au *désarmement moral* de la société que nous connaissons. Il admit que « les photographies de filles nues pouvaient avoir une certaine résonnance érotique, heureusement ». Il rappela que la question de l'édition pornographique était sans rapport avec nos tracts, quoique non sans rapport avec la morale répressive qui la provoque, et du reste la tolère généralement. Enfin, il fit voir la profondeur paradoxale de l'attitude des autorités social-démocrates d'un pays officiellement ennemi du franquisme, s'efforçant de réprimer chez elles des publications injurieuses pour l'ordre franquiste. Finalement, la justice préféra renoncer à déférer Martin devant un tribunal. Elle abandonna l'accusation avant un procès qui eût été instructif.

Peu après l'O.T.A.N. décida de faire entrer des troupes allemandes au Danemark, à deux reprises, pour participer à des manœuvres communes avec l'armée danoise. C'était la première fois que l'on devait revoir l'armée allemande dans ce pays depuis la fin de son occupation en 1945. Le fait suscita de grandes protestations creuses de toute la gauche, des réclamations, des pétitions. Personne, naturellement, n'en tint compte. Les premiers éléments devaient arriver le 16 mars à Randers, dans le Jutland. Martin résidait à ce moment dans cette ville. La célébrité que lui valaient les récentes poursuites renforçait la liaison que son activité situationniste précédente avait créé entre lui et quelques éléments d'avant-garde. Avec Martin, quelques étudiants de l'université d'Aarhus, des dockers, d'anciens partisans du temps de la lutte armée anti-nazie, il se constitua un comité qui fit savoir que l'on s'opposerait par la force à l'entrée de ces troupes dans la ville. Des affiches et des inscriptions le proclamèrent sur les murs. Des gens vinrent de tout le Danemark. Des envoyés de tous les

journaux scandinaves, et quelques allemands, se rendirent sur les lieux pour observer la rencontre.

Le 16 mars, l'armée danoise, aidée d'importants renforts de police, investit la ville. Son plan était de faire entrer par surprise la colonne motorisée allemande jusqu'aux casernes où elle devait stationner. Mais le comité organisa la surveillance de toutes les routes, de sorte qu'il put être prévenu en temps utile de la voie d'approche des troupes, à la tombée de la nuit. Des petits groupes postés à cette fin retardèrent le convoi. La masse des manifestants eut le temps de se rassembler et de se porter devant les casernes, du côté où l'on projetait d'y faire pénétrer la colonne. Il y eut un choc violent entre les manifestants et les soldats et policiers danois, les véhicules des Allemands arrivant au milieu de cette mêlée. Des voitures furent lapidées, des pneus crevés. On vola même une jeep. Finalement les troupes entrèrent dans les casernes et y passèrent la nuit. Mais ce fut pour repartir après cette conquête symbolique. Peu après, un porte-parole de



DES SOLDATS DU GÉNIE DÉPLOIENT DES BARBELÉS DANS LA RUE (« Politiken » du 17-3-65).

Bonn démentit que le projet ait jamais été conçu d'envoyer deux fois des troupes allemandes en manœuvres au Danemark. Il déclarait parfaitement satisfaisante l'unique expérience accomplie.

Le surlendemain, 18 mars, dans la soirée, alors que Martin, avec un



LA POLICE ET LA TROUPE SE HEURTENT AUX MANIFESTANTS DEVANT LES CASERNES DE RANDERS (photo dans « Politiken » du 17-3-65).

groupe de responsables de la manifestation, sortait de sa maison - 16, Slodsgade - qui était le local utilisé pour toute l'organisation de l'action en cours, et donc désignée un peu partout comme « le quartier-général de l'émeute », une puissante bombe incendiaire explosa dans la pièce qu'ils venaient de quitter, bles-



sant légèrement son jeune fils Morton, à un autre étage. Le feu consuma complètement la maison en peu de temps. La première impression fut qu'il s'agissait d'une contre-attaque de l'extrême-droite. Mais la police arrêta aussitôt Martin, en l'accusant d'une activité terroriste opportunément révélée par cet « accident ».

Cependant, dès le lendemain, la police changea complètement sa thèse peu soutenable. Elle trouva facilement l'incendiaire, un manifestant nommé Kanstrup qui avait *oublié dans un taxi* une deuxième bombe, avec des bagages à son nom. La carrière de Kanstrup vaut qu'on s'y arrête : dirigeant des « Jeunesses Communistes », il s'était infiltré dans une organisation de néo-nazis, mais c'était pour découvrir leurs agents en R.D.A., qu'il dénonçait aux autorités de Berlin-Est. Il avait été ainsi arrêté pour espionnage par la police de Copenhague. Après ce tournant obscur, Kanstrup était devenu trotskiste, et ainsi avait fait secrètement de « l'entrisme » dans un groupe socialiste de gauche. C'est à ce titre qu'il participait à la manifestation de Randers, sans révéler bien sûr qu'il avait apporté deux bombes.

Selon les déclarations de Kanstrup à la police, sa bombe, dont il avait envisagé de faire seul un usage purement symbolique, avait explosé accidentellement chez Martin. Mais il était évident que Kanstrup était un provocateur. Cependant, on ne peut dire si l'explosion visait l'élimination physique des gens qui se trouvaient dans cette pièce quelques instants auparavant, ou seulement la destruction de l'immeuble. Kanstrup avait pu lui-même mettre en action un détonateur, ou bien un complice avait « amorcé » sa bombe en jetant une grenade par la fe-



LE « QUARTIER-GÉNÉRAL » SITUATIONNISTE AU DERNIER SOIR (photo parue dans « Quick » du 4-4-65).



J.V. MARTIN ARRÊTÉ (photo parue dans « Ekstrabladet » du 19-3-65).

« — Qui est-ce donc que ce docteur Fu Manchu ?

— Je n'en ai qu'une vague idée, inspecteur, mais ce n'est pas un criminel ordinaire. C'est le plus grand génie du mal qu'on ait connu sur notre terre depuis des siècles. Il est l'animateur d'un groupe politique dont la richesse est énorme, et sa mission en Europe est de « paver la route ». Vous me suivez bien ? Il est à l'avant-garde d'un mouvement d'une telle importance politique qu'il n'est pas un Anglais ou un Américain sur cinquante mille à s'en douter. »

Sax Rohmer. **Le Docteur Fu Manchu.**

nètre (Kanstrup émit quelque temps cette hypothèse, puis la retira, considérant l'invraisemblance de la coïncidence ; et sa propre affirmation qu'il était seul à connaître la présence de cette bombe). Nous ne nous sommes pas souciés de démêler si Kanstrup avait agi pour le compte de la police politique de Copenhague, qui avait barre sur lui depuis son affaire d'espionnage, ou pour le compte des staliniens (que ce soit l'insignifiant parti danois ou bien ses chefs directs de Berlin-Est). En effet les buts de ces deux institutions étaient liés en la circonstance. Il s'agissait d'abord d'intimider brutalement une partie des manifestants ; et d'autre part de semer le trouble en laissant entendre que les organisateurs pourraient être impliqués dans une conspiration terroriste en rapport avec les bureaucrates de l'Est. C'est la police politique danoise qui avait le plus grand intérêt dans une telle manipulation de Kanstrup (ce que la suite a montré assez clairement). Cependant les staliniens ne pouvaient que se trouver bien d'un coup porté à une organisation autonome qui venait de montrer sa capacité d'agir puissamment.

J.V. Martin, traité à la fois dans la presse allemande d'anarchiste et de pro-stalinien, et en tout cas d'anti-allemand (bien que des affiches en allemand aient souligné à Randers que cet accueil visait seulement le militarisme allemand) affirma que son opposition au Pacte de Varsovie était égale à son opposition à l'O.T.A.N., et que les situationnistes sont si peu anti-allemands qu'une de nos revues était intitulée *Der Deutsche Gedanke* (La pensée allemande).

La police suédoise et la presse scandinave découvrirent alors un groupuscule nazi en Suède, qui aurait possédé quelques armes et adressé quelques menaces par correspondance ; et essayèrent ainsi de dresser un tableau équilibré d'extrémismes symétriques. Dès l'ouverture du procès de Kanstrup, à la surprise visible de son avocat — le stalinien Madsen —, le procureur abandonna soudain sans explication le délit de destruction par explosif d'immeuble habité, et se borna à requérir deux mois de prison ferme, qu'il obtint, pour « détention d'explosifs et participation à une manifestation interdite » ! Il ne faudrait pas en déduire que le Danemark connaît la mansuétude judiciaire d'un Far-West de cinéma car, quelque temps après, un jeune camarade qui avait lancé une simple grenade lacrymogène dans un meeting du répugnant pasteur Billy Graham a été condamné à trois mois de prison. Le laboratoire de la police de Copenhague conclut ensuite que la bombe *avait pu* exploser parce qu'un fort degré de chaleur ambiante était dépassé (mais sans tenir compte du fait qu'elle avait éclaté dans une pièce non-chauffée). Enfin, en décembre, l'avocat Madsen demanda l'ouverture d'une nouvelle enquête, accusant avec précision la police de Randers d'avoir été au courant vingt-quatre heures à l'avance du projet de l'attentat de Kanstrup chez Martin ; et donc au moins de l'avoir laissé accomplir. Il accusa aussi l'armée d'avoir fourni des explosifs. L'ensemble de la presse danoise rapporta ses accusations, y compris le quotidien stalinien *Land og Folk* (1-1-66). Ainsi les staliniens n'ont révélé le rôle du louche Kanstrup comme provocateur au service de la police qu'après le très long délai pendant lequel l'incertitude a servi leurs desseins.

Toute cette affaire est intéressante, comme signe de la montée générale de la violence, sous le confort de la démocratie scandinave ; et du mouvement qui porte cette violence vers sa transformation en contestation de la société, ici en essayant les méthodes dont l'avant-garde japonaise a aujourd'hui la meilleure expérience. L'exemple tout récent des centaines de jeunes « provos » d'Amsterdam qui ont tenu la rue le 10 mars, sabotant complètement les cérémonies du mariage de la princesse locale avec un ex-nazi, s'inscrit dans ce même courant. Il est remarquable que, dès le lendemain de l'affrontement où la pratique de l'I.S. avait montré son excellence, une manifestation de protestation distincte et pacifique à Randers, appelée par divers organismes non-violents, s'est trouvée attaquée par de jeunes blousons noirs. Autre détail notable, avec la destruction intégrale du principal dépôt de publications de l'I.S. en Europe du Nord, la plupart des anti-tableaux réalisés dix-huit mois auparavant (Martin, Bernstein) pour la manifestation « Destruction de R.S.G. 6 » (cf. *I.S.* 9, page 32) furent également anéantis : voilà bien une suppression de la négation artistique, qui n'est pas encore son dépassement ! La « couverture » de l'art ici s'est trouvée brûlée. Il est aussi fort significatif que des procédés célèbres en Amérique ou en Espagne, ou dans l'unité d'action des polices marocaine et française, puissent trouver leur application dans la police et l'armée du Danemark social-démocratique, quand il s'agit de faire barrage à un mouvement qui les inquiète.

CONTRIBUTION AU PROGRAMME DES CONSEILS OUVRIERS EN ESPAGNE

Un nouveau courant de critique de la société se développe en Espagne, avec lequel nous sommes en accord dans une proportion notable. Ce courant n'a pas seulement à combattre l'ordre franquiste, comme un cas particulier arriéré parmi les formes actuelles du pouvoir. Il doit nier toutes les formes du pouvoir mondial, parce qu'il se prépare à affronter *la prochaine forme espagnole* du pouvoir capitaliste. Son but est la formation d'une alternative, lors de la disparition prochaine du franquisme : ou bien le capitalisme moderne tel qu'il existe en Europe dans les pays du Marché commun ; ou bien le socialisme, le pouvoir des travailleurs, tel qu'il n'existe nulle part dans le monde. Ce courant s'oppose à toutes les vieilles organisations politiques de la gauche espagnole, qui sont hostiles à une lutte pour de tels objectifs. En lui-même, il s'oppose entre une part de critique lucide des conditions actuelles, et une part encore confuse qui maintient quelques fragments d'idéologie révolutionnaire ancienne. Les difficultés de l'action clandestine, et toutes les censures du franquisme, compliquent le travail de clarification et de discussion objective qui est nécessaire. La déroute confuse de l'ancienne politique de gauche hors d'Espagne éclaire négativement les conditions et les tâches des camarades espagnols ; cependant, l'expérience positive que peut fournir une nouvelle critique radicale est encore limitée par la base extrêmement réduite d'une telle critique en ce moment.

Ce courant a d'abord tenté de s'exprimer en Espagne dans l'organisation du F.L.P. (*Frente de Liberación Popular*). L'expérience du F.L.P. fut décevante, parce qu'elle réunissait, non sans ressemblance avec le F.L.N. dans l'Algérie de 1954, des groupes issus de divers partis traditionnels et résolus à agir ensemble en mettant de côté la question du programme. Cette juxtaposition théorique fut vite reconnue par l'aile radicale comme la cause principale d'une stagnation présente (l'insuffisance des liens avec les grèves ouvrières), et l'assurance d'une incapacité de présenter la clarification indispensable lors de la crise future de la société espagnole. La tendance la plus avancée apparue dans la discussion menée pendant les dernières années publie, depuis janvier 1965, la revue *Acción Comunista,* dont 4 numéros ont déjà paru. Selon la déclaration inaugurale de cette revue : « Le comité de rédaction d'*A.C.*, composé de camarades marxistes révolutionnaires, membres de différentes organisations ouvrières, *commence* avec ces articles collectifs l'élaboration d'une plate-forme politique de la Révolution Socialiste en Espagne. » Celle-ci devra être approfondie et précisée « en comptant sur les apports et les critiques de tous ceux qui sont d'accord avec nous sur les deux points fondamentaux de notre plate-forme : la nécessité et la possibilité d'une alternative socialiste à l'actuel développement du capitalisme en Espagne et la nécessité de la construction d'un authentique parti ouvrier révolutionnaire ». C'est dans cette discussion que nous intervenons ici, tenant compte des perspectives radicales qui y sont largement défendues, particulièrement dans l'article de Lorenzo Torres « Des commissions ouvrières aux conseils ouvriers » (n° 2), ainsi que du caractère fermement internatio-

naliste des positions des camarades d'*Acción Comunista*.

Nous considérons que la discussion théorique ouverte par *Acción Comunista* a déjà traité principalement quatre points : la caractérisation de l'économie et de la société espagnole aujourd'hui ; le but général d'un courant radical en Espagne ; l'évaluation de l'état présent du mouvement révolutionnaire mondial ; la question de l'organisation révolutionnaire. Sur les deux premiers points, nous approuvons complètement les positions qu'ils ont adoptées. Sur les deux derniers points, où la discussion est moins avancée, les conceptions qui se font jour, et les arguments mêmes, ont moins de clarté ; et nous devrons formuler un certain nombre d'observations, que nous espérons utilisables.

Acción Comunista montre que l'Espagne ne peut plus être considérée comme un pays économiquement arriéré, dogme maintenu par tous les partis ouvriers traditionnels. Le développement du capitalisme sous Franco dans la dernière décennie, comme partie d'un processus mondial, a profondément transformé toutes les conditions en Espagne. La classe dominante n'a plus sa base principale dans une *bourgeoisie de propriétaires terriens,* comme dans les années 30, mais dans la bourgeoisie industrielle étroitement imbriquée au capital international. Ceci est manifesté par l'ampleur de l'expansion actuelle, la diminution rapide du prolétariat agricole et sa résorbtion dans les nouvelles usines, le succès des produits manufacturés espagnols sur le marché international (par exemple à Cuba). C'est ce développement, entraînant aussi la reprise des luttes ouvrières depuis 1962, qui porte la classe dominante à rechercher des « formes européennes d'exploitation », comme proche au-delà du franquisme. La solution néo-capitaliste au régime franquiste a organisé sa force politique, avec l'appui de l'Eglise, en parti démocrate-chrétien pseudo-clandestin qui vise l'unification des catholiques dans l'opposition. Ce parti, par les professeurs qui y adhèrent, a dirigé jusqu'ici l'essentiel de l'opposition des étudiants, en veillant particulièrement à empêcher la jonction des manifestations ouvrières et étudiantes (la récente affaire des étudiants cernés par la police dans un couvent de Barcelone qui leur avait accordé l'asile illustre ce jugement). Cependant, sachant que les syndicats catholiques ne pourront suffire à garantir l'accouchement sans douleur du nouveau régime, la démocratie chrétienne recherche un supplément d'« organisations ouvrières » garantes de l'opération, afin d'endormir les travailleurs pendant un délai suffisant. Elle les trouvera dans le parti socialiste espagnol, principalement dans les milieux qui expriment un renouvellement technocratique de ce réformisme, comme T. Galvan. Le programme de « réconciliation nationale » du parti stalinien est entièrement favorable à une telle collaboration. Seul l'effroi illusoire de la bourgeoisie espagnole au souvenir des « rouges » est susceptible de lui faire rejeter dans ce cas la bonne volonté qui s'offre. On peut ajouter que les récentes tractations entre la C.N.T. et les syndicats phalangistes s'inscrivent dans le même courant de soumission à l'évolution bourgeoise. *Acción Comunista* accepte la lutte actuelle pour la démocratisation, en en montrant par avance les limites, et en y opposant ses propres perspectives : développer, en y participant, les commissions ouvrières et comités de fabrique qui existent déjà illégalement ou dans une semi-légalité, vers une coordination locale, régionale et nationale de ces commissions, jusqu'à leur transformation en Conseils Ouvriers. Ce changement de fonction et cette unification des assemblées ouvrières unitaires constitueraient la situation classique du double pouvoir, manifestant pratiquement l'alternative du capitalisme et du pouvoir ouvrier. *Acción Comunista* ne présente pas cet avenir comme une probabilité, mais comme une possibilité, qui dépendra de la conscience des masses, et des formulations programmatiques que les éléments révolutionnaires auront su développer parmi elles. Tous les groupes politiques organisés sont étrangers à une activité de ce genre, comme le montre l'exemple de la lutte des

métallurgistes de Madrid, animée par la Commission Ouvrière du Métal en dehors de l'influence de ces groupes. Appuyant le pouvoir des Conseils Ouvriers, *Acción Comunista* défend un modèle de société socialiste incompatible avec la domination économique et politique d'une bureaucratie : « Quand une classe a fait l'apprentissage pratique de la lutte contre une bureaucratie syndicale (dans ce cas la bureaucratie phalangiste) il lui est facile de comprendre les dangers de *toute* bureaucratie et la nécessité d'une véritable démocratie ouvrière, tant à l'intérieur de ses organisations qu'en dehors d'elle... et la nécessité de l'élection directe de tous ses délégués, pour l'atelier, l'entreprise, et à l'échelle nationale. » (n° 2, page 22). Si le danger bureaucratique est grand dans la victoire, plus simplement la reconstitution d'un « Front Populaire », sauvegardant l'ordre capitaliste, comme le souhaitent tant de forces d'opposition, serait la défaite de toute perspective socialiste au moment de la disparition du franquisme.

Alors qu'ils s'apprêtent à soutenir dans leur pays une lutte totale contre le capitalisme moderne, et contre les organisations bureaucratiques dont ils dénoncent par avance la fonction réactionnaire, tous les camarades d'*Acción Comunista* ne paraissent pas reconnaître complètement les implications de ce modernisme capitaliste et de ce pouvoir bureaucratique dans le monde ; leur interaction, à la fois dans la rivalité et dans la solidarité. La théorie de l'organisation révolutionnaire est évidemment inséparable de cette analyse conséquente. *A.C.* (n° 1, pages 26-27) annonce « une liberté totale de critique concernant les aspects négatifs nombreux et chaque jour plus évidents » des pays dits socialistes, dont la crise mondiale s'est heureusement répercutée dans l'émiettement des illusions qu'entretiennent les organisations clandestines d'Espagne influencées par la bureaucratie ; et exige « une analyse scientifique du régime social de ces pays ». Mais une telle analyse n'est pas assez esquissée. Le manque de précision sur la nature exacte de l'oppression en Russie ou en Chine est encore plus grand à propos de Cuba, où l' « antidogmatisme » de Castro a presque paru satisfaire quelque temps une partie de la rédaction. De même, la critique marxiste de l'*idéologie* n'est encore reprise que vaguement dans *A.C.* ; et à défaut d'une telle base il n'est pas possible de comprendre et combattre efficacement la bureaucratie des dirigeants professionnels. Aussi bien l'organisation ouvrière démocratique qu'évoque *A.C.* paraît un projet incomplètement dégagé du léninisme : la proposition que des « permanents » soient obligatoirement en minorité dans son « Comité Central » est à coup sûr une précaution formellement insuffisante dans une lutte contre la bureaucratisation du parti lui-même. De même, quand *A.C.* admet le projet d'un syndicat unique non-bureaucratique, c'est pour reconnaître peu de lignes après que la division syndicale prévisible, et les exemples de syndicalisme intégré des pays capitalistes modernes rendent ce projet très incertain : les comités unitaires d'entreprises doivent garder la prééminence (mais alors il faut prévoir une lutte ouverte entre ces assemblées et *tout syndicat*). S'employant à une discussion concrète dans des conditions malaisées, et devant dans une large mesure créer d'abord les bases d'information qu'il s'agit de discuter, *A.C.* a présenté à ses lecteurs un certain nombre de textes classiques du mouvement ouvrier. Cette présentation souffre d'un certain empirisme, parce qu'elle n'est pas critiquée par la rédaction selon une perspective précise. De bons documents — sur le programme du *Spartakus-Bund*, la *Lettre à Valentinov* de Christian Rakovsky, des textes de l'A.I.T., un texte à paraître d'*Histoire et Conscience de Classe* — voisinent avec les analyses de la bureaucratie par Trotsky en 1936. Dans le n° 4, *L'Adresse du Conseil Central à la Ligue des Communistes* (mars 1850), de Marx, est à la fois juste dans la partie qui met en garde les ouvriers contre l'absence d'une politique autonome et les conséquences d'une attitude à la remorque de la petite-bourgeoisie, et fort dangereuse dans la partie finale qui défend le centralisme éta-

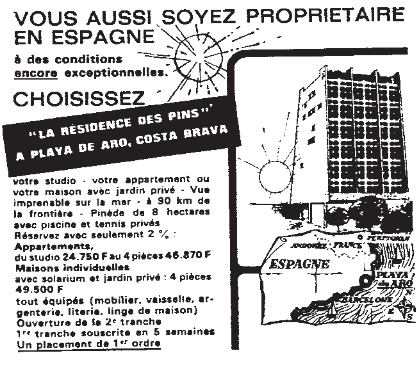
tique le plus jacobin. La première partie est exactement applicable à l'Espagne, et pour la crise qui vient. La fin est rejetée par toutes les expériences de révolutions prolétariennes de notre temps ; et était déjà inapplicable à la situation espagnole de 1936, où l'autonomie régionale fut la base où purent s'exprimer les tendances les plus radicales. La position actuelle d'*A.C.* impose plutôt l'étude d'un parti comme le *Kommunistische Arbeiter Partei* dans l'Allemagne de 1920. De même, la riche expérience de la révolution espagnole est jusqu'ici curieusement négligée. Le problème révolutionnaire ne peut être posé que sous une forme mondiale et totale. Pas plus qu'elle ne peut oublier toute l'étendue du terrain de sa lutte, la révolution ne peut oublier *son propre passé. A.C.* le sait, qui veut que ses militants se situent « au premier rang sur tous les fronts de la lutte ». La critique théorique fondamentale du pouvoir politico-économique, la compréhension des tendances profondes de la société moderne dans sa production de la culture et de la vie quotidienne planifiée, la cohésion de toutes les positions prises à l'échelle internationale sont au même titre des fronts de cette lutte unitaire. Ainsi dans l'article « Régression politique en Algérie » (n° 3) Eduardo Mena nous paraît sous-estimer quelque peu le facteur bureaucratique dans sa condamnation du putsch réactionnaire de Boumedienne. Plus décevantes sont les reprises, dans le n° 4, d'un article particulièrement débile et superficiel de Bertrand Russel sur le soulèvement de Los Angeles ; et d'un autre de cet économiste trotskiste, Mandel, dont l'ouvrage à la mode dans l'intelligentsia parisienne, *Traité d'économie marxiste* est déjà par son seul titre un défi à toute la méthode révolutionnaire de Marx, qui n'a jamais fait qu'une critique de l'économie politique, discipline déterminée d'une société où règne la logique de la marchandise.

Le premier rôle de l'organisation révolutionnaire, le prix même de son droit à l'existence, c'est certainement *la cohérence,* la critique impitoyable qui doit abattre « la force de l'habitude », la plus grande force du vieux monde parmi les masses. Les « habitudes de la gauche », dans un moment révolutionnaire, sont celles qu'il faut combattre principalement. A cette heure-là, si vous ne désarmez pas Noske, il vous tuera. Depuis quarante ans, c'est principalement sous l'étiquette « communiste » que s'est exercée cette fonction de *police rouge,* à Barcelone déjà, comme à Athènes ou à Budapest.

D'autre part, cette cohérence doit être concrétisée. Il s'agit de montrer aux travailleurs ce qu'ils peuvent faire ; et la logique inévitable de la stratégie adoptée, ainsi que la logique non moins inévitable de la stratégie adverse, si c'est elle qui doit l'emporter. Là où les Conseils Ouvriers apparaissent, il ne peut y avoir de modération, ni d'un côté ni de l'autre. Le programme des Conseils Ouvriers a tout à gagner, et n'a rien à perdre, à reconnaître toutes ses conséquences. Le vieux principe du conflit — « Ne pas mettre en jeu son sort sans mettre en jeu toutes ses forces » — est son principe, et ses forces sont justement la conscience et le désir du *possible.* L'affirmation des Conseils n'alarmera jamais trop ses adversaires, car elle-même ne sera jamais trop alarmée devant l'inévitable réaction qu'elle suscitera, quoi qu'elle fasse et ne fasse pas. La bourgeoisie et la bureaucratie sont contraintes par tous leurs intérêts — de classe dominante ou de domination en voie de cristallisation — de combattre totalement les buts des Conseils. Autant définir ces buts devant tous ceux qui peuvent les reconnaître comme leur programme et leur vie.

Le pouvoir des Conseils Ouvriers est l'ennemi absolu de la « survie » existante. Il ne peut donc lui-même jamais *survivre* longtemps, sauf en pariant et en gagnant son pari sur la transformation complète de toutes les conditions d'existence, sur la vie libérée immédiatement. Ce pouvoir doit imposer sans délai la transformation fondamentale de la production aussi bien que des rapports dans la production, il doit abolir la marchandise et modifier les besoins ; il doit changer l'aménagement de l'espace et l'éducation, l'exercice de la justice et la défini-

tion même des crimes ; il doit liquider, avec la hiérarchie, sa morale et la religion. L'approfondissement, la défense et l'illustration d'un tel programme sont les premières tâches d'une organisation qui se propose d'aider au déchaînement de telles forces. Mais le même programme est exprimable par son autre côté, par des mesures sommaires d'agitation. *Acción Comunista* voit très bien que ce qui unifiera l'actuelle « opposition », au moment où la succession du franquisme va s'ouvrir, ce sera le respect de l'ordre capitaliste, dans un quelconque front national démocratique. Trancher avec ceci, c'est évidemment exproprier le capital, national et étranger, qui possède les moyens de production. Ceci garde une apparence assez abstraite, et beaucoup attendront la résolution d'un problème si complexe par quelques nationalisations étatiques. Proposons un exemple concret. L'actuelle organisation de la consommation par le capitalisme avancé d'Europe mène ses couches privilégiées à acheter des maisons en Espagne. *France-Soir* du 11 novembre 1965 écrivait : « Maintenant, il y a des kilomètres de villas, des chapelets de villes-vacances poussées en six mois sur des plages jusqu'alors désertes. Pour l'Espagne, c'est une manne économique ; pour les classes moyennes, qu'elles soient françaises, allemandes ou anglaises, c'est la découverte du paradis — à un million (ancien) la pièce. » Ce journal ajoutait la déclaration d'un représentant de la société immobilière « Constructores Ibericos » : « Nous



avons obtenu le contrôle de « Securitas » qui garantit la qualité des constructions dans le monde entier, ainsi qu'une garantie décennale assurée par une compagnie d'assurances suisse. » L'assurance de l'Europe peut être troublée, comme par cette « déclaration économique » du Soviet de Saint-Petersbourg en 1905, qui annonçait que les emprunts contractés par le tsarisme pour combattre le peuple russe ne seraient en aucun cas rendus par ce peuple libéré. Ceux qui investissent en ce moment dans la construction en Espagne tirent parti du faible prix local de la force de travail, soutiennent économiquement le régime qui a le mérite de cet état de choses, étalent des paysages de « résidences secondaires » destinées à rester vides les 9/10 de l'année. A cette nouvelle forme d'exploitation, qui se double d'un témoignage de mépris tranquille envers le prolétariat espagnol, le programme des Conseils Ouvriers peut répondre dès à présent par l'annonce que *tous les investissements immobiliers étrangers seront saisis sans indemnités au premier jour de leur pouvoir.* Les ouvriers d'Espagne peuvent reconnaître les plus hauts moments de leur passé dans ce projet d'expropriation directe ; toutes les forces qui veulent la démocratisation du capitalisme y verront le geste le plus inacceptable qui se puisse concevoir. Mais la portée internationaliste de cette mesure est tout aussi considérable. On sait l'échec de la faible campagne anarchiste qui, depuis des années, voulait s'opposer aux voyages touristiques en Espagne. Cette protestation était formulée au nom d'impératifs politiques que les masses ont visiblement oubliés. Elle allait à l'encontre de tout le mouvement de la société moderne, le même qui, globalement, a fait oublier la révolution de 1936. Ce mouvement envoie en vacances *les pauvres* (8 millions de Français dans l'été 1965 ont circulé en Espagne) et aucun volontarisme politique ne peut se mettre en travers de ce courant, comme un détail incompréhensible. En revanche, une menace dirigée contre la propriété de gens capables d'investir en Espagne, dans des appartements qui leur reviennent un million d'anciens



DES BIENS AU SOLEIL

FAITES COMME ELLE ! Devenez propriétaire sur la **MÉDITERRANÉE ESPAGNOLE**

Elle est satisfaite ; elle a acheté CLEFS EN MAIN

à la PLAYA DE MIRAMAR : 15 types de villas et appart. dans immeuble de 4 étages, confort, bains

construits directement **le long de la plage** **à partir de 22.500 F**

édifiés sous contrôle suisse avec CRÉDIT 50 % sur 5 ans

Eau de source en abondance
Climat tempéré, été comme hiver, de la région des orangers
Excellent revenu par location - Région fréquentée toute l'année

« LES YEUX FERMÉS, J'ACHÈTE TOUT EN ESPAGNE »

« L'Espagne n'est pour moi qu'une toute petite partie du monde. A mon époque elle était un volcan. Aujourd'hui elle est un lac tranquille et, malgré certaines apparences, endormi. »

Luis Buñuel (interview par Y. Baby dans **Le Monde** du 13-8-65).

« A Mieres, le 12 mars, 8.000 mineurs venus de diverses localités de la région se rassemblèrent. Ils voulurent tenir une réunion dans la Maison des Syndicats. On les empêcha d'entrer. Les mineurs manifestèrent dans les rues. La police intervint, arrrêta une quinzaine de manifestants qui furent conduits au commissariat. Les manifestants, et ce **pour la première fois sous le franquisme,** attaquèrent le commissariat... libérèrent leurs camarades et mirent à sac le commissariat. L'importance d'une telle action est considérable... Il n'est pas facile de « canaliser » un prolétariat qui prend d'assaut les commissariats. »

Acción Comunista 2 (avril 1965).

francs par pièce, a l'intérêt de remettre dans une lumière brutale une classe riche dont l'existence est assez parfaitement dissimulée en Europe depuis que la sociologie moderne a découvert que les classes avaient disparu. La classe dirigeante d'Europe est tout aussi oubliée que la révolution espagnole : la télévision n'en parle pas, et la gauche ne parle que de ce dont la télévision parle. Ainsi la démonstration scientifique de l'existence d'une classe privilégiée pourrait avoir la plus grande utilité, et pas seulement pour les sociologues. D'après l'enquête de l'Institut National de Statistique publiée en juin 1965, la moitié des salariés en France ont encore un salaire mensuel inférieur à 750 F par mois (et pour 27 % inférieur à 562 francs). On voit immédiatement que ces travailleurs ne seront pas lésés par la décision de leurs camarades espagnols. Au contraire, l'exemple qui révèle à la fois la maladie et le traitement approprié pourra faire le meilleur effet dans leur propre pays. Un pouvoir ouvrier en Espagne aura besoin de cet appui des masses de l'Europe, car il se heurtera immédiatement à l'hostilité conséquente de tout ce qu'elle compte de dirigeants et de « classes moyennes ». La part de consommation de ce secteur orientée vers les « biens durables » en Espagne exprime clairement leur confiance dans l'avenir capitaliste de l'Espagne. Notre affaire est de créer, contre toutes les apparences présentes, la confiance inverse.

PERSPECTIVES POUR UNE GÉNÉRATION

Une société folle se propose de ménager son avenir en généralisant l'emploi de camisoles individuelles et collectives techniquement perfectionnées (maisons, villes, territoire aménagé), qu'elle nous impose comme un remède à ses maux. Nous sommes *invités* à accepter, à reconnaître comme nôtre ce « corps non-organique » préfabriqué ; le pouvoir médite d'enfermer l'individu dans un autre lui-même, radicalement autre. Aux fins d'accomplir cette besogne, effectivement vitale pour lui, en plus des larbins de service, (urbanistes, aménageurs du territoire), il peut compter sur les *dévoyés* qui font actuellement des heures supplémentaires dans les sciences dites humaines. Les servants, notamment, d'une « anthropologie » non plus spéculative, mais structurale et opératoire, s'emploient activement à dégager une « nature humaine » de plus, mais cette fois-ci directement utilisable, à l'instar de la fiche de police, par les diverses techniques du conditionnement. L'aboutissement ultime du processus ainsi engagé (à supposer que la levée des forces de la contestation nouvelle qui l'accompagne partout lui en donne le *loisir*) se dénonce d'ores et déjà lui-même comme la version modernisée d'une solution qui a fait ses preuves, le camp de concentration, ici déconcentré à l'ensemble de la planète. Les gens y seront absolument libres, notamment d'aller et de venir, de *circuler,* mais entièrement prisonniers de cette liberté futile d'aller et de venir dans les allées du pouvoir.

La société dominante, nulle part maîtrisée (éliminée) par nous, ne peut se maîtriser elle-même qu'en nous dominant. La convergence des variantes actuelles d'aménagement de l'espace matérialise peu à peu cette domination. Peuvent et doivent être aménagés, de proche en proche ou simultanément, une chambre, un appartement, une maison, un quartier, une ville, un territoire entier : sans transition du « comment vivre heureux dans un grand ensemble » (*Elle*) au comment « rendre — cette société — agréable pour l'ensemble des hommes » (*Le Monde*). La société actuelle, dans son désir aussi maladif qu'ingénument proclamé de *survivre,* s'en remet entièrement à une *croissance* qui ne peut pourtant que développer platement les potentialités dérisoires seules permises par sa rationalité propre, la *logique de la marchandise.* C'est dire que l'économie politique, en tant qu'« achèvement logique du reniement de l'homme », poursuit son œuvre dévastatrice. Partout des politiques et des théories économiques spectaculairement divergentes s'opposent, nulle part les impératifs absurdes de l'économie politique elle-même ne sont contestés et les catégories économiques bourgeoises abolies, pratiquement, au profit d'une construction libre (post-économique) des situations, et donc de toute la vie, sur la base des pouvoirs *actuellement* concentrés et gaspillés dans les sociétés « avancées ». Cette colonisation du futur au nom d'un passé qui a bien mérité d'être si complètement abandonné que le souvenir s'en perde, suppose la réduction systématique du *possible radicalement autre,* malgré tout *présent* dans toutes les manifestations de la société oppressive actuelle, de sorte que les choses semblent persister à avancer « par leur mauvais côté », *alors qu'on les y oblige.*

Ce tour de prestidigitation pauvre révèle dès l'abord sa marque de fabrique : de l'idéologie, c'est-à-dire un reflet inversé, mutilé, du monde réel, de la Praxis, mais une idéologie agissante que sa pratique fait entrer dans le réel qui apparaît alors renversé, distordu, non plus seulement dans la tête

des philosophes et autres idéologues mais dans la réalité : *le monde à l'envers pour de bon.* Ce procédé moderne de réduction de l'écart entre la vie et sa représentation au profit d'une *représentation* qui se retourne contre ses présupposés n'est qu'une résolution factice, parodique, spectaculaire, des problèmes véritables que pose la crise révolutionnaire généralisée du monde moderne, un « simulacre » de résolution qui tombera en même temps que les illusions du plus grand nombre qui le permettent encore.

Le Pouvoir vit de notre impuissance à vivre, entretient des scissions et *séparations* indéfiniment multipliées dans le même temps qu'il planifie les rencontres permises *presque* à sa guise. Son coup de maître, c'est encore la dissociation réussie de la vie quotidienne en tant qu'espace-temps, individuel et social, de la reconstruction actuellement possible de nous-mêmes et du monde indissolublement, afin de contrôler séparément et conjointement le temps et l'espace et finalement de les réduire l'un et l'autre, l'un par l'autre. L'état d'avancement des travaux traduit *visiblement* le sérieux d'une tentative où le sinistre le dispute au burlesque. Est visée la constitution d'un espace « homogène », parfaitement « intégré », formé par addition de blocs fonctionnels « homologues », structurés hiérarchiquement (le fameux « réseau hiérarchisé de villes innervant et coordonnant une région d'un gabarit donné et commun aux sociétés industrielles »), de sorte que dans l'assemblage ainsi obtenu soient noyées dans le béton les scissions, ségrégations et oppositions multiples nées de la division du travail, de la séparation : l'opposition des classes, l'opposition entre la ville et la campagne, l'opposition entre la société et l'État, classiques depuis Marx, auxquelles il faut ajouter les multiples « disparités » interrégionales dont l'actuelle opposition entre pays développés et sous-développés n'est que l'exagération pathologique. La « ruse de l'histoire » est cependant telle que les premiers succès apparents de l'aménagement policier, une atténuation de la lutte des classes (au sens ancien) et de l'antagonisme ville-campagne, masquent de moins en moins la prolétarisation radicale et sans espoir de l'immense majorité de la population, condamnée à « vivre » dans l'horizon uniformisé que constitue le milieu « urbain » bâtard et spectaculaire né de l'éclatement de la ville, ce qui, ajouté à l'antagonisme Etat-société par là renforcé et qui alarme tant les sociologues (« Entre le pouvoir et la population, il faut établir de nouveaux canaux de communications », Chombart de Lauwe, *Le Monde,* 13-7-65), trahit le caractère littéralement « déraisonnable » du processus de « rationalisation » de la réification actuellement en cours ; et lui assure toutes sortes d'ennuis, parfaitement « irrationnels » de son point de vue bureaucratique et aliéné, mais non moins parfaitement fondés du point de vue de la raison dialectique inhérente à toute réalité vivante, à toute Praxis. Comme l'a bien vu Hegel, mais pour s'en féliciter, dans le régime des Etats modernes, l'Etat laisse se développer la pseudo-liberté de l'individu, tout en maintenant la cohérence de l'ensemble et *tire de cet antagonisme une force infinie,* qui se trouve être normalement son talon d'Achille dès lors qu'une nouvelle cohérence, radicalement antagoniste à un tel ordre des choses, s'établit et se renforce. De plus, tout aménagement cohérent et « réussi » doit s'imposer à l'ensemble de la planète dans un *urbanisme généralisé* qui implique la réduction des phénomènes de sous-développement, en tant que potentiellement perturbateurs de l'impossible équilibre poursuivi. Mais, comme par inadvertance, et dans une mortelle fidélité à lui-même, le capitalisme se trouve faire la guerre aux pays sous-développés au lieu de la guerre au sous-développement sur-proclamée, pris qu'il est au piège d'exigences contradictoires, mais pour lui pareillement vitales, ruinant par là-même ses propres prétentions à la survie : toutes les « programmations » technocratico-cybernétiques. Une telle dialectique garantit un réveil brutal aux dirigeants de l'actuel monde préhistorique qui rêvaient de se mettre définitivement hors d'atteinte en nous enterrant sous un revêtement bétonné qui *finira bien* par être leur propre tombeau.

L'aménagement, dans cette perspective, doit aussi se comprendre comme

agonie de la *communication* au sens ancien, limitée, mais réelle, dont les résidus sont partout traqués, au profit de *l'information,* par le Pouvoir. D'ores et déjà un « réseau universel de communications » supprime radicalement la distance entre les choses tout en augmentant indéfiniment la distance entre les gens. Dans un tel réseau, la circulation finit par se neutraliser elle-même, de sorte que la solution de l'avenir va consister à faire moins circuler les gens et plus les informations, les gens restant chez eux, transformés en simples « récepteurs » audio-visuels d'informations : soit une tentative pour éterniser *pratiquement* les catégories économiques actuelles, c'est-à-dire bourgeoises, pour créer les conditions d'un fonctionnement permanent et automatique de la société aliénée présente, « une machine qui tourne mieux » (*Le Monde,* 4-6-64). Le « marché parfait » des économistes est impossible, notamment du fait de la distance : une économie parfaitement rationnelle devrait être concentrée *en un seul point* (Production et Consommation instantanée) ; si le marché n'est pas parfait, cela tiendrait à l'imperfection du monde lui-même, en vertu de quoi, les aménageurs travaillent à rendre le monde parfait. L'aménagement du territoire est une entreprise métaphysique en quête d'un espace néo-féodal. Le « Grand Œuvre » des planificateurs, c'est la constitution d'un espace sans surprises, où la carte serait tout et le territoire rien, car entièrement escamoté et ne tirant plus à conséquence, justifiant après-coup toute l'« architecture » de ces crétins sémanticiens, qui prétendent vous délivrer de la tyrannie aristotélicienne, du « A n'est pas Non-A », comme si on n'avait pas établi depuis des siècles que « A *devient* Non-A ».

Cela est si vrai, qu'aujourd'hui ou ne « consomme » plus de l'espace, qui tend à être uniformisé, mais du temps. L'Américain, qui fait le tour du monde d'hôtel Hilton en hôtel Hilton sans jamais voir varier le décor, sinon superficiellement, en tant que couleur locale reconstituée, donc intégrée et réduite en gadget, préfigure clairement les itinéraires du plus grand nombre. La conquête de l'espace, en tant qu'« aventure » réservée à une « élite » et répercutée spectaculairement sur l'ensemble de la planète, en sera la compensation organisée et prévisible. Mais, par le biais de la colonisation de l'espace, le Pouvoir entend « tirer des échéances sur le futur », « appréhender le long-terme », le temps, qu'il s'agit de vider de sa substance (notre réalisation au cours d'une Histoire) pour le débiter en tranches parfaitement inoffensives, vidées de tout « avenir » non prévisible, non programmé par ses machines. Est visée la constitution d'un gigantesque dispositif destiné à « recycler » le temps linéaire au profit d'un temps expurgé et « rétréci », le temps mécanique, combinatoire et sans histoire des machines, qui engloberait le temps pseudo-cyclique du quotidien dans un *temps néo-cyclique généralisé,* le temps de l'acceptation passive et de la résignation forcée à la permanence de l'ordre actuel des choses.

Faut-il le dire, « l'aliénation et l'oppression dans la société ne sauraient être aménagées, sous aucune de leurs variantes, mais seulement rejetées en bloc avec cette société même. » (*I.S.* 4, p. 36). La tâche de réunifier l'espace et le temps dans une construction libre de l'espace-temps individuel et social appartient à la *révolution qui vient* : deroute des « aménageurs », elle va coïncider avec une transformation décisive de la vie quotidienne, elle sera cette transformation.

Théo FREY.

LES STRUCTURES ÉLÉMENTAIRES DE LA RÉIFICATION

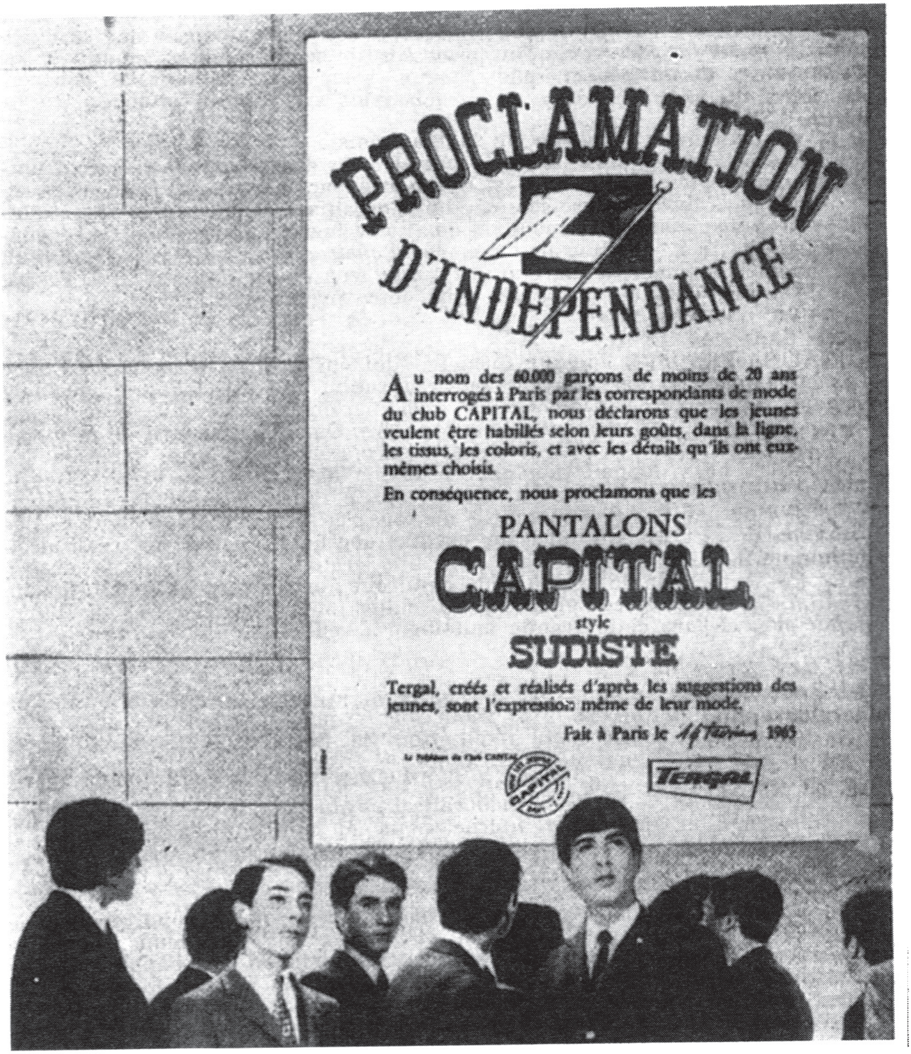
Comme si le vieux Marx dirigeait tout de sa tombe, la *forme* marchande a contribué, par la *logique* de son développement réel, à l'éclaircissement et à l'approfondissement de la critique de l'économie politique. Certes, les héritiers de cette critique ont tout fait théoriquement et pratiquement, comme bourgeois et comme bureaucrates, pour la masquer ou entretenir la confusion à son sujet en la noyant sous un fatras de subtilités métaphysiques et d'arguties théologiques. Mais le monde a continué sans eux. Ces analyses qu'ils s'évertuaient de dissimuler, il les a transcrites avec une clarté *aveuglante* dans la trivialité quotidienne : il a donné à la théorie du fétichisme de la marchandise une vérité objective et une banalité vécue qui l'a mise à la portée de tous.

Malgré les avatars qu'elle a subis depuis Marx, la marchandise s'est conservée en tant que forme : une *forme* habillant des produits de l'activité créatrice (de la praxis) que le travail salarié a dépouillée de toute humanité ; une *forme* qui, en fidèle héritière du vieux dieu judéo-chrétien, a acquis une existence autonome et créé l'homme et le monde à son image ; une *forme* qui engendra l'anthropologie d'un individu isolé qui restait *privé* de la richesse de ses rapports sociaux. La marchandise, c'est la praxis du pouvoir : non seulement le principe de dissolution de la vieille civilisation paysanne-religieuse (dont elle poursuit encore les débris), mais un mode de représentation du monde et une forme d'action sur lui ; elle a réduit l'ensemble de la réalité sociale au quantifiable et instauré la domination totalitaire du quantitatif, son extension à tous les secteurs encore non-dominés de la vie. (cf. *I.S.* n° 7 et 8, *Banalités de base*).

Ce qui paraissait le plus concret était en fait le plus abstrait ; une rationalisation formelle, une illusion. Mais une telle illusion, à l'instar et à l'inverse des idées révolutionnaires, une fois qu'elle a acquis son autonomie, agit, comme une incitation à la résignation, sur le monde réel.

La société dominante va toujours de l'avant et franchit de nouveaux échelons dans l'escalade de la répression et de l'aliénation. « L'Etat cybernéticien » a ainsi suscité, en *combinant* fétichisme de la marchandise et fétichisme de l'œuvre d'art, un fétiche à sa mesure : le spectacle marchand, projection *de la vie toute entière* dans une essence hypostasiée et cristallisée, simulacre et modèle normatif de cette vie. La concentration des aliénations s'est poursuivie ainsi au fil de la concentration du capital. Le capitalisme concurrentiel s'était contenté d'accabler l'homme social d'une foule d'aliénations partielles ; en réduisant les anciennes sphères séparées à une seule et même réification, ce capitalisme bureaucratique, en voie de cybernétisation rapide, le congèle et le met en vitrine.

Un tel processus n'était imprévisible que pour la pensée bourgeoise, et l'avorton structuraliste et prospectif qui en est l'aboutissement. Une analyse structurale, en effet, aurait pu déduire de la forme marchande l'ensemble de



L'INDÉPENDANCE DE LA MARCHANDISE

L'autonomie de la marchandise est à la racine de la dictature de l'apparence ; de la tautologie fondamentale du **spectacle,** où l'importance est toute présupposée et définie par la mise en scène de l'importance. Le pseudo-événement préfabriqué qui y domine et oriente le réel, c'est un événement qui n'est plus visible pour ce qu'il contient, mais qui n'a pas d'autre contenu que d'être **visible.** Que peuvent exprimer de plus grandiose les pantalons Capital, par exemple, forts de la soumission de leurs milliers de **ressortissants** recensés ; soumission dont, on ne manque pas de l'afficher, ils « ont eux-mêmes choisi » les détails ? Précisément ce que ces fétiches proclament : ils sont « l'expression même de leur mode ». Ce sudisme esclavagiste des marchandises se présente évidemment comme indiscutable devant le bétail humain qu'il a marqué. Rarement une image publicitaire d'une telle débilité d'invention concertée aura si bien su exprimer **inconsciemment** la scission entre les hommes et leur objectivation ; la rébellion insolente de leurs propres actes qui se retournent contre eux comme une puissance étrangère. Tous les désirs de l'époque sont suspendus à notre victoire dans cette **guerre de Sécession.**

la société qu'elle produit et qui la reproduit, l'idéologie structuraliste y étant comprise. Celle-ci en était bien incapable, puisqu'elle ne faisait que traduire *inconsciemment* les structures du processus de réification en cours, et les érigeait en un absolu a-historique.

La vieille œuvre négatrice de la bourgeoisie, entreprise dès la Renaissance a été accomplie tant bien que mal et avec des retards. La société unitaire depuis longtemps dissoute est remplacée par le vide, un vide érigé en seul possible. A cette micro-société qui s'organisait autour d'unités réelles mais restreintes quantitativement et qualitativement (village, famille, corporations, etc...), il a substitué une cohorte *d'abstractions* réifiées : *l'*individu, *l'*Etat, *le* consommateur, *le* marché, qui tirent leur réalité apparente de l'apparence de réalité qu'elles ont prises dans notre propre vie.

Les principes de la logique formelle (qui ont pénétré dans la Cité avec les premiers marchands) trouvent leur réalisation adéquate dans le spectacle marchand. Le principe *d'identité* est à la marchandise ce que la catégorie de la totalité est au mouvement révolutionnaire. Dans la structure de la forme marchande, antérieurement à sa crise de croissance, l'identité générale des marchandises ne s'obtenait que par le détour de leur identification fictive à un équivalent général abstrait. Cette identité illusoire assumée quotidiennement a fini par induire l'identité de tous les besoins, donc de tous les consommateurs, et atteint ainsi un certain degré de réalité. La réalisation intégrale de l'ancienne équivalence abstraite serait le point ultime de ce processus. Le secteur de la production culturelle, ou la publicité, du fait de l'inflation, a de plus en plus de difficultés à différencier les produits, annonce et préfigure cette grande tautologie à venir.

La marchandise, comme la bureaucratie, est une formalisation et une rationalisation de la praxis : sa réduction à quelque *chose* de dominable et de manipulable. Sous cette domination, la réalité sociale finit par se réduire à deux significations contradictoires : une signification bureaucratique-marchande (qui à un autre niveau correspond à la valeur d'échange) et une signification réelle. La bureaucratisation du capitalisme ne traduit pas une transformation qualitative interne, mais au contraire l'extension de la forme marchande. La marchandise a toujours été bureaucratique.

La forme spectaculaire-marchande parodie le projet révolutionnaire de maîtrise de l'environnement (naturel et social) par une humanité enfin maîtresse d'elle-même et de son histoire. Ell préside à la domination d'un homme isolé et abstrait par un environnement que le pouvoir organise. S'il est vrai que les hommes sont le produit de leurs conditions, il suffit de l'aménagement d'ambiances marchandes, selon le principe des vases commu-
créer des conditions inhumaines pour les réduire à l'état de choses. Dans
nicants, « l'homme » est réduit à l'état de chose, les choses prenant en retour qualité humaine. Le magazine « *Elle* » peut titrer dans une publicité : « Ces meubles vivent » — oui, de notre vie elle-même. *L'homme, c'est le monde de l'homme.*

Nietzsche remarque dans le *Gai Savoir* qu'« une énorme prédominance de riz dans l'alimentation pousse à l'emploi d'opium et de narcotiques, de même qu'une prédominance de pommes de terre à l'alcool. Ce qui s'accorde avec le fait que les promoteurs des modes de pensée narcotiques, comme les philosophes hindous, prônent un régime purement végétarien. Ils voudraient faire de ce régime une loi aux masses, cherchant ainsi à éveiller les besoins qu'ils sont capables de satisfaire, eux et non d'autres ». Mais dans une société qui ne peut secréter que le besoin d'une autre vie, l'opium du spectacle marchand n'est qu'une réalisation parodique de ce seul désir réel. Par la

forme marchande et les représentations qui en sont issues, la société du spectacle tend à émietter ce désir unique en lui fournissant une foule de satisfactions parcellaires et illusoires. En échange de l'abandon du seul *possible,* c'est-à-dire une autre société, elle nous accorde généreusement toutes les *possibilités* d'être autre dans cette société.

Le spectacle marchand colonise les possibles en délimitant policièrement l'horizon théorique et pratique de l'époque. De même qu'au Moyen-Age le cadre religieux paraissait l'horizon indépassable à l'intérieur duquel devaient s'inscrire les luttes de classes, la forme spectaculaire-marchande tend à se créer un tel cadre, au sein duquel se dérouleraient toutes les luttes perdues d'avance pour l'émancipation totale.

Mais de même que la forme-marchandise, tout en monopolisant l'ensemble du réel, n'avait d'existence réelle que dans le cerveau du bourgeois du dix-neuvième siècle, ce cauchemar de société n'est qu'une idéologie vécue, une organisation de l'apparence qui ne s'élève qu'à une apparence d'organisation. Le spectacle, en effet, n'a été que la réalisation fantastique de la marchandise parce que la marchandise n'a jamais possédé de vraie réalité ; son caractère mystérieux réside simplement en ce qu'il renvoie aux hommes les caractères de leur propre vie en les présentant comme des caractères objectifs. Le pouvoir projette donc l'image de la survie, telle qu'il la permet, en y intégrant des éléments possédant parfois un contenu libérateur, toujours ouverts sur le possible. Par cette opération, ils passent au service de la répression, en rendant l'aliénation plus supportable après l'avoir parée des fleurs de la critique.

De ce fait les rêveries des classes dominantes sont de plus en plus lisibles à qui sait décrypter le texte social de l'époque : rien de moins que la constitution d'une société abstraite (abstraite de la société) où des spectateurs abstraits consommeraient abstraitement des objets abstraits. Ainsi serait obtenue la coïncidence, tant désirée, entre l'idéologie et le réel : les représentations devenant image du monde pour, à la limite, se substituer au monde et édifier un monde de l'image, créé par le pouvoir et vendu sur le marché. La représentation consciente de sa vie, comme produit de sa propre activité, disparaîtrait alors de l'esprit du spectateur-consommateur, qui n'assisterait plus qu'au spectacle de sa propre consommation.

La conception cybernéticienne du dépassement de la philosophie va de pair avec son rêve de reconstituer, sur la base de la société du spectacle, le paradis perdu des sociétés unitaires, en l'enrichissant de deux millénaires de progrès dans l'aliénation sociale. Ces rêves révèlent, en passant, le caractère savamment caché et mystifié de ces sociétés : elles n'ont jamais tiré leur unité que de la répression. Dans un réel entièrement réduit au quantitatif, dominé intégralement par le principe d'identité, sans que la moindre parcelle de contestation vienne menacer son équilibre, le vieux verbiage philosophico-économique deviendrait en effet inutile.

Ces fantasmes trouvent d'ailleurs parfois un embryon de réalisation pratique, toujours exemplairement révélateur. L'hôpital de Richmond, en Virginie, a mis au point une « Ile de vie » pour grands brûlés. Il s'agit d'une gigantesque bulle de plastique maintenue libre de tout germe. A l'intérieur, les brûlés, après décontamination complète, sont installés dans une *atmosphère préstérilisée* « Aucune claustrophobie : l'Ile de vie est *transparente* » (*Paris-Match*). En attendant qu'un conflit nucléaire fournisse à cette œuvre philanthropique les clients qu'elle mérite, cette société édifie l'image des conditions qu'elle impose : la survie dans l'isolation contrôlée.

Bien que le spectacle marchand tende à instaurer cette positivité plate et désincarnée, il réchauffe le négatif en son sein, et comme toute réalité historique produit lui-même les germes de sa propre destruction. Vieille banalité socio-économique, le développement de l'industrie des biens de consommation de masse produit et surproduit la surproduction. Certains sociologues parviennent même à comprendre qu'avec la surproduction marchande disparaît toute différence objective entre les choses. La seule différenciation qui puisse être introduite n'est que subjective. Mais découvrir les tendances latentes à l'autodestruction qu'un tel processus recèle dépasse les capacités d'un sociologue. Avec la disparition de la valeur d'usage, l'identité générale entre les choses passe du fantasme vécu à la réalisation fantasmagorique. La valeur d'usage est pourtant le noyau de réalité indispensable à l'éclosion et à la survie de la valeur d'échange. La marchandise supprime d'elle-même ses propres conditions. Quand le système peut se passer de la réalité, c'est que la réalité peut se passer de lui. La société moderne est grosse à un tel point d'une révolution qu'elle parodie à l'avance sa propre destruction. Les gadgets travaillent à la fin du monde de la marchandise. Les *derniers* gadgets sont des « nothing gadgets » : la machine qui ne sert à rien, la machine qui se détruit d'elle-même, le faux dollar à brûler dans l'âtre d'une cheminée.

Mais la marchandise produit aussi ses propres fossoyeurs, qui ne sauraient se limiter au spectacle de sa destruction, puisque leur objectif est la destruction du spectacle. On ne peut réfuter des conditions d'existence, on ne peut que s'en libérer.

A tous les échelons de la contestation pratique, les gestes se profilent, prêts à se transformer en actes révolutionnaires. Mais, en l'absence d'un mouvement révolutionnaire, cette contestation pratique reste au niveau individuel. La nostalgie de l'appropriation privative a été à la base de la théorie de la reprise individuelle et l'a réduite à une simple réaction contre la socialisation abstraite introduite par la forme marchande. Le vol dans les grands magasins, que les psycho-sociologues des propriétaires ont si justement qualifié de « démarche inconnue », est d'une essence qualitativement différente. Dans le spectacle de l'abondance, les objets dits de consommation cessent d'être des objets de jouissance pour devenir *objets de contemplation*, de plus en plus radicalement étrangers à ceux dont ils sont censés satisfaire les besoins. Le vol semble être alors le seul mode d'appropriation pour la jouissance, au contraire de la « démarche connue » qui apparaît comme un mode d'emploi contemplatif, une façon d'être possédé par les objets sans en jouir.

Certains sociologues ont annoncé comme une découverte dans leurs investigations policières le rapport existant entre les bandes de blousons noirs et les sociétés archaïque. Ce n'est pourtant, bien simplement et bien évidemment, que le rapport réel entre une société en deça de la marchandise et des groupes se situant au-delà. Les destructions volontaires de marchandises, les bris de vitrine, rappellent les destructions somptuaires des sociétés antécapitalistes (avec cette réserve que de tels gestes voient leur portée révolutionnaire limitée dans une société où il y a surproduction marchande). En volant des marchandises pour les donner, certains blousons noirs évitent cette ambiguïté. Ils reproduisent à un niveau supérieur la pratique du don qui a dominé les sociétés archaïques et que l'échange, en tant que formalisation des rapports sociaux sur la base d'un faible niveau de développement des forces productives, est venu ruiner. Ils trouvent ainsi une conduite encore mieux *adaptée* à une société qui se définit elle-même comme société de l'abondance, et amorçent pratiquement son dépassement.

Au cours des insurrections passées, les gestes les plus spontanés, ceux que les nervis du pouvoir ont qualifiés d'aveugles, étaient, en définitive, les plus révolutionnairement clairvoyants. Pour ne citer qu'un exemple tiré de

l'actualité la plus récente, les insurgés de Los Angeles s'en sont pris directement à la valeur d'échange spectaculaire qui servait de décor à leur esclavage ; ils sont montés à l'assaut du ciel du spectacle. Dans le même temps qu'ils détruisaient les vitrines et incendiaient les supermarchés, ils esquissaient sur le terrain une restitution de la valeur d'usage : « Un noir portant sur une brouette un réfrigérateur volé, l'ouvre et en sort des steaks et quelques bouteilles de whisky ». (*L'Express*).

S'il est vrai que, jusqu'ici, les révolutions ont généralement perdu leur temps à se vêtir des dépouilles des fêtes anciennes, l'ennemi qu'elles semblaient avoir oublié a toujours su leur rappeler les gestes qu'elles auraient dû accomplir depuis longtemps. Ce que l'on a pris pour des gestes de désespoir n'exprimait que le désespoir de ne pas les avoir accomplis plus tôt. Ces gestes, les prochaines révolutions devront les retrouver immédiatement et les accomplir sans tarder ; en tant que destruction du spectacle marchand ils sont porteurs de l'espoir d'une construction libre de la vie. Il s'agira alors de revendiquer comme propriété de l'homme tous les trésors spoliés au profit du ciel du spectacle ; de les détourner dans le sens de la vraie vie. On nous appellera les destructeurs du monde de la marchandise, nous ne serons que les constructeurs de nous-mêmes.

Jean GARNAULT.

DE QUELQUES QUESTIONS THÉORIQUES SANS QUESTIONNEMENT NI PROBLÉMATIQUE

Il faut empêcher que soit traité par la spéculation ce qui peut l'être par la théorie radicale. A mesure que l'analyse situationniste de la réalité amorce la réalisation pratique de notre projet, une telle exigence tend à accroître sa portée.

La connaissance est inséparable de l'usage qui s'en fait. L'agitation que nos évidences théoriques commencent à fomenter à des degrés divers dans *tous* les secteurs du vieux monde va se charger de parfaire et de corriger notre bon usage des idées et des choses : c'est pourquoi nous sommes, dans la société de l'abondance prévisible, les seuls que l'abondance n'effraie pas.

Le mode d'emploi n'est jamais problématique. Les spécialistes du questionnement - de *Socialisme ou Barbarie* à *Planète* - s'inquiètent seulement de dissimuler à qui profite leur idéologie de la confusion. Les situationnistes travaillent dans la perspective inverse. Ils ne posent que des questions auxquelles peut répondre la volonté de subversion du plus grand nombre des hommes. Il s'agit de donner à cette volonté son maximum d'efficacité.

Les points à considérer, énumérés ci-dessous dans une liste sommaire et exemplative, auront l'intérêt d'éclairer sur la valeur révolutionnaire de celui qui les traitera, et partant, sur l'importance qu'il faut leur accorder dans les luttes actuelles.

Critique de l'économie politique — Critique des sciences humaines — Critique de la psychanalyse (en particulier : Freud, Reich, Marcuse) — Dialectique de la décomposition et du dépassement dans la réalisation de l'art et de la philosophie — La sémiologie, contribution à l'étude d'un système idéologique — La nature et ses idéologies — Le rôle du ludique dans l'histoire — Histoire des théories et théories de l'histoire — Nietzsche et la fin de la philosophie — Kierkegaard et la fin de la théologie — Marx et Sade — Les structuralistes.

La crise romantique — La préciosité — Le baroque — Les langages artistiques — L'art et la créativité quotidienne — Critique du Dadaïsme — Critique du surréalisme — Perspective picturale et société — L'art auto-parodique — Mallarmé, Joyce et Malévitch — Lautréamont — Les arts primitifs — De la poésie.

La révolution mexicaine (Villa et Zapata) — La révolution espagnole — Asturies 1934 — L'insurrection de Vienne — La guerre des paysans (1525) — La révolution spartakiste — La révolution congolaise — Les Jacqueries — Les révolutions inconnues — La révolution anglaise — Les mouvements communalistes — Les Enragés — La Fronde — La chanson révolutionnaire (étude et anthologie) — Cronstadt — Bolchevisme et Trotskisme — L'Eglise et les hérésies — Les socialismes — Socialisme et sous-développement — La cybernétique et le pouvoir — L'Etat — Les origines de l'Islam — Thèses sur l'anarchie — Thèses pour une solution finale du problème chrétien — Le monde des spécialistes — De la démocratie — Les Internationales — De l'insurrection — Problèmes et théorie de l'autogestion — Partis et syndicats — De l'organisation des mouvements révolutionnaires — Critique du droit civil et du droit pénal — Les sociétés non-industrialisées — Thèses sur l'utopie — Eloge de Charles Fourier — Les conseils ouvriers — Le fascisme et la pensée magique.

Du répétitif dans la vie quotidienne — Les rêves et l'onirisme — Traité des passions — Les moments et la construction des situations — L'urbanisme et la construction populaire — Manuel de détournement subversif — Aventure individuelle et aventure collective — Inter-subjectivité et cohérence dans les groupes révolutionnaires — Jeu et vie quotidienne — Les rêveries individuelles — Sur la liberté d'aimer — Etudes préliminaires à la construction d'une base — La folie et les états seconds.

Raoul VANEIGEM.

ADRESSE AUX RÉVOLUTIONNAIRES D'ALGÉRIE ET DE TOUS LES PAYS

«Les révolutions prolétariennes... raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et se redresser à nouveau formidable en face d'elles, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leurs propres buts, jusqu'à ce que soit créée enfin la situation qui rende impossible tout retour en arrière. »

Marx (*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*).

Camarades,

L'écroulement en miettes de l'image révolutionnaire que présentait le mouvement communiste international suit avec quarante années de retard l'écroulement du mouvement révolutionnaire lui-même. Ce temps gagné par le mensonge bureaucratique, ajouté au permanent mensonge bourgeois, a été du temps perdu par la révolution. L'histoire du monde moderne poursuit son processus révolutionnaire, mais inconsciemment ou dans une fausse conscience. Partout des affrontements sociaux, mais nulle part l'ordre ancien n'est liquidé parmi les forces mêmes qui le contestent. Partout les idéologies du vieux monde sont critiquées et rejetées, mais nulle part « le mouvement réel qui supprime les conditions existantes » n'est libéré d'une « idéologie » au sens de Marx : les idées qui servent des maîtres. Partout des révolutionnaires, mais nulle part la Révolution.

L'écroulement de l'image benbelliste d'une demi-révolution algérienne vient de souligner maintenant cette déconfiture générale. Le pouvoir superficiel de Ben Bella représentait le moment de l'équilibre figé entre, d'une part, le mouvement des travailleurs algériens vers la gestion de la société entière et, d'autre part, la bureaucratie bourgeoise en formation dans le cadre de l'Etat. Mais dans cet équilibre officiel, la révolution n'avait rien pour réaliser ses objectifs, elle était déjà au musée, tandis que les possesseurs de l'Etat couverts par Ben Bella avaient tous les pouvoirs, à commencer par l'instrument répressif de base qu'est l'armée, et jusqu'au pouvoir de jeter leur masque, c'est-à-dire Ben Bella. Deux jours avant le putsch, à Sidi Bel Abbès, Ben Bella joignait l'odieux au ridicule en déclarant que l'Algérie était « plus unie que jamais ». Maintenant, il a cessé de mentir au peuple, et les circonstances parlent d'elles-mêmes. Ben Bella est tombé comme il a régné, dans la solitude et la conspiration, par *la révolution de palais*. Il est parti raccompagné par les gens mêmes avec qui il était venu : l'armée de Boumedienne qui lui avait ouvert la route d'Alger en septembre 1962. Cependant le pouvoir benbelliste entérinait les conquêtes révolutionnaires que la bureaucratie ne pouvait pas encore réprimer : l'autogestion. Les forces si bien cachées derrière le « Frère Musulman » Boumedienne ont ce but clair : liquider l'autogestion. Le mélange du jargon technocratique occidental et du pathos de l'ordre moral islamique renforcé, dans la déclaration du 19 juin, définit toute la politique du nouveau régime : « sortir du marasme général qui s'exprime déjà par une baisse de la productivité, une rentabilité économique décrois-

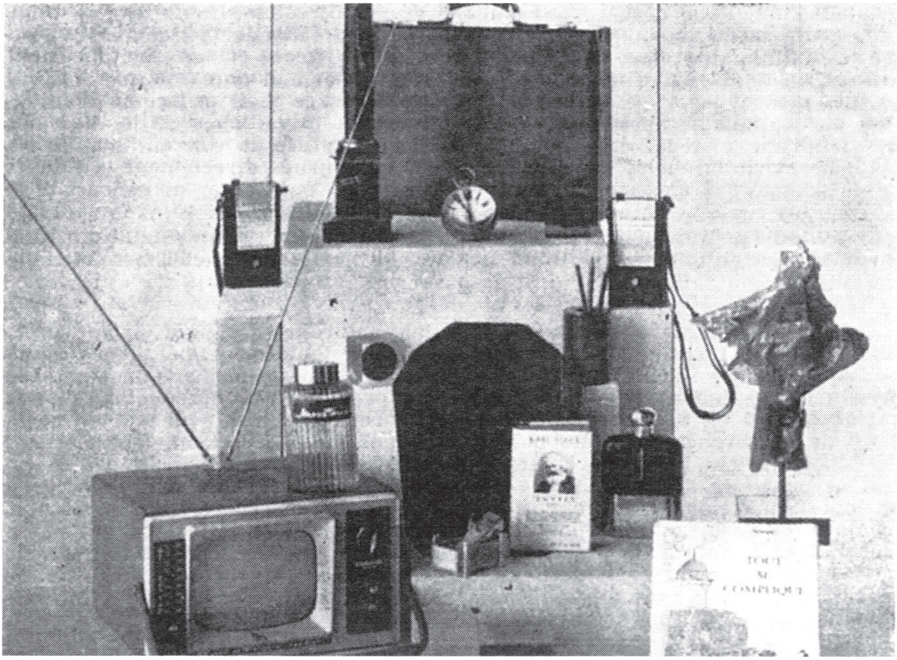


LE SPECTACULAIRE CONCENTRÉ

Dans la zone sous-développée du **marché mondial,** on rassemble dans l'idéologie et, à l'extrême, sur un seul homme, tout **l'admirable** étatiquement garanti, indiscutable, qu'il s'agit d'applaudir et de consommer passivement. La faible quantité des marchandises réellement disponibles tend à ramener cette consommation au pur regard. L'image du pouvoir, dans laquelle ce regard doit trouver tout son bonheur, est donc un fourre-tout des qualités socialement reconnues. Soekarno devait être à la fois un génial conducteur de peuple et un irrésistible séducteur de cinéma. Philosophe, il concentrait dans le concept de « Nasakom » le nationalisme, la religion et le « communisme » stalinien ; de même qu'il règnait à la Ben Bella, en fondant son autorité sur l'antagonisme évident de l'armée et du plus puissant parti stalinien d'Asie. Il veut continuer de tenir son « rôle unique » de représentant perpétuel de cette perfection hybride alors même que son armée a massacré, d'après lui, au moins 97.000 de ses communistes, et qu'elle continue. « Notre capacité d'arrondir les angles est telle, écrivait l'officieux **Indonesian Herald** après le putsch manqué du 1er octobre, que, si Moscou et Pékin avaient adopté le système indonésien pour « résoudre » les problèmes, le conflit idéologique actuel entre les deux pays ne serait jamais devenu public. »

sante et un désinvestissement inquiétant »... « tenir compte de notre foi, de nos convictions et des traditions séculaires de notre peuple et de ses valeurs morales ».

L'étonnante accélération de l'histoire de la démystification pratique doit servir maintenant à l'accélération de l'histoire de la théorie révolutionnaire. Une même société de l'aliénation, du contrôle totalitaire (ici c'est le sociologue qui vient d'abord, et là c'est la police), de la consommation spectaculaire (ici les voitures et les gadgets, et là la parole du chef vénéré), règne partout, malgré les variétés dans ses déguisements idéologiques ou juridiques. On ne peut comprendre la cohérence de cette société sans une critique totale, éclairée par le projet inverse d'une créativité libérée, le projet de la domination de tous les hommes sur leur propre histoire, à tous les niveaux. Ceci est la



LE SPECTACULAIRE DIFFUS

Le capitalisme parvenu au stade de l'abondance des marchandises disperse ses représentations du bonheur, et donc de la réussite hiérarchique, en une infinité d'objets et gadgets exprimant, réellement et illusoirement, autant d'appartenances à des stratifications de la société consommatrice ; et tous ces objets sont démodés et renouvelés selon les nécessités de l'écoulement d'une production en expansion. Le spectacle des objets multiples qui sont **à vendre** invite à tenir des rôles multiples parce qu'il vise à obliger chacun à se reconnaître, à se réaliser, dans la consommation **effective** de cette production répandue partout. N'étant que réponse à une définition spectaculaire des besoins, une telle consommation demeure elle-même essentiellement spectaculaire en tant qu'elle est pseudo-usage : elle n'a de rôle effectif qu'en tant qu'échange économique nécessaire au système. Ainsi la nécessité réelle n'est pas vue ; et ce qui est vu n'a presque pas de réalité. L'objet est d'abord montré, pour qu'on veuille le posséder ; puis il est possédé pour être montré, en réponse. Des ensembles d'objets admirables sont donc constitués, qui ont pour fonction de signifier un standing précis, et même une pseudo-personnalité, exactement identique aux objets qui la représentent. Ici, exposé par le magazine **Lui** de janvier 1964, l'assemblage d'achats équivalent au tempérament « homme d'affaires » comporte une édition des « œuvres économiques » de Marx.

revendication *en actes* de toutes les révolutions prolétariennes, revendication jusqu'ici toujours vaincue par les spécialistes du pouvoir qui prennent en charge les révolutions, et en font leur propriété privée.

Ramener dans notre temps ce projet et cette critique *inséparables* (chacun des termes faisant voir l'autre), cela signifie immédiatement relever tout le radicalisme dont furent porteurs le mouvement ouvrier, la poésie et l'art modernes en Occident (comme préface à une recherche expérimentale sur la voie d'une construction libre de la vie quotidienne), la pensée de l'époque du dépassement de la philosophie et de sa réalisation (Hegel, Feuerbach, Marx), les luttes d'émancipation depuis le Mexique de 1910 jusqu'au Congo

d'aujourd'hui. Pour cela, il faut d'abord reconnaître dans toute son étendue, sans avoir gardé aucune illusion consolante, la défaite de l'ensemble du projet révolutionnaire *dans le premier tiers de ce siècle* et son remplacement officiel, en toute région du monde aussi bien qu'en tout domaine, par des pacotilles mensongères qui recouvrent et aménagent le vieil ordre. La domination du capitalisme bureaucratique d'Etat sur les travailleurs est le contraire du socialisme, c'est la vérité que le trotskisme a refusé de voir en face. Le socialisme existe là où les travailleurs gèrent eux-mêmes directement la totalité de la société ; il n'existe donc ni en Russie ni en Chine, ni ailleurs. Les révolutions russe et chinoise ont été vaincues de l'intérieur. Elles fournissent aujourd'hui au prolétariat occidental et aux peuples du Tiers-Monde un faux modèle qui équilibre en réalité le pouvoir du capitalisme bourgeois, de l'impérialisme.

Reprendre ainsi le radicalisme implique naturellement aussi un approfondissement considérable de toutes les anciennes tentatives libératrices. L'expérience de leur inachèvement dans l'isolement, ou de leur retournement en mystification globale, conduit à mieux comprendre la cohérence du monde à transformer et, à partir de la cohérence retrouvée, on peut sauver beaucoup de recherches partielles constituées dans le passé récent, qui accèdent de la sorte à leur vérité (le contenu libérateur de la psychanalyse, par exemple, ne peut être ni compris ni réalisé en dehors de la lutte pour l'abolition de toute répression). L'appréhension de cette cohérence réversible du monde, tel qu'il est et tel qu'il est possible, dévoile le caractère fallacieux des demi-mesures, et le fait qu'il y a essentiellement demi-mesure chaque fois que le modèle de fonctionnement de la société dominante — avec ses catégories de hiérarchisation et de spécialisation, corollairement ses habitudes ou ses goûts — se reconstitue à l'intérieur des forces de la négation.

En outre, le développement matériel du monde s'est accéléré. Il accumule toujours plus de pouvoirs virtuels ; et les spécialistes de la direction de la société, du fait même de leur rôle de conservateurs de la passivité, sont forcés d'en ignorer l'emploi. Ce développement accumule en même temps une insatisfaction généralisée et de mortels périls objectifs, que ces dirigeants spécialisés sont incapables de contrôler durablement. Le problème, fondamental, du sous-développement doit être résolu à l'échelle mondiale, d'abord par la domination révolutionnaire du *surdéveloppement* irrationnel des forces productives dans le cadre des diverses rationalisations capitalistes. Les mouvements révolutionnaires du Tiers-Monde ne peuvent réussir en eux-mêmes qu'à partir d'une contribution lucide à la révolution mondiale. Le développement ne doit pas être une course pour rattraper la réification capitaliste, mais la résolution de tous les besoins réels comme base d'un véritable développement des facultés humaines.

La nouvelle théorie révolutionnaire doit marcher au pas de la réalité, c'est-à-dire être à la hauteur de la praxis révolutionnaire qui s'amorce ici et là, mais encore partielle, mutilée et sans projet global cohérent. Notre langage, qui paraîtra peut-être fantastique, est celui-là même de la vie réelle. L'histoire ne cesse de le montrer, et toujours plus lourdement. Si dans cette histoire, ce qui est familier n'est pas pour autant connu, c'est parce que la vie réelle elle-même n'apparaît que sous une forme fantastique, dans l'image renversée qu'en impose le *spectacle* moderne du monde : dans le spectacle toute la vie sociale et jusqu'à la représentation de révolutions factices est écrite dans le langage mensonger du pouvoir et filtrée par ses machines. Le spectacle est l'héritier terrestre de la religion, l'opium du capitalisme parvenu au stade d'une « société d'abondance » de *marchandises*, l'illusion effectivement consommée dans la « société de consommation ».

Aux explosions sporadiques de la contestation révolutionnaire répond une organisation internationale de la répression, dont la division des tâches s'opère à l'échelle mondiale. Chacun des blocs, ou des éclats centrifuges de blocs, assure dans sa sphère d'influence le sommeil léthargique de tous, le

maintien d'un ordre qui reste fondamentalement le même. Cette répression permanente s'étend depuis l'expédition militaire jusqu'à la falsification plus ou moins complète que pratique aujourd'hui tout pouvoir constitué : « la vérité est révolutionnaire » (Gramsci) et tout gouvernement existant, même issu des mouvements les plus libérateurs, se fonde sur le mensonge à l'intérieur et à l'extérieur. C'est justement cette répression qui constitue la plus retentissante vérification de nos hypothèses.

Les tentatives révolutionnaires d'aujourd'hui, parce qu'elles ont à briser toutes les règles de fausses compréhensions imposées par la « coexistence pacifique » des mensonges régnants, commencent dans *l'isolement*, aussi bien dans tel secteur particulier du monde que dans tel secteur particulier de la contestation. Elles n'attaquent que l'aspect le plus immédiat de l'oppression, armées de la plus courte définition de la liberté. Ainsi elles rencontrent le maximum de répression et de calomnies (on les accuse de refuser un ordre existant en en approuvant forcément une variante existante), et le minimum d'aide. D'autant plus leur victoire est difficile, et d'autant plus leur victoire leur est facilement confisquée par de nouveaux oppresseurs. Les prochaines révolutions *ne peuvent trouver d'aide dans le monde qu'en s'attaquant au monde, dans sa totalité*. Le mouvement d'émancipation des Noirs américains, s'il peut s'affirmer avec conséquence, met en cause toutes les contradictions du capitalisme moderne ; il ne faut pas qu'il soit escamoté par la diversion du nationalisme et capitalisme « de couleur » des « Black Muslims ». Les ouvriers des U.S.A., comme ceux d'Angleterre, s'opposent par les « grèves sauvages » au syndicalisme bureaucratisé qui vise d'abord leur intégration au système capitaliste concentré et semi-planifié. C'est avec ces ouvriers, avec les étudiants qui viennent de réussir la grève de l'Université de Berkeley qu'une révolution nord-américaine peut se faire ; et pas avec la bombe atomique chinoise.

Le mouvement qui entraîne les peuples arabes vers l'unification et le socialisme a obtenu des victoires contre le colonialisme classique. Mais il est de plus en plus évident qu'il doit en finir avec l'Islam, force contre-révolutionnaire manifeste, comme toutes les idéologies religieuses ; il doit admettre la liberté du peuple kurde ; il doit en finir avec le prétexte palestinien qui justifie la politique dominante dans les Etats arabes, puisque cette politique se propose avant tout de détruire Israël, et qui la justifie à perpétuité, puisque cette destruction est impossible. C'est un *modèle de société révolutionnaire réalisé par les Arabes* qui, seul, peut dissoudre les forces répressives de l'Etat d'Israël. De même que la réussite d'un modèle de société révolutionnaire dans le monde marquerait la fin de l'affrontement, en majeure partie factice, entre l'Est et l'Ouest, de même finirait l'affrontement Israël-Arabes qui en est une reproduction minuscule.

Les tentatives révolutionnaires d'aujourd'hui sont *abandonnées* à la répression, parce qu'aucun pouvoir existant n'a intérêt à les soutenir. Aucune organisation pratique de l'internationalisme révolutionnaire n'existe encore pour les soutenir. On *regarde passivement* leur combat, et les bavardages illusionnistes de l'O.N.U. ou des spécialistes des pouvoirs étatiques « progressistes » accompagnent seuls leur agonie. A Saint-Domingue, les troupes des Etats-Unis ont osé intervenir en pays étranger pour appuyer des militaires fascistes, contre le gouvernement légal du kennediste Caamano, simplement par peur qu'il ne soit débordé par le peuple qu'il avait dû armer. Quelles forces dans le monde ont pris des mesures de rétorsion contre la présence américaine ? Au Congo en 1960, les parachutistes belges, le corps expéditionnaire de l'O.N.U. et l'Etat sur mesure de l'« Union Minière » ont brisé l'élan populaire qui croyait avoir conquis l'indépendance ; ils ont tué Lumumba et M'Polo. En 1964 les parachutistes belges, les avions de transport américains, et les mercenaires sud-africains, européens et cubains anti-castristes ont fait refluer la deuxième vague insurrectionnelle des mulélistes. Quelle aide pratique a fourni la prétendue « Afrique révolutionnaire » ? Est-ce que mille volontaires algériens, vainqueurs d'une guerre bien plus dure, n'auraient

pas suffi pour empêcher la chute de Stanleyville ? Mais le peuple armé d'Algérie était depuis longtemps remplacé par une armée classique, affermée à Boumedienne, qui avait d'autres desseins.

Les prochaines révolutions sont placées devant l'effort de *se comprendre elles-mêmes.* Il leur faut réinventer totalement leur propre langage ; et se défendre contre toutes les récupérations qu'on leur prépare. La grève des mineurs des Asturies, quasi-permanente depuis 1962, et tous les autres signes d'opposition qui annoncent la fin du franquisme ne tracent pas pour l'Espagne un avenir inévitable mais un choix : ou bien l'union sacrée que préparent en ce moment l'Eglise espagnole, les monarchistes, les « phalangistes de gauche » et les staliniens pour adapter harmonieusement l'Espagne post-franquiste au capitalisme modernisé, au Marché commun ; ou bien la reprise et l'accomplissement de ce que la révolution, vaincue par Franco et ses complices de tous bords, a eu de plus radical : les rapports humains du socialisme ont été réalisés, quelques semaines, à Barcelone en 1936.

Il s'agit, pour le nouveau courant révolutionnaire, partout où il apparaît, de commencer à relier entre eux les actuelles expériences de contestation et les hommes qui en sont porteurs. Il s'agira d'unifier, en même temps que de tels groupes, la *base cohérente de leur projet.* Les premiers gestes de l'époque révolutionnaire qui vient concentrent en eux un nouveau contenu, manifeste ou latent, de la critique des sociétés actuelles, et de nouvelles formes de lutte ; et aussi les moments irréductibles de toute l'ancienne histoire révolutionnaire restée en suspens, qui réapparaissent comme *des revenants.* Ainsi la société dominante, qui se flatte tant de sa modernisation permanente, va trouver à qui parler, car elle commence enfin à produire elle-même sa négation modernisée.

Vivent les camarades qui en 1959, dans les rues de Bagdad, ont brûlé le Coran !

Vivent les Conseils ouvriers de Hongrie, défaits en 1956 par l'Armée dite Rouge !



MANIFESTATION ZENGAKUREN

Vivent les dockers d'Aarhus qui, l'année dernière, ont effectivement boycotté l'Afrique du Sud raciste, malgré la répression judiciaire du gouvernement social-démocrate danois et leur direction syndicale !

Vive le mouvement étudiant « Zengakuren » du Japon, qui combat activement le pouvoir capitaliste de l'impérialisme et celui de la bureaucratie dite communiste !

Vive la milice ouvrière qui a défendu les quartiers du nord-est de Saint-Domingue !

Vive l'autogestion des paysans et des ouvriers algériens ! L'alternative est maintenant entre la dictature bureaucratique militarisée et la dictature du « secteur autogéré » *étendu à toute la production et à tous les aspects de la vie sociale.*

Alger, juillet 1965.

INTERNATIONALE SITUATIONNISTE

LES MOTS CAPTIFS

(PRÉFACE A UN DICTIONNAIRE SITUATIONNISTE)

Les banalités, par ce qu'elles cachent, travaillent pour l'organisation dominante de la vie. C'en est une de dire que le langage n'est pas dialectique, pour du coup interdire l'usage de toute dialectique. Or rien n'est manifestement plus soumis à la dialectique que le langage, en tant que réalité vivante. Ainsi toute critique du vieux monde s'est-elle faite avec le langage de ce monde et pourtant contre lui, donc automatiquement dans un langage *autre*. Toute théorie révolutionnaire a dû inventer ses propres mots, détruire le sens dominant des autres mots et apporter de nouvelles positions dans le « monde des significations », correspondant à la nouvelle réalité en gestation, et qu'il s'agit de libérer du fatras dominant. Les mêmes raisons qui empêchent nos adversaire (les maîtres du Dictionnaire) de fixer le langage, nous permettent aujourd'hui d'affirmer des positions autres, négatrices du sens existant. Toutefois nous savons d'avance que ces mêmes raisons ne nous permettent en rien de prétendre à une certitude légiférée définitivement ; une définition est toujours ouverte, jamais définitive ; les nôtres valent historiquement, pour une période donnée, liée à une praxis historique précise.

Il est impossible de se débarrasser d'un monde sans se débarrasser du langage qui le cache et le garantit, sans mettre à nu sa vérité. Comme le pouvoir est le mensonge permanent et la « vérité sociale », le langage est sa garantie permanente, et le Dictionnaire se référence universelle. Toute praxis révolutionnaire a éprouvé le besoin d'un nouveau champ sémantique, et d'affirmer une nouvelle vérité ; depuis les Encyclopédistes jusqu'à la « critique du langage de bois » stalinien (par les intellectuels polonais en 1956), cette exigence ne cesse d'être affirmée. *C'est que le langage est la demeure du pouvoir*, le refuge de sa violence policière. Tout dialogue avec le pouvoir est violence, subie ou provoquée. Quand le pouvoir économise l'usage de ses armes, c'est au langage qu'il confie le soin de garder l'ordre opprimant. Plus encore, la conjugaison des deux est l'expression la plus naturelle de tout pouvoir.

Passer des mots aux idées, il n'y a qu'un pas ; toujours franchi par le pouvoir et ses penseurs. Toutes les théories du langage, depuis le mysticisme débile de l'être jusqu'à la suprême rationalité (oppressive) de la machine cybernétique, appartiennent à un seul et même monde, à savoir le discours du pouvoir, considéré comme seul monde de référence possible, comme la médiation universelle. Comme le Dieu chrétien est la médiation nécessaire entre deux consciences et entre la conscience et soi, le discours du pouvoir s'installe au cœur de toute communication, devient la médiation nécessaire de soi à soi. Ainsi parvient-il à mettre la main sur la contestation, la plaçant d'avance sur son propre terrain, la contrôlant, la noyautant, de l'intérieur. La critique du langage dominant, son *détournement*, va devenir la pratique permanente de la nouvelle théorie révolutionnaire.

Parce que tout sens nouveau est appelé *contresens* par les *autorités*, les situationnistes vont instaurer la légitimité du contresens, et dénoncer l'imposture du sens garanti et donné par le pouvoir. Parce que le

dictionnaire est le gardien du sens *existant*, nous nous proposons de le détruire systématiquement. Le *remplacement* du dictionnaire, du maître à parler (et à penser) de tout le langage hérité et domestiqué, trouvera son expression adéquate dans le noyautage révolutionnaire du langage, dans *le détournement*, largement pratiqué par Marx, systématisé par Lautréamont et que l'I.S. met à la portée de tout le monde.

Le détournement, que Lautréamont appelait plagiat, confirme la thèse, depuis longtemps affirmée par l'art moderne, de l'insoumission des mots, de l'impossibilité pour le pouvoir de *récupérer totalement* les sens créés, de fixer une fois pour toutes le sens existant, bref l'impossibilité objective d'un « novlangue ». La nouvelle théorie révolutionnaire ne peut avancer sans une redéfinition des principaux concepts qui la soutiennent. « Les idées s'améliorent, dit Lautréamont, le sens des mots y participe. Le plagiat est nécessaire : le progrès l'implique. Il serre de près la phrase d'un auteur, se sert de ses expressions, efface une idée fausse, la remplace par une idée juste. » Pour sauver la pensée de Marx, il faut toujours la préciser, la corriger, la reformuler à la lumière de cent années de renforcement de l'aliénation et des possibilités de sa négation. Marx a besoin d'être détourné par ceux qui continuent cette route historique et non pas d'être imbécilement cité par les mille variétés de récupérateurs. D'autre part la pensée du pouvoir lui-même devient, entre nos mains, une arme contre lui. Depuis son avènement, la bourgeoisie triomphante a rêvé d'une langue universelle, que les cybernéticiens essaient aujourd'hui de réaliser électroniquement. Descartes rêvait d'une langue (ancêtre du novlangue) où les pensées se suivraient, tels les nombres, avec une rigueur mathématique : la « mathesis universalis » ou la perennité des catégories bourgeoises. Les Encyclopédistes qui rêvaient (sous le pouvoir féodal) de « définitions si rigoureuses que la tyrannie ne saurait s'en accommoder », préparaient l'éternité du futur pouvoir, comme ultima ratio du monde, de l'histoire.

L'insoumission des mots, de Rimbaud aux surréalistes, a révélé, dans une phase expérimentale, que la critique théorique du monde du pouvoir est inséparable d'une pratique qui le détruit ; la récupération par le pouvoir de tout l'art moderne et sa transformation en catégories oppressives de son spectacle règnant en est la triste confirmation. « Ce qui ne tue pas le pouvoir, le pouvoir le tue. » Les Dadaïstes ont les premiers signifié aux mots leur défiance, inséparable d'une volonté de « changer la vie ». Ils ont, après Sade, affirmé le droit de *tout dire*, d'affranchir les mots et de « remplacer l'alchimie du verbe par une véritable chimie » (Breton). *L'innocence* des mots est désormais consciemment dénoncée, et le langage est affirmé comme « la pire des conventions » à détruire, à démystifier, à libérer. Les contemporains de Dada n'ont pas manqué de souligner sa volonté de tout détruire (« entreprise de démolition » s'inquiétait Gide), le danger qu'il représentait pour le sens dominant. Avec Dada, c'est devenu une absurdité de croire qu'un mot est pour toujours enchaîné à une idée : Dada a réalisé tous les possibles du *dire*, et fermé à jamais la porte de l'art comme spécialité. Il a définitivement posé le problème de la réalisation de l'art. Le surréalisme n'a de valeur qu'en tant que prolongement de cette exigence ; c'est une *réaction* dans ses réalisations littéraires. Or, la réalisation de l'art, la poésie (au sens situationniste) signifie qu'on ne peut se réaliser dans une « œuvre », mais au contraire se réaliser tout court. Le « tout dire » inauguré par Sade impliquait déjà l'abolition du domaine de la littérature séparée (où seul ce qui est littéraire peut être dit). Seulement cette abolition, consciemment affirmée par les Dadaïstes, après Rimbaud et Lautréamont, n'était pas un *dépassement*. Il n'y a pas de dépassement sans réalisation, et on ne peut dépasser l'art sans le réaliser. Pratiquement il n'y a même pas eu d'abolition, puisqu'après Joyce, Duchamp et Dada, une nouvelle littérature spectaculaire continue de pulluler. C'est que le « *tout dire* » ne peut exister sans la liberté de tout faire. Dada avait une chance de réalisation dans *Spartakus*, dans



PARIS, 1966

« Peut-on dissimuler qu'il n'y avait un projet conçu, une société formée pour soutenir le matérialisme, pour détruire la religion, pour inspirer l'indépendance et nourrir la corruption des mœurs ? »

Réquisitoire du Procureur Général du Parlement de Paris, Omer Joly de Fleury, contre l'Encyclopédie (1759).

la pratique révolutionnaire du prolétariat allemand. L'échec de celui-ci rendait le sien inévitable. Il est devenu, dans les écoles artistiques ultérieures (sans exclure la quasi-totalité de ses protagonistes), l'expression littéraire du néant du faire poétique, l'art d'exprimer le néant de la liberté quotidienne. L'ultime expression de cet art du « tout dire » privé du faire est la page blanche... La poésie moderne (expérimentale, permutationnelle, spatialiste, surréaliste ou néodadaïste) est le contraire de la poésie, le projet artistique récupéré par le pouvoir. Elle abolit la poésie sans la réaliser ; elle vit de son autodestruction permanente. « A quoi bon sauver la langue — reconnaît misérablement Max Bense — quand il n'y a plus rien à dire ? », aveu de spécialiste ! Psittacisme ou mutisme, c'est la seule alternative des spécialistes de la permutation. La pensée et l'art moderne garantis par le pouvoir, et le garantissant, se meuvent donc dans ce que Hegel appelait « le langage de la flatterie ». Tous contribuent à l'éloge du pouvoir et de ses produits, perfectionnent la réification et la banalisent. En affirmant que « la réalité consiste en langage », ou que le langage « ne peut être considéré qu'en lui-même et pour lui-même » les spécialistes du langage concluent au « langage-objet », aux « mots-choses » et font leur délectation de l'éloge de leur propre réification. Le

modèle de la chose devient dominant, et la marchandise, encore une fois, trouve sa réalisation, ses poètes. La théorie de l'Etat, de l'économie, du droit, de la philosophie, de l'art, tout a maintenant ce caractère de précaution apologétique.

Là où le pouvoir séparé remplace l'action autonome des masses, donc là où la bureaucratie s'empare de la direction de tous les aspects de la vie sociale, elle s'attaque au langage et réduit sa poésie à la vulgaire prose de son information. Elle s'approprie privativement le langage, comme tout le reste, et l'impose aux masses. Le langage est alors sensé communiquer ses messages et contenir sa pensée ; il est le support matériel de son idéologie. Que le langage soit avant tout un moyen de communication entre les hommes, la bureaucratie l'ignore. Puisque toute communication passe par elle, les hommes n'ont même plus besoin de se parler : ils doivent avant tout assumer leur rôle de *récepteur,* dans le réseau de communication informationniste auquel est réduite toute la société, récepteurs des ordres à exécuter.

Le mode d'existence de ce langage est la bureaucratie, son devenir la bureaucratisation. L'ordre bolchevik issu de l'échec de la révolution soviétique a imposé une série d'expressions plus ou moins magiques,





impersonnelles, à l'image de la bureaucratie au pouvoir. « Politburo », « Komintern », « Cavarmée », « Agitprop », sont autant de noms mystérieux d'organismes spécialisés, réellement mystérieux, qui se meuvent dans la sphère nuageuse de l'Etat (ou la direction du parti) sans rapport avec les masses, si ce n'est d'instituer et de renforcer la domination. Le langage colonisé par la bureaucratie se réduit à une série de formules sans nuances, inflexibles, où les mêmes noms sont toujours accompagnés des mêmes adjectifs et participes ; le nom les gouverne et chaque fois qu'il apparaît, ils suivent automatiquement et à l'endroit opportun. Cette « mise au pas » des mots traduit une militarisation plus profonde de toute la société, sa division en deux catégories principales : la caste des dirigeants et la grande masse des exécutants. Mais ces mêmes mots sont appelés à jouer d'autres rôles ; ils sont pénétrés du pouvoir magique de soutenir la réalité opprimante, de la masquer, et de la présenter comme la vérité, la seule vérité possible. Ainsi on n'est plus « trotskiste », mais « hitléro-trotskiste », il n'y a plus de marxisme, mais « le marxisme - léninisme », et l'opposition est automatiquement « réactionnaire » en « régime soviétique ». La rigidité avec laquelle on sacralise les formules rituelles a pour but

de préserver la pureté de cette « substance » en face des faits qui apparemment la contredisent. Le langage des maîtres est alors tout, et la réalité rien, elle est tout au plus la carapace de ce langage. Les gens doivent, dans leurs actes, dans leurs pensées et leurs sentiments, faire comme si leur Etat était cette raison, cette justice, cette liberté proclamées par l'idéologie ; le rituel (et la police) sont là pour faire observer ce comportement (cf. Marcuse, *Marxisme Soviétique*).

Le déclin de la pensée radicale accroît considérablement le pouvoir des mots, les mots du pouvoir. « Le pouvoir ne crée rien, il récupère. » (cf. *I.S.* 8). Les mots forgés par la critique révolutionnaire sont comme les armes des partisans, abandonnées sur un champ de bataille : ils passent à la contre-révolution ; et comme les prisonniers de guerre, ils sont soumis au régime des travaux forcés. Nos ennemis les plus immédiats sont les tenants de la fausse critique, ses fonctionnaires patentés. Le divorce entre la théorie et la pratique fournit la base centrale de la récupération, de la pétrification de la théorie révolutionnaire en idéologie, qui transforme les exigences pratiques réelles (dont les indices de réalisation existent déjà dans la société actuelle) en des systèmes d'idées, en exigences de la raison. Les idéologues de tout bord, chiens de garde du spectacle dominant, sont les exécutants de cette tâche ; et les concepts les plus corrosifs sont alors vidés de leur contenu, remis en circulation, au service de l'aliénation entretenue : le dadaïsme à rebours. Ils deviennent des slogans publicitaires (cf. le récent prospectus du « Club Méditerranée »). Les concepts de la critique radicale connaissent le même sort que le prolétariat ; on les prive de leur histoire, on les coupe de leurs racines : ils sont bons pour les machines à penser du pouvoir.

Notre projet de libération des mots est historiquement comparable à l'entreprise Encyclopédiste. Au langage du « déchirement » de l'*Aufklärung* (pour continuer l'image hégélienne), il manquait la dimension historique consciente ; il était bel et bien la critique du vieux monde féodal décrépit, mais ignorait totalement ce qui allait en sortir : aucun des Encyclopédistes n'était républicain. Il exprimait plutôt le propre déchirement des penseurs bourgeois ; le nôtre vise avant tout la pratique qui déchire le monde, en commençant par déchirer les voiles qui le cachent. Tandis que les Encyclopédistes cherchaient l'énumération quantitative, la description enthousiaste d'un monde d'objets où se déploie la victoire déjà présente de la bourgeoisie et de la marchandise, notre dictionnaire traduit le *qualitatif* et la victoire possible encore absente, le refoulé de l'histoire moderne (le Prolétariat) et *le retour du refoulé.* Nous proposons la libération réelle du langage, car nous nous proposons de le mettre dans la pratique libre de toute entrave. Nous rejetons *toute autorité,* linguistique ou autre : seule la vie réelle *permet* un sens, et seule la praxis le vérifie. La querelle sur la réalité ou la non-réalité du sens d'un mot, isolée de la pratique, est une question purement scolastique. Nous plaçons notre dictionnaire dans cette région libertaire qui échappe encore au pouvoir, mais qui est sa seule héritière universelle possible.

Le langage reste encore la médiation nécessaire de la prise de conscience du monde de l'aliénation (Hegel dirait : l'aliénation nécessaire), l'instrument de la théorie radicale qui finira par s'emparer des masses, parce qu'elle est la leur ; et c'est alors seulement qu'il trouvera sa vérité. Il est primordial donc que nous forgions notre propre langage, le langage de la vie réelle, contre le langage idéologique du pouvoir, lieu de justification de toutes les catégories du vieux monde. Nous devons interdire dès à présent la falsification de nos théories, leur récupération possible. Nous utilisons des concepts déterminés, déjà utilisés par les spécialistes, mais en leur donnant un nouveau contenu, en les retournant contre les spécialisations qu'ils soutiennent, et contre les futurs penseurs à gages qui (comme l'ont fait Claudel pour Rimbaud et Klossowski pour Sade) seraient tentés de projeter leur propre pour-

riture sur la théorie situationniste. Les futures révolutions doivent inventer elles-mêmes leur propre langage. Pour retrouver leur vérité, les concepts de la critique radicale seront réexaminés un à un : le mot *aliénation,* par exemple, un des concepts-clés pour la compréhension de la société moderne, doit être désinfecté après avoir passé par la bouche d'un Axelos. Tous les mots, tous serviteurs du pouvoir qu'ils sont, sont dans le même rapport avec celui-ci que le prolétariat et, comme lui, ils sont l'instrument et l'agent de la future libération. Pauvre Revel ! Il n'y a pas de mots interdits ; dans le langage, comme ce sera partout ailleurs, *tout est permis.* S'interdire l'emploi d'un mot, c'est renoncer à une arme utilisée par nos adversaires.

Notre dictionnaire sera une sorte de grille avec laquelle on pourra décrypter les informations, et déchirer le voile idéologique qui recouvre la réalité. Nous donnerons les traductions possibles qui permettent d'appréhender les différents aspects de la société du spectacle, et montrer comment les moindres indices (les moindres signes) contribuent à la maintenir. C'est en quelque sorte un dictionnaire bilingue, car chaque mot possède un sens « idéologique » du pouvoir, et un sens réel ; que nous estimons corespondre à la vie réelle dans la phase historique actuelle. Aussi nous pourrons à chaque pas déterminer les diverses positions des mots dans la guerre sociale. Si le problème de l'idéologie est de savoir comment descendre du ciel des idées dans le monde réel, notre dictionnaire sera une contribution à l'élaboration de la nouvelle théorie révolutionnaire, où le problème est de savoir comment passer du langage dans la vie. L'appropriation réelle des mots qui *travaillent* ne peut se réaliser en dehors de l'appropriation du travail lui-même. L'établissement de l'activité créatrice libérée sera en même temps l'établissement de la véritable communication, enfin libérée, et la transparence des rapports humains remplacera la pauvreté des mots sous l'ancien régime de l'opacité. Les mots ne cesseront pas de *travailler* tant que les hommes n'auront pas cessé de le faire.

Mustapha KHAYATI.

DE L'ALIÉNATION

EXAMEN DE PLUSIEURS ASPECTS CONCRETS

La communication colonisée

En 1965, on a mis au point, aux Etats-Unis, une nouvelle technique pour permettre aux gens de se rencontrer, de se marier. Une calculatrice électronique détermine l'harmonie maximum entre deux individus représentés par une carte perforée où leurs goûts et aspirations sont exhaustivement définis par leurs réponses à 70 questions. *Le Monde* (25-11-65) écrivait : « Ainsi, au fil des années, s'est affirmée une tendance, et elle est aussi irréversible qu'irrésistible : les calculatrices ont la vocation d'être bonnes à tout faire... On les introduit dans l'enseignement pour les titulariser dans les fonctions de répétitrices. On les fait participer à l'élaboration de « stratégies » militaires ou commerciales. On leur demande, avec une insistance qui finira par porter ses fruits, de devenir de parfaites interprètes... Que chacun, que chacune en quête de l'autre, remplisse une fiche qui dise qui on est et à qui on aspire. L'intervention d'une perforatrice suffit alors à transformer en une série de trous, judicieusement disposés dans un carton, les offres et les demandes. L'état du marché si on ose dire, étant ainsi défini, il ne reste plus qu'à l'explorer systématiquement pour découvrir de quoi satisfaire les desiderata de chacun, et ceci d'autant mieux, bien sûr, que le marché est plus large... L'expérience, en l'occurrence, ne coûte pas cher : 3 dollars. En moins de trois mois, plus de 7.000 étudiants des collèges et universités de la Nouvelle-Angleterre confièrent ainsi à une calculatrice le soin de veiller à leur avenir personnel ou à leurs loisirs... N'existe-t-il pas des calculatrices qui, travaillant « en temps réel », peuvent suivre le déroulement des événements au fur et à mesure qu'ils se passent ? Pourquoi ne pas extrapoler l'idée à l'organisation des rencontres optimisées ? »

La société qui a réalisé *l'optimum de séparation* entre les hommes et leur activité, et entre les hommes eux-mêmes, leur redistribue unilatéralement les images de leur propre monde, en tant qu'*information* monopolisée par le pouvoir économico-étatique. Accédant à un nouveau stade de soumission et d'adéquation à sa machinerie en progrès, cette société rêve d'aller au-delà de sa fabrication de l'information comme substitut de la privation de réalité, il s'agit d'expérimenter la fabrication positive de la réalité de l'existence individuelle, comme exécution de l'information existante. Des individus doivent accepter de se *reconnaître*, en eux-mêmes et dans leur relation avec l'autre, selon la fatalité d'un code, supposé libre et objectif. Mais les programmateurs ont dû eux-mêmes être programmés. Les critères de leurs questionnaires établis pour des rencontres sont les mêmes critères sociaux qui ont créé partout la séparation. Si chacun cherche l'autre pour découvrir dans ce rapport l'extériorisation de sa propre réalité, le préservatif du calcul électronique garantit la découverte réciproque *du même mensonge*.

L'expropriation systématique de la communication inter-subjective, la colonisation de la vie quotidienne par une médiation autoritaire, n'est pas un produit nécessaire du développement technique. C'est au contraire cette autonomisation de la puissance sociale qui nécessite que toute technique possible soit pliée à ses fins particulières d'auto-régulation de l'existant. Depuis des dizaines d'années, dans tous les pays, des émetteurs-récepteurs radio, qui permettraient un dialogue toujours ouvert à toutes distances, sont réduits au silence par un contrôle juridique absolu. Leurs utilisateurs, sélectionnés par cette obligation même de se taire, n'ont le droit d'échanger que des messages concernant *leur technique*, ou les conditions météorologiques, ou des S.O.S. pour quelque survie. Cette technique de *communication à la base* est évidemment interdite du fait de la richesse possible de son emploi subversif.

Loisirs culturels et policiers

On ne fait que rappeler une évidence quand on dit que l'urbanisme est policier ; et que le policier, au temps du capitalisme concentré, est volontiers urba-

niste. L'important domaine de la consommation des loisirs entretient avec ces deux spécialités des relations étroites qui sont moins couramment mises en lumière. En 1965, en France, la police a ouvert pour la jeunesse en vacances, que l'ennui eût risqué de conduire à la délinquance « 28 centres de loisirs, 14 contrôlés par les C.R.S. et 14 par les polices urbaines, qui ont touché au total plus de 5.000 adolescents. Et il semble que ce ne soit qu'un début. » (*Le Monde*, 2-9-65). L'auteur de cet article ajoute que les C.R.S. entendent désormais « minimiser leur rôle de force de l'ordre... La création des centres de loisirs pour la jeunesse cet été a été un peu une opération charme de « relations publiques », une sorte de démystification de l'image traditionnelle du policier ». Il convient d'admirer au passage le renversement complet du terme « démystification », préparé par sa longue mode sociologique. Désormais, la mystification sera donc l'image recherchée, baroque, utopique, incompréhensible et pour tout dire situationniste, du policier pouvant agir comme membre d'une force de maintien de l'ordre. Pour une conscience démystifiée, un policier apparaîtra pour ce qu'il est essentiellement : un amuseur, un psychologue, un humaniste. Aussi bien, « il faut installer des hôtesses dans les commissariats de police pour accueillir et renseigner les gens. Cette proposition révolutionnaire a été faite hier par les policiers eux-mêmes, à l'occasion d'une conférence de presse du « Comité intersyndical de la Police et de la Sûreté Nationale »... Car le Comité intersyndical voudrait humaniser les rapports de la police et du public. » (*France-Soir*, 12-6-65). Et *Liaisons*, bulletin d'information de la Préfecture de police, note dans l'éditorial de son n° 97 (6-9-65) que « depuis les temps les plus anciens la Police s'est identifiée à la Cité », et décrit en conséquence l'ampleur de sa tâche : « Sauf en certaines circonstances exceptionnelles où la cohésion nationale devient une réponse instinctive à un destin qui apparaît adverse, la communication entre les divers groupes sociaux s'avère difficile. Chacun d'eux a tendance à s'enfermer en lui-même, à penser et à réagir en fonction de ses préoccupations, de ses aspirations, de son langage propre, au point qu'il arrive parfois que le même mot acquière un sens particulier pour chacun de ceux qui l'utilisent. L'individu ne s'ouvre pas toujours spontanément sur ceux qui ne partagent pas directement ses soucis, et il tend souvent à s'identifier à ceux qui les partagent, ce qui établit un système composite de solidarités partielles parce que limitées à l'un des éléments du « moi ». Le contact, au sens philosophique du terme, devient dès lors difficile, et ce qui devrait être un dialogue n'est alors souvent que la confrontation de deux monologues. La Police doit tenir compte de ces solidarités partielles... » Cette recherche d'une transparence policière, d'un langage de l'aveu

COLOGNE, mercredi

REUNIS à Cologne, des criminologues sont arrivés à la conclusion que la plupart des assassins s'attaquaient à des personnes de leur famille et qu'ils tuaient pendant le week-end, c'est-à-dire entre le vendredi soir et le dimanche matin avant l'heure de la première messe.

L'ESPACE-TEMPS SOCIAL DU CRIME
(« France-Soir », 9-12-65)

cybernétique, d'une solidarité spontanée au-dessus de toutes les séparations sociales réelles, sait orienter ses conclusions vers une perspective éminemment concrète : « Qui dit civilisation dit aménagements matériels, certes, mais aussi concepts moraux, ordre, sécurité. On ne peut donc envisager les développements de l'urbanisation sans envisager, en même temps, les moyens à mettre à la disposition de la Police pour qu'elle puisse faire face à des responsabilités alourdies. Une fois encore, on ne peut se contenter de ce qui est : il faut envisager ce qui sera, et l'on connaît déjà ce futur. »

Dans ce futur déjà connu, qui n'est donc que l'extension spatiale de l'ordre présent, les mégapoliciers auront les moyens de leurs responsabilités alourdies. Selon une dépêche de l'A.F.P. de New York (1-12-65), « une caméra de télévision hors série a été présentée hier à New York : elle peut opérer dans la plus complète obscurité grâce à un laser à hélium qui projette un rayon ultra-rouge. L'appareil pourra être utilisé par la police pour des opérations de surveillance, ainsi qu'à des fins scientifiques ». Mais si les polices représentent toujours l'application prioritaire du développement scientifique, leur fonction s'élargit, du rôle strictement répressif à un rôle d'intégration préventive. C'est ici le corps spécialisé de la Sûreté sociologique qui est sur la brèche. Comment mener la foule atomisée et télévisionnaire des « grands ensembles » du nouvel urbanisme à ce « contact, au sens philosophique du terme », dont la police attend la délicate extirpation de tout « sens particulier » ? C'est le rôle de la culture, la nouvelle marchandise-pilote de l'ère de la consommation des loisirs. L'Etat en France monte une régie pour ce produit, et le drugstore qui l'affiche est appelé « maison de la culture » : c'est justement l'époque qui a fabriqué le plus grand *vide culturel* qui doit entreprendre d'introduire

le musée dans la vie quotidienne, pour y meubler tautologiquement le même vide. En juin 1965 un « Colloque d'animateurs de grands ensembles » s'est tenu, comme il est normal, à Sarcelles. Le *Journal Officiel* du 30 novembre a publié un arrêté instituant des « conseillers artistiques délégués à la création artistique » répartis en autant de « circonscriptions d'action régionale ».

Le spectacle n'étale que la *dévalorisation générale* : l'or de la contestation ancienne y est récupéré, transmué en plomb, et toute valeur possible est *invisible* dans l'univers du spectacle. Ses animateurs sont donc si comiques que nous pouvons nous séparer joyeusement du vieux monde culturel, simple *façade* maintenant pour les manipulateurs d'un « son et lumière » qui éclaire toute la surface sociale dans une même pauvreté factice. A Bourges, que la presse qualifie de « capitale des loisirs culturels » du fait de son premier résultat expérimental prometteur (« 63.000 habitants, 63.000 spectateurs en huit mois » selon la formule de *France-Soir* du 15-11-64), de Gaulle a déclaré lors de sa visite du 15 mai 1965 : « La culture, dans notre monde moderne, ce n'est pas seulement un refuge et une consolation au milieu d'un temps qui est essentiellement mécanique, matérialiste et précipité. C'est aussi la condition de notre civilisation. Parce que, si moderne qu'elle puisse être et plus moderne encore qu'elle doive être, c'est toujours l'esprit qui la commandera... »

« Parfois, il semble que l'esprit s'oublie, se perde ; mais à l'intérieur il est toujours en opposition avec lui-même. Il est progrès intérieur — comme Hamlet dit de l'esprit de son père : « Bien travaillé, vieille taupe ! » — jusqu'à ce qu'il trouve assez de force pour soulever la croûte terrestre qui le sépare du soleil. » (Hegel).

Le rôle de Godard

Dans le cinéma, Godard représente actuellement la pseudo-liberté formelle et la pseudo-critique des habitudes et des valeurs, c'est-à-dire les deux manifestations inséparables de tous les *ersatz* de l'art moderne récupéré. Ainsi tout le monde s'emploie à le présenter comme un artiste incompris, choquant par ses audaces, injustement détesté ; et tout le monde fait son éloge, du magazine *Elle* à Aragon-la-Gâteuse. On développe de la sorte, en dépit du vide critique que Godard trouve devant lui, une sorte de substitut de la fameuse théorie de l'augmentation des résistances en régime socialiste. Plus Godard est salué en génial conducteur de l'art moderne, plus on vole à sa défense contre d'incroyables complots. Chez Godard, la répétition des mêmes balourdises est déconcertante par postulat. Elle excède toute tentative d'explication ; les admirateurs en prennent et en laissent dans une confusion corrolaire à celle de l'auteur, parce qu'ils y reconnaissent l'expression, toujours égale à elle-même, d'une *subjectivité*. C'est bien vrai ; mais cette subjectivité se trouve être au niveau courant du concierge informé par les *mass media*. La « critique » dans Godard ne dépasse jamais l'humour intégré d'un cabaret, d'une revue *Mad*. L'étalage de sa culture recoupe celle de son public, qui a lu précisément les mêmes pages aux mêmes *pocket books* vendus à la bibliothèque de la gare. Les deux vers les plus connus du poème le plus lu du plus surfait des poètes espagnols (« Terribles cinq heures du soir — le sang, je ne veux pas le voir » dans *Pierrot-le-Fou*), voilà la clé de la méthode de Godard. Le plus fameux renégat de l'art révolutionnaire, Aragon, dans *Les Lettres Françaises* du 9 septembre 1965, a rendu à son cadet l'hommage qui, venant d'un tel expert, convient parfaitement : « L'art d'aujourd'hui, c'est Jean-Luc-Godard... D'une beauté surhumaine... Constamment d'une beauté sublime... Il n'y a d'autre précédent que Lautréamont à Godard... Cet enfant de génie. » Les plus naïfs s'y tromperont difficilement après de tels *certificats*.

Godard est un Suisse de Lausanne qui a envié le chic des Suisses de Genève, et de là les Champs-Elysées, et le caractère provincial de cette ascension est la meilleure marque de sa valeur éducative, au moment où il s'agit de faire accéder respectueusement à la culture — « si moderne qu'elle puisse être » — tant de pauvres gens. Nous ne parlons pas ici de l'emploi, finalement conformiste, d'un art qui se voudrait novateur et critique. Nous signalons l'emploi immédiatement conformiste du cinéma par Godard.

Certes, le cinéma, ou aussi la chanson, ont par eux-mêmes des pouvoirs de conditionnement du spectateur ; des beautés, si l'on veut, qui sont à la disposition de ceux qui ont actuellement la parole. Ils peuvent faire jusqu'à un certain point un usage habile de ces pouvoirs. Mais c'est un signe des conditions générales de notre époque, que leur habileté soit si courte, que la grossièreté de leurs liens avec les habitudes dominantes révèle si promptement les décevantes limites de leur jeu. Godard est l'équivalent cinématographique de ce que peuvent être Lefebvre ou Morin dans la critique sociale ; il *possède l'apparence* d'une certaine liberté dans son propos (ici, un minimum de désinvolture par rapport aus dogmes poussiéreux du récit cinématographique). Mais *cette liberté même, ils l'ont prise ailleurs* : dans ce qu'ils ont pu saisir des expériences avancées de l'époque. Ils sont le *Club Méditerranée* de la pensée moderne (voir *infra : L'emballage*

du « *temps libre* »). Ils se servent d'une caricature de la liberté en tant que pacotille vendable, *à la place* de l'authentique. Ceci est pratiqué partout, et aussi pour la liberté d'expression formelle artistique, simple secteur du problème général de la pseudo-communication. L'art « critique » d'un Godard et ses critiques d'art admiratifs s'emploient tous à cacher les problèmes actuels d'une *critique de l'art*, l'expérience réelle, selon les termes de l'I.S., d'une « communication contenant sa propre critique ». En dernière analyse, la fonction présente du godardisme est d'empêcher l'expression situationniste au cinéma.

Aragon développe depuis quelque temps sa théorie du *collage*, dans tout l'art moderne, jusqu'à Godard. Ce n'est rien d'autre qu'une tentative d'interprétation du *détournement*, dans le sens d'une récupération par la culture dominante. Pour le compte d'une éventuelle variante togliattiste du stalinisme français, Garaudy et Aragon s'ouvrent à un modernisme artistique « sans rivages », de même qu'ils passent avec les curés « de l'anathème au dialogue ». Godard peut devenir leur *theilardisme artistique*. En fait le collage, rendu fameux par le cubisme dans la dissolution de l'art plastique, n'est qu'un cas particulier (un moment destructif) du détournement : il est déplacement, *infidélité de l'élément*. Le détournement, primitivement formulé par Lautréamont, est un retour à une fidélité supérieure de l'élément. Dans tous les cas, le détournement est dominé par la dialectique dévalorisation-revalorisation de l'élément, dans le mouvement d'une signification unifiante. Mais le collage de l'élément simplement dévalorisé a connu un vaste champ d'application, bien avant de se constituer en doctrine *pop'art*, dans le snobisme moderniste de l'objet déplacé (la ventouse devenant boîte à épices, etc.).

Cette acceptation de la *dévalorisation* s'étend maintenant à une méthode d'emploi *combinatoire* d'éléments *neutres* et indéfiniment interchangeables. Godard est un exemple particulièrement ennuyeux d'un tel emploi sans négation, sans affirmation, sans qualité.

Décomposition et récupération

La décomposition des valeurs et des formes de l'ancienne communication unilatérale artistique (dans la plastique comme dans tous les aspects du langage) accompagnait ce que l'on appelle vaguement « crise de la communication » dans la société, et qui est en même temps la *concentration monopoliste de la communication unilatérale* (dont les *mass-media* ne sont qu'une expression technique) et la dissolution de toutes les valeurs communes et communiquables, dissolution qui est produite par la victoire d'anihilation qu'a remportée, sur le terrain de l'économie, la valeur d'échange dressée contre la valeur d'usage.

Le sens révolutionnaire qui a dominé tout l'art moderne réel (et dont la perte marque la fin qualitative de cet art moderne) ne peut être compris en dehors d'une perspective de lutte contre les conditions dominantes, c'est-à-dire en dehors du projet d'une nouvelle communication. Les victimes des diverses mystifications de ce projet — du néo-dadaïsme au stalino-sartrisme — admettent en bloc l'originalité et la répétition dans la production intellectuelle moderne, parce qu'ils ne la voient qu'extérieurement; ils sont frappés par un air de famille. Mais cette famille vaut celle de Atrides. Un Pérec, le consommateur des *Choses*, quand il écrit, dans la revue du « stalinisme ouvert » *Partisans*, que « la crise du langage est un refus du réel », ignore le *réel du refus*. Ce « refus du réel » qu'il voit platement sous la forme d'un artiste qui refuse la réalité, est à un tout autre sens le refus de l'artiste par le réel ; la radiographie d'un refus que « le réel » fabriqué socialement oppose aux tendances de la vie réelle. Si, dans l'art moderne, « l'inexprimable est une valeur ; l'indicible est un dogme » (Pérec) c'est parce qu'il s'agit d'un monde dans lequel on ne peut rien dire. Cette constatation *révoltée* de l'art moderne, la néo-littérature des Robbe-Grillet la reprend sans révolte, et même admirativement. Ceci n'est qu'un signe, entre beaucoup d'autres, de la démission généralisée de l'intelligence critique qu'avait entraînée l'écroulement du mouvement révolutionnaire dans les années 20. Un Sartre, au Congrès de Rome de la « Communauté Européenne des Ecrivains », en octobre 1965, se débarrasse de son mieux du problème, trop compliqué pour lui, de l'avant-garde culturelle, en assurant qu'elle n'est concevable *que dans un pays décolonisé*. Et lors d'une « confrontation » — évidemment truquée à la racine — entre croyants et incroyants, à la 17e Semaine des Intellectuels catholiques (fort proche des Semaines de la « pensée » dite marxiste du curé rouge Garaudy), qui rassemblait, autour d'un jésuite, P.H. Chombart de Lauwe et Ricoeur, Philonenko et Balandier, et autres : « Tous furent d'accord pour reconnaître que les sciences humaines ont, à la différence de ce qui se passait au siècle dernier, découvert leurs limites à l'égard du phénomène religieux. » (*Le Monde*, 16-3-65).

Mais déjà la récupération industrielle de la néo-décomposition artistique est organisée sur la plus grande échelle. L' « op'art » passé immédiatement dans la décoration et l'habillement manifeste le moment où l'art qui n'était plus qu'une mode devient directement *l'art de la mode*. On peut lire dans *Elle* du 16 septembre 1965 : « Le style *Elle* 1966 épouse le Op'Art. Ils étaient faits pour s'entendre. Le style *Elle*, c'est une façon de vivre avec son temps, d'adop-

ter le neuf quand il est sérieux et le raisonnable quand il est un peu fou... Laissez entrer chez vous ce délicieux vertige, adoptez l'Op'timiste Op'Art. »

Pop'art et Op'art sont en fait le même *prop-art*, l'art de propagande qui vous presse de *survivre* avec votre temps. Se répandant partout, une machine nommée Abraham Moles espère se faire reconnaître une fonction créatrice en soutenant une théorie des « machines à créer ». Pour les délices des robots, une écriture combinatoire peut composer électroniquement une suite à la poésie, la sculpture, la musique, la peinture, et on en passe. On pouvait apprécier sa maîtrise, aussi bien dans la *Revue d'esthétique* (nº 2, 1965) que pendant une Semaine de plus, en octobre, à Bordeaux, où l'on avait « su persuader Chaban-Delmas de s'intéresser à la chose » (*L'Express*, 3-11-65). Et dans la dernière Biennale de Malraux — « la plus réussie » selon lui — les buts de cette récupération *intégrée* du fragment dévalorisé apparaissaient au mieux. Selon *Le Monde* (30-9-65), toujours candide et satisfait : « Ces confrontations entre jeunes du monde entier montrent que les préoccupations artistiques s'égalisent d'une certaine manière. Français, Italiens, Japonais, Suisses ou Turcs n'offrent rien de fondamentalelent différent. Ce sont les mêmes formes peintes, les mêmes lambeaux collés, les mêmes ferrailles soudées : l'art moderne actuel est vraiment international. Autre constatation : l'artiste se préoccupe aujourd'hui non seulement du tableau, ais aussi de l'art dans la cité. Sculpteurs, peintres et architectes ont mis leurs efforts en commun pour construire ces villes « idéales », ces églises, ces maisons de jeunes... Si l'on veut être tenu au courant des ultimes moments de l'art jeune, c'est avenue du Président-Wilson qu'il faut aller.»

Le holding des survies associées

« Un colloque sur les problèmes de la survie a eu lieu le 2 mars à Paris. Il était organisé par l'Institut international d'études humanistes et le Collège théologique de Paris, que président respectivement Mme Amédée Ponceau et le pasteur Marchal. Au cours de cette réunion à laquelle participaient Mgr Jobit, le philosophe Axelos, les professeurs Birault et Ricœur, des textes de Nietzsche, Simone Weil, Kierkegaard et Saint-Jean-de-la-Croix ont été lus par Germaine Lafaille. »

Le Monde, 6-3-66.

L'emballage du " temps libre "

Notre époque apprendra aux plus conciliants, par son art publicitaire de resservir les restes de toute conclusion critique partielle, que ceux qui parlent *à peu près* des mêmes questions, et qui emploient *presque* les mêmes formules, ne sont pas pour autant « proches », et peuvent exprimer des orientations rigoureusement antagonistes. Une « enquête publicitaire » sur la « maladie des vacances » (insérée dans diverses publications, dont *Le Nouvel Observateur* du 1-4-65) le montre à merveille. Il s'agit de faire l'éloge du « Club Méditerranée », en des termes susceptibles d'y attirer une couche « instruite » mal représentée dans les premières années. Dans le style habituel de *Planète* — « Nous sommes au bord de la métamorphose » ; « c'est ici qu'il faut venir déchiffrer notre civilisation de demain » — le bonimenteur promet qu'on s'y initie « à la pensée et aux arts, à l'histoire et aux sciences », et que « l'amitié naît de tous les gestes » dans « l'organisation-pilote des loisirs de l'Europe, le laboratoire des vacances de l'avenir ». Cette institution a cependant la délicatesse de laisser « aux ministres, aux savants, aux artistes, aux éducateurs, voire aux héros » le soin de « bâtir une nouvelle morale, promouvoir des mœurs plus libres ou réformer la société industrielle », car « son rôle se borne à un douzième de la vie ».

Une organisation des vacances, c'est ce qui prend pour point de départ l'organisation existante du travail, et se dispose à traiter industriellement les déchets de ce travail. Sa pseudo-liberté, c'est le temps réservé à la spontanéité des robots. Comment peuvent-ils se rencontrer ? Sur la base de leur aliénation fondamentale. Le principe de leur 1 /12 d'amitié, c'est, au contraire du mot de Montaigne, « parce que ce n'était pas lui, parce que ce n'était pas moi ». Mais les organisateurs de l'industrie des vacances critiquent fortement l'artisanat des « vacances conventionnelles », dénonçant partout ailleurs un bien réel « nivellement par la médiocrité », dont ils fabriquent seul le remède : « Aujourd'hui, le dimanche de l'homme envahit petit à petit toute la semaine. Que va-t-il faire de cette liberté ? Se créer encore plus d'obligations, de dépendances, d'aliénation ? Et si la grande foire des vacances n'était qu'une drogue, un nouvel opium du peuple ? »

Ainsi se crée — attendant son intégration dans l'Etat : « il n'y a encore dans aucun pays du monde de politique cohérente des loisirs » — une Compagnie pour la vente du plus récent opium des pauvres : *la marchandise-liberté*. Tous les autres esclavages concourent à lui fournir sa clientèle, et sa publicité en prend bonne note : « Que la vie urbaine, dont chacun s'est fait le gardien, l'espion et le professeur auprès de soi-même, ait découpé le temps en tranches pour y cloisonner les hommes, leur cœur, leur force, passe encore... » Le Club Méditerranée aurait mauvaise grâce à ne pas laisser passer ceci, puisqu'il aspire lui-même à une *concession* sur rien de moins qu'une tranche globale d'un douzième de

« Pour un meilleur rendement à l'usine, faites jouer la comédie à patrons et ouvriers »

préconisent les spécialistes du psychodrame réunis en congrès à Paris

L'AUTOGESTION DE L'ALIÉNATION
(« France-Soir », 3-9-64)

« M. Georges Lapassade est un con. »

Internationale Situationniste 9, août 1964.

« Fût-il jamais de siècle où les savants méritassent mieux la devise : Que sais-je ? Ils sont tous tombés dans une plaisante erreur ; ils ont oublié dans chaque science le problème fondamental, celui qui est le pivot de la science entière... C'est une **étourderie méthodique,** puisqu'elle porte régulièrement sur les questions primordiales. »

Charles Fourier. **Théorie des Quatre Mouvements.**

ce temps. « Désormais, grâce aux promesses de l'automation et à la nouvelle psychologie des rapports dans l'entreprise, le travail abandonnera aux loisirs de plus en plus de temps et d'espace. » Cette perspective n'effraie pas les managers qui savent désormais par quoi tenir les gens dans les interstices du travail ; dont ils peuvent du coup admettre qu'il « s'est beaucoup avili, il est même devenu un signe de frustration. Pour beaucoup, il n'est plus qu'un cauchemar nécessaire, un alibi qui rend les vacances possibles... Dans les pays surdéveloppés, les syndicats commencent à réclamer du temps au lieu de réclamer de l'argent ».

Et pour ces vacances, qui seraient tenues d'apporter tant de consolations et de valeurs, les guérisseurs du Club Méditerranée présentent déjà une *idéologie* ambitieuse, qui doit naturellement récupérer, en style combinatoire, le maximum d'échos de la théorie critique moderne. L'acheteur de marchandise-liberté, « pour peu qu'il laisse revenir en lui le goût immémorial du jeu et de la fête, ce qui consiste à improviser au fur et à mesure des règles qui ne servent qu'une fois, il rétablirait la communication coupée avec autrui... On a parlé plus haut du jeu des vacances, mais non pour qu'on le confonde avec les jeux infantiles. Il s'agit du jeu qui, au plus loin qu'on remonte dans les civilisations, a donné naissance aux cérémonies, aux sports, au théâtre, au cirque, aux imaginations de l'art, en un mot à l'intelligence. Restaurer ce jeu, c'est parier que chaque individu, face à des inconnus qui s'offrent à lui à visage découvert pourra cesser d'être le spectateur méfiant ou docile de sa propre vie et au contraire en devenir le créateur. »

Certains envisagent donc cela au Club Méditerranée. Et nous, tout autrement, comme nous l'avons dit quelquefois.

La production de la décadence

« Il y avait déjà les machines construites spécialement pour ne servir à rien. Voici mieux : on vend à New York, pour un dollar, une machine autodévoreuse. Dès que vous appuyez sur un certain bouton rouge, un mécanisme bruyant se met en marche et, lentement, inéluctablement, les pièces composant la machine se coincent, se brisent, tombent. Au bout d'un quart d'heure, il ne reste plus qu'un lugubre amas de tiges, de ressorts, de poulies et d'engrenages désassemblés ! Luxe suprême : la publicité pour vous faire acheter cette machine promet en gros caractères, que l'ensemble — dès qu'on a joué une fois avec — est irrécupérable ! » (*Elle*, du 2-9-65).

En Amérique l'automobile, dont la prolifération réduit toujours plus la valeur d'usage, jusqu'à tendre vers le statut de gadget — les responsables de la circulation à New York commencent à envisager la nécessité d'une interdiction locale de son emploi —, est en 1965 répandue *en deux exemplaires* dans un quart des familles américaines (11 millions). D'après une enquête du *Wall Street Journal*, la motivation des acheteurs est de « posséder ce qu'il y a de mieux », et de susciter l'admiration de leurs voisins : entreprise digne de Sisyphe, puisque les voisins forcément font de même. Ces achats sont suscités, très au-delà du secteur social dont la richesse permet cette accumulation, par la facilité du crédit, le remboursement se voyant étendu à 42 mois, et les garanties à fournir réduites au minimum. De nouveaux gadgets apparaissent, qui tirent parti du considérable accroissement de la criminalité. A New York on enregistre une tentative de viol toutes les six heures, et quelqu'un est attaqué toutes les 12 minutes. Selon un reportage de Michel Gordey, qui constate dans cette ville une « hantise collective du crime » inconnue jusqu'ici (*France-Soir* du 27-7-65), les vitrines et les annonces de journaux offrent « des gadgets destinés à frapper l'assaillant d'un électrochoc de 4.000 volts, des vaporisateurs de poche qui le recouvrent d'une couleur indélébile et le parfument d'une odeur identifiable de très loin (pour faciliter les recherches policières)». 1.200 policiers spéciaux sont affectés à la surveillance du métro où les attaques à main armée et autres crimes ont progressé de 52 % de 1963 à 1964. « Les avenues à grands magasins sont maintenant désertes à la nuit tombée. Lorsque je marche seul, les

rares passants qui m'aperçoivent de loin se mettent à courir. » Un long film documentaire à la T.V. montre l' « auto-défense d'un immeuble » après plusieurs cambriolages et un assassinat : « Les 45 locataires du building et leurs familles se sont groupés en association de défense, les hommes gardent à tour de rôle le vestibule et les ascenseurs, patrouillent dans les sous-sols et les caves. A la fin de l'émission, un commissaire de police apparaît sur l'écran pour encourager d'autres immeubles à « s'organiser » d'une façon analogue et pour donner des conseils pratiques... » Gordey conclut qu'on ne peut « prendre la psychose de New York à la légère. Ce qui se passe à New York, à une échelle supérieure, intéresse toutes les grandes villes en crise de croissance. Nos planificateurs qui étudient l'urbanisme américain pour le Paris de l'an 2000, savent que des crises sociologiques analogues ont déjà surgi ou surgiront sous d'autres formes, en Europe. »

« Le Vietnam révèle la violence permanente qui se cache derrière le sourire et l'urbanité de la vie américaine », écrivait justement en octobre le bulletin du *Vietnam Day Committee*. Cependant le rapport de la commission d'enquête désignée par l'Etat de Californie après le soulèvement de Watts, — qui avoue : « la situation est tellement sérieuse qu'à moins que des mesures adéquates ne soient prises, d'autres troubles encore plus graves pourraient se produire » — accuse les leaders noirs « extrémistes », non seulement d'avoir encouragé les masses à l'émeute, mais de « retarder la solution du problème noir ». On peut même dire que, généralement, les hommes « extrémistes » — dont nous sommes — retardent scandaleusement « la solution définitive du problème de l'homme » au sens concentrationnaire que peuvent programmer les cybernéticiens du pouvoir. Si les contradictions de la barbarie de l'abondance contraignent tous les groupes de la société à l'autodéfense, il faudra seulement redéfinir ici et là les valeurs et le genre de vie à défendre.

Dans *Encounter*, en août 1965, Irving Kristol s'interroge sur l'incroyable révolte des étudiants américains. Il voit bien que l'appui aux revendications noires n'a été que l'occasion et que « le Vietnam lui-même est, en l'occurrence, un prétexte autant qu'une cause » du mouvement amorcé depuis cinq ans. Kristol écrit : « Comment expliquer ce « glissement vers la gauche » des étudiants américains au milieu d'une période de prospérité et sous un gouvernement libéral qui, dans le domaine du paternalisme, étend ses conquêtes avec un dynamisme inattendu ? C'est là une énigme à laquelle, jusqu'à ce jour, aucun sociologue n'a pu répondre. Une explication est, tout simplement, que ces jeunes gens s'ennuient ». Pour un critique qui trouve déjà cela paradoxal, « toutes sortes de paradoxes » en résultent : « Ainsi ces jeunes gens aux idées avancées se sont trouvés dans le cas de ne pouvoir réclamer de leur gouvernement le vote d'un seul texte législatif ».

C'est ici que l'on découvre le mieux la nouveauté, l'originalité, de la contestation qui se cherche actuellement en Amérique, mesurée à la toise de l'étonnement d'Irving Kristol. Celui-ci juge de haut ce qui lui reste incompréhensible : l'apparition d'*étrangers* dans son pays, dans ses habitudes. Mais il montre cette importance qu'il ne voit pas lui-même, quand il constate : « C'est un spectacle étrange que celui d'un mouvement progressiste en quête d'une cause progressiste — car généralement c'est le phénomène inverse qui se produit. »

La transformation d'une société est une affaire toute différente des luttes politiques pour la modification de quelques points précis à l'intérieur d'une société admise. Ici le programme précède le mouvement, là le mouvement précède le programme, qui se fera dans le processus même. Dans cette même zone urbaine surdéveloppée du nord-est des Etats-Unis, où la gigantesque panne d'électricité de novembre, paralysant pendant des heures trente millions d'habitants, a montré quelles possibilités de guérilla présentent les pays hautement industrialisés, la récente tentative d'une Université Libre de New York s'inscrit dans la recherche de la formation d'un tel programme. Le manifeste de la *Free University* déclare vouloir « développer les concepts nécessaires à la compréhension des événements de ce siècle » en « réponse à la banqueroute intellectuelle » de l'ordre éducatif américain. Orientée dès le départ vers une contestation active, cette université autogérée qui se constitue préalablement à toute fixation dans des bâtiments, et se déclare prête à une demi-clandestinité en pouvant exister éparse dans la ville, « est nécessaire parce que, selon nous, les universités américaines ont été réduites à des institutions de servitude intellectuelle. Les étudiants ont été systématiquement déshumanisés, rendus inaptes à régler leur propre vie, sexuellement, politiquement et dans leurs études. » (Adresse de la *Free University of New York* : 20 E. 14th. Street, New York City).

Le décor et les spectateurs du suicide

On se propose de lutter aux Etats-Unis, par l'ouverture de « Centres antisuicides », dont un à l'échelle nationale, contre cette sorte d'épidémie qui, en 1965, venait au dixième rang des causes de décès en Amérique, et au *troisième rang* parmi les jeunes. A propos du suicide inexpliqué de Bernard Durin, âgé de trente-sept ans, employé modèle depuis quinze ans, qui « avait tout pour être heureux » de l'avis unanime de son entourage : « Une fille de dix ans, Agnès,

bonne élève. Une épouse charmante... Un poste de cadre moyen à I.B.M... Un salaire de 2.500 F par mois. Un appartement coquettement meublé en moderne. Une 404. Une télévision, une machine à laver, un réfrigérateur et même un aquarium. » — Ch. Caron écrivait dans *France-Soir* du 24 décembre 1964 : « Le magasin de l'entreprise où travaille Durin, un haut immeuble vitré... Au milieu des bureaux métalliques. A partir de là, des rayonnages à perte de vue. Métalliques. Classeurs métalliques aussi. C'est là que se trouvent les pièces détachées que Durin expédie dans toute la province. Pas de fenêtre. Eclairage au néon. Des horaires décalés : le magasin est ouvert de 7 heures à minuit. Ils changent toutes les deux semaines. Tantôt Durin se lève à 5 h 30 et termine son travail à 16 heures. Tantôt il le commence à 14 h 30 et arrive chez lui à 1 heure du matin. Durin est un employé modèle. On ne sait pas comment le stimuler pour qu'il se dépasse. On lui suggère d'apprendre l'anglais par correspondance. Il le fait. Il étudie donc le soir et aussi le samedi et le dimanche... Quand il quitte le magasin à Vincennes, Durin prend sa 404 pour rentrer chez lui à Bondy. Et ce sont les files de voitures que vous connaissez. Files figées. Durin aperçoit les lumières du grand ensemble H.L.M. de Bondy. Lignes rectilignes. Béton, Un centre commercial au milieu. Personne n'a sa place dans ce casier gigantesque. Bernard Durin occupe l'appartement 1153, au 13, rue Léon-Blum, troisème F.G. C'est ça la vie de Durin : les machines électroniques. Les grands ensembles, les voitures, les réfrigérateurs et les télévisions. C'est ça aussi la mort de Durin. »

On sait que, depuis des années, en Amérique du moins, il était relativement fréquent de voir des désespérés incertains qui, sous l'œil d'une foule émue, menaçaient de se jeter dans le vide. Blasé ou sollicité par des spectacles mieux construits, le public ne veut désormais accorder son attention à un de ses concitoyens ainsi reconnu comme « vedette sauvage » qu'à la condition que l'on saute vite. A notre connaissance, c'est le 16 avril 1964 que cette nouvelle tendance s'est manifestée pour la première fois, à Albany, dans l'Etat de New-York. Alors que Richard Reinemann, âgé de dix-neuf ans, hésitait depuis bientôt deux heures sur la corniche d'un douzième étage, quatre mille personnes impatientées lui criaient : « Saute ! » On a même observé une femme qui expliquait : « Je ne peux pas attendre toute la nuit, j'ai déjà manqué mon programme de T.V. préféré. »

Les aventures du résultat parcellaire

Les découvertes de la psychanalyse, comme le pensait Freud, étaient finalement inacceptables pour l'ordre social dominant — pour toute société fondée sur une hiérarchie répressive. Mais la position « centriste » de Freud, issue de son identification absolue et supra-temporelle entre la « civilisation » et la répression par une exploitation du travail, et donc son maniement d'une vérité critique partielle à l'intérieur d'un système global non-critiqué, menait la psychanalyse à être officiellement « reconnue » sous toutes les variantes dégradées qu'elle peut inspirer, sans pourtant être acceptée dans sa vérité : son usage critique *possible*. Bien sûr, cet échec n'est pas imputable à Freud précisément, mais bien plutôt à l'effondrement du mouvement révolutionnaire dans les années 20, seule force qui eût pu porter les données critiques de la psychanalyse à une réalisation. La période de réaction extrême qui suivit en Europe chassa même les partisans du « centrisme » psychanalytique. Les débris psychanalytiques qui, en Occident au moins, sont à la mode maintenant, se sont tous développés à partir de cette démission initiale, qui a fait admettre en tant que verbiage ce qui ne pouvait être admis dans son authenticité critique. En acceptant de perdre sa pointe révolutionnaire, la psychanalyse s'est exposée *à la fois* à être utilisée par tous les gardiens du sommeil existant et à être tancée pour son insuffisance par le tout-venant des psychiâtres ou des moralistes.

C'est ainsi que le professeur Baruk, dont on entend dire qu'il fait merveille depuis près d'un demi-siècle comme médecin-chef de Charenton, a été très remarqué lors de la dernière session des « Entretiens de Bichat », quand il a pourfendu la psychanalyse — il pense avoir trouvé bien mieux — en reprochant à Freud de n'avoir pas cherché d'autre solution que « dans l'assouvissement de l'individu au détriment de la société ». Mais d'autres défenseurs de la société, parallèlement ont entrepris depuis cinq ans l'expérience, émouvante pour le Concile, d'une psychanalyse systématique de tous les bénédictins d'un monastère de Cuernavaca, au Mexique. *Under the volcano* toute la racaille des asiles et du teilhardisme néo-romain travaille à récupérer les souvenirs d'une des plus redoutables éruptions qui aient jusqu'ici commencé à faire trembler l'ordre moral. Et dans les salons parisiens, pour l'admiration des imbéciles, un Lacan reprend la recette d'Heidegger (qui a si bien réussi à ce dernier que beaucoup de beaux esprits refusent d'admettre qu'un penseur si profond ait pu réellement être nazi). Heidegger et Lacan transportent chez eux, sans autre motif que celui d'éblouir la galerie, cet émiettement obscur du langage qu'ils ont trouvé dans la phase ultime de l'écriture poétique moderne (cet émiettement ayant eu *là* un sens profond). Ils reprennent ce style, au dernier degré du talent littéraire, mais dans leur « discipline ». C'est alors le sérieux supposé du philosophe ou du psychanalyste qui valorise l'obscurité qui fut

tant critiquée, comme jeu gratuit et attentatoire au confort du lecteur, chez les derniers poètes. Mais en retour l'obscurité, ici réellement creuse et pompeuse, couvre le néant de leur propos, et permet à l'un et l'autre de monter le *show* culturel d'une suite à ces vieilles formes philosophantes de la *pensée séparée*, qui sont depuis longtemps séparées de la pensée, pétrifiées, mortes. Leur modernisme s'habille à Pompéï.

L'année politique 1965 : une anthologie des actes manqués

L'année 1965, parachevée ça et là par les premières semaines de 1966, a été une sorte de revue complète des échecs de toutes les variantes de pouvoir existant, comme de ses solutions de rechange oppositionnelles. L'ordre présent n'a encore été menacé par aucune négation, mais partout son propre fonctionnement a accumulé les faux-pas, les paralysies et les déboires. Le monde actuel étant déjà une unité, par son économie et ses impératifs répressifs, aucun des pouvoirs qui le tiennent ne parvient à le dominer réellement, ou à l'équilibrer dans un partage satisfaisant, ni à lui imposer où que ce soit une orientation pouvant prétendre à la rationalité. Et même aucun pouvoir, en dépit du prix qu'il est capable de payer et de faire payer aux autres, n'a su mener à bonne fin aucun de ses projets.

Le mythe du « camp socialiste » a achevé de se décomposer dans les empoignades publiques de ses gouvernements, englobant maintenant les échanges d'injures entre Cuba et la Chine. Toutes ses subdivisions, et la Chine en tête, ont montré leur incapacité de répliquer effectivement à l'attaque ouverte des Etats-Unis, au Vietnam et ailleurs. Le « sens de l'histoire » cuisiné à la sauce Staline-Mao est bafoué par l'offensive générale américaine, depuis la « crise des fusées » à Cuba, « débandade complète — qui ouvre une nouvelle période dans l'équilibre du partage mondial », comme nous l'écrivions dans l'*I.S.* en janvier 1963, montrant alors que le jeu commun russo-américain — ne pas faire la guerre thermonucléaire mais « en s'élevant toujours plus haut dans le spectacle de la guerre possible » — menait la Russie à subir les conséquences de son « mauvais calcul sur la stratégie planétaire théâtrale ». L'accélération de la dissociation de l'union internationale bureaucratique s'en est suivie, sur le plan politico-militaire comme sur le plan idéologique.

Causes plus profondes, les difficultés internes des Etats bureaucratiques ne cessent de se révéler. Ces difficultés qui ont leur source dans la gestion de l'industrie, et encore plus apparemment dans celle de l'agriculture, se montrent partout dans la sphère du contrôle politique de tous les aspects de la vie. En Russie, l'opposition clandestine des intellectuels s'étend. A Cuba, on épure les « homosexuels » de l'Université de La Havane ; l'affolement créé par les tentatives d'assassinat de Castro mesure la réalité « socialiste » d'un régime qui dépend d'un seul homme ; et l'autocritique de l'accusé Cubela, révolutionnaire qui s'est « livré à la débauche » et ne « comprend pas » comment il a pu en venir à comploter contre Castro qu'il aime, fait réapparaître le Boukharine des procès de Moscou. Le *Quotidien du Peuple*, en août 1965, admet un « écart inévitable du niveau des consommateurs permis et nécessaire en société socialiste » (idéologie de l'extension des couches qui peuvent bénéficier de la répartition bureaucratique de la plus-value). Et la cour suprême de la République fédérative de Russie décide de combattre la délinquance juvénile en poursuivant les parents (*Associated Press*, Moscou, 2-6-65) c'est-à-dire de tenir les familles pour légalement responsables de l'emploi direct de leur autorité nécessaire à l'Etat.

Les Etats-Unis, disposant des plus puissantes ressources, et se trouvant en mesure de les jeter dans une zone toujours plus vaste, ont subi le moins d'échecs définitifs ; mais nulle part cependant ils ne sont allés jusqu'au succès. Alors qu'à l'intérieur les émeutes noires et la révolte dans la jeunesse universitaire, qui représente à ce stade du développement économique une couche considérable de la société (numériquement, cinq millions), commencent à éclairer l'approche d'une crise d'un nouveau genre, l'intervention militaire massive outre-mer n'a pas brisé la résistance des combattants vietnamiens, ni même *rétabli l'ordre* au profit des généraux de Saint-Domingue. En revanche, une guerre de partisans a désormais commencé dans une très grande partie de l'Amérique latine. En fonction directe de leur poids, les Etats-Unis vont s'enliser dans d'interminables conflits : le malheur de leur politique, c'est qu'ils doivent toujours s'opposer au changement précisément là où un changement est le plus nécessaire et urgent ; et toutes les calculatrices de leurs psychosociologues ne pourront pas les en délivrer.

La gestion de réserve du capitalisme occidental (le modèle du réformisme socialisant) vient de refaire ses preuves : pour l'Allemagne, c'est en n'arrivant pas au pouvoir ; et pour l'Angleterre, c'est en y arrivant. L'ex-social-démocratie allemande a été repoussée aux élections de septembre, presque par hasard, car « l'écrivain engagé » Günther Grass était peut-être le seul à ignorer que le ralliement aux principes démo-chrétiens avait été perfectionné jusqu'à empêcher qu'on s'en distingue en quoi que ce fût. Ce qui faisait dire à un membre de l'état-major de Willy Brandt, d'après

Le Monde (14-9-65) : « Même si nous ne gagnons pas, nous avons cette année remporté un triomphe. Plus personne, ou presque, ne nous tient pour des rouges. » Sans tenir Wilson pour un rouge, on peut être frappé par le sens de l'humour dont il fait preuve depuis la victoire électorale de la gauche anglaise. Le gouvernement travailliste a applaudi comme personne les massacres américains au Vietnam. Contre la sécession des racistes de sa colonie de Rhodésie, il a été nettement pire que de Gaulle, bien qu'il n'ait pas été porté au pouvoir par un complot des colons de Salisbury. Son principal travail à l'intérieur, c'est de faire des syndicats les exécutants parfaits des décisions économiques du pouvoir ; et surtout d'essayer de réduire complètement les ouvriers au rôle d'exécutants des ordres syndicaux, par des lois contre les « grèves sauvages ». Et pourtant l'installation de Wilson avait amené les représailles classiques du « mur d'argent », que tous les analystes de la « société industrielle » tenaient pour impossibles depuis 1924 ; ce qui avait même emporté *Le Monde* (23-12-64) jusqu'à cette terrible conclusion : « La grande leçon à tirer de la crise britannique actuelle, c'est que les sociétés occidentales restent dominées par le capitalisme. »

Quant à ce que l'on appelle, dans les journaux, le « Tiers-Monde », il vient de connaître une accumulation fantastique d'effondrements, dont pas une de ses prétentions et de ses espérances trompeuses ne se relèvera. Effondrement du « camp progressiste » dans le monde arabe, dont il ne reste que des fragments de pouvoir, aussi fragiles que les pouvoirs du camp réactionnaire au service de l'Occident. En Egypte, la gestion bureaucratique-militaire accumule les échecs et voit monter les complots des forces les plus obscures. Elle n'est pas plus heureuse à l'extérieur : au Yemen où l'on marchande la jeune république avec l'Arabie séoudite ; en Irak où la reconnaissance du « nassérisme de droite » a fini par légitimer le pouvoir de la droite toute pure, et le retour des ministres d'avant 1958. Le Baas, chassé d'Irak et réduit à sa « province syrienne » s'y entredévore en fractions putschistes. Militaires et civils, « extrémistes » et modérés se succèdent aussi vainement au pouvoir, toutes les « personnalités » du parti, et toutes ses chances, s'y sont usées. Le Benbellisme s'est écroulé en une seule nuit.

L'effondrement des bases du rassemblement « révolutionnaire » des Etats africains est aussi complet. L'Organisation de l'Unité Africaine, quasiment inexistante, s'est condamnée au lendemain de la proclamation d'indépendance de la Rhodésie, faute d'accepter le risque d'une intervention armée dans ce pays. Elle s'est même avouée incapable de rompre avec l'Angleterre, après l'avoir annoncé à la face du monde dans un ultimatum à très courte échéance. Au Ghana, le « Rédempteur » Nkrumah et son parti unique se sont évanouis instantanément devant un simple complot militaire, comme six autres régimes du continent dans les jours précédents. Ces faits sont autant d'échecs supplémentaires pour l'extravagante politique étrangère de Pékin.

Rien n'est si gros cependant que l'effondrement sanglant du stalinisme indonésien, que sa manie bureaucratique a aveuglé jusqu'à n'attendre la prise du pouvoir que du complot et de la révolution de palais, alors qu'il contrôlait un immense mouvement de masses qu'il a mené à l'anéantissement sans l'avoir fait combattre (on avance maintenant le chiffre de 300.000 exécutions). Bien que l'imperturbable Soekarno plane encore au-dessus des différents subalternes entre ses fidèles, le « Second Bandoeng » déjà impossible à réunir à Alger a perdu ses meilleures vedettes. Le « socialisme » neutraliste indien a débouché sur la guerre du Pendjab, la répression militaire des minorités et des manifestations de travailleurs, la famine. Ainsi la fraternisation spectaculaire des Etats afroasiatiques, déchirée par les pressions d'impérialismes rivaux, avoue en mourant qu'elle n'avait d'existence que dans l'illusion.

Comme toutes les répressions en cours un peu partout échouent aussi, cette cascade d'échecs définit un monde lamentable, où personne n'arrive à ses fins ; où le déroulement des événements est tout autre que ne le concevait la volonté de ceux qui croient le diriger ; où la ruse de la marchandise continue à égarer l'histoire humaine. Cette successsion de gags désopilants dans la comédie du pouvoir n'est que l'expression politique du divorce universel entre tous les systèmes et toutes les réalités.



18 h. 30 (13 h. 30 à New York). – Paul VI rencontre le président Johnson à l'hôtel Waldorf Astoria, Park Avenue

L'ÉVÉNEMENT SPECTACULAIRE EN 1965, CONTENU ET FORME DE TRANSMISSION (« France-Soir », 5-10-65).

Moyens et buts actuels du jeu

Marcel Giuglaris a décrit, dans *France-Soir* du 4 août 1965, la vaste construction d'un territoire et d'une série d'événements par l'armée américaine, entreprise avec d'immenses moyens pour expérimenter l'application de son effort de guerre au Vietnam : « Si une date devait être choisie pour marquer le changement dans la conception stratégique américaine dans la guerre du Vietnam, c'est celle de l'opération « Silver Land » qu'il faudrait choisir. A partir d'elle, les Américains n'improvisent plus. Avec toute la minutie qu'ils savent y mettre, ils répètent sur la côte ouest des Etats-Unis toute action qu'ils entreprendront au Vietnam. Au printemps de cette année 1965, sur une zone couvrant tout l'ouest des Etats-Unis, de Seattle à la frontière mexicaine, en bordure de côte, soit plus de 2.000 kilomètres, jusqu'au-delà de Las Vegas, dans l'intérieur, soit sur plus de 1.000 kilomètres de profondeur, les Américains posèrent des calques de pays : *Lancelot* (Sud-Vietnam) — couvrant la basse Californie — fut « un pays où, depuis 1964, des guerilleros harcèlent tellement les forces gouvernementales qu'en décembre Lancelot a fait appel aux Nations Unies et demandé l'assistance militaire américaine ». *Merlin* (Nord-Vietnam), au nord de *Lancelot*, est un pays soumis à un pouvoir dictatorial qui inspire, arme, ravitaille, aide les guerilleros de Lancelot. *Modred* (Chine), grand pays s'étendant au-delà de *Merlin*, possédant des armes nucléaires, est de même obédience politique que *Merlin*, pays qu'il tient d'ailleurs dans son orbite. *Neutrala* 1 et *Neutrala* 2 (Laos et Cambodge), enfin, pays plus ou moins neutres, bordent *Merlin* et *Lancelot*. Il n'est pas besoin d'être grand expert pour s'apercevoir des ressemblances : au cas où celles-ci échapperaient, à *Lancelot*, autour de *Camelot*, une agglomération côtière, on avait reconstruit six villages vietnamiens, avec odeurs, poules et cochons noirs. Faute d'autochtones, et pour qu'il y ait quand même des difficultés de langue, on avait installé là des gens ne parlant qu'espagnol, des Mexicains sans doute... « Silver Land » mettait en jeu non seulement 80 navires allant des porte-avions à des sous-marins nucléaires mais aussi des dizaines de milliers d'hommes. Le scénario fut compliqué à souhait. Il se modifia d'ailleurs tellement en cours d'exercice, et avec des préavis si courts, que nombre de chefs d'unité n'en dormaient plus. »

Par son importance matérielle et par sa futilité, par son aliénation du ludique et l'ignominie pratique de ses objectifs, ce *Kriegspiel* américain peut être considéré comme l'exemple inverse de la notion de « situation construite », que nous avons formée pour traiter des possibilités libératrices de ce temps.

" Le Monde " comme reflet

Le Monde est le plus réputé des journaux de langue française. A côté du journalisme courant, il représente l'information de qualité : ses rédacteurs ont un certain talent, et ce journal n'est pas prisonnier du fait brut quotidien ; il essaie d'en montrer l'origine et le mouvement. Quant à sa position générale, c'est l'impartialité, le respect des faits, le maintien de ces valeurs intellectuelles dont se recommandait autrefois la bourgeoisie éclairée. Ainsi, toute culture étant devenue l'affaire de prestige que l'on sait, *Le Monde* signifie d'abord une valorisation intellectuelle illusoire pour la majorité de ses lecteurs ; ensuite — ce qui n'est pas contradictoire — il apporte le maximum de l'information accessible dans les conditions existantes, et il est effectivement lu surtout par *les cadres* de l'administration et de l'économie.

Le respect absolu du fait, dans *Le Monde*, est le respect absolu de ce qui est fait, la compréhension bienveillante de l'accompli, la politesse également accordée, au-delà des affrontements idéologiques, à tous les possesseurs, reconnus comme fondamentalement égaux, d'une *raison d'Etat. Le Monde* critique très souvent le pouvoir, en France et dans tout autre pays, mais c'est toujours du point de vue de l'intérêt optimum du pouvoir. Le pouvoir est toujours crédité d'une bonne volonté universelle, et *Le Monde* lui présente noblement des remontrances qui voudraient l'améliorer. Les faits qui s'opposent à un pouvoir ne sont pas cachés, quand ils apparaissent *au-delà d'un certain degré d'évidence ;* mais on assure qu'ils seront maîtrisés, ou l'on déplore qu'ils ne semblent pas devoir l'être aisément. Un coup de force quelconque change-t-il la légalité de la veille ? *Le Monde* s'emploiera immédiatement à justifier les successeurs. On est dans l'heure oints du droit divin du pouvoir. La reconnaissance empressée de tous les pouvoirs à la fois est la meilleure expression de ce cynisme et de cette naïveté qui sont inséparables de l'information impartiale. Le réalisme du *Monde*, c'est d'admettre que tous les pouvoirs se valent ; la futilité, c'est de croire que sa lucidité au détail vaut mieux que celle d'un pouvoir quelconque. *Le Monde* n'a *critiqué* aucun pouvoir ; et ne l'a donc jamais compris mieux que ce pouvoir ne peut lui-même se comprendre. *Le Monde* est précisément sur la position de ce spectateur instruit et respectueux qu'il contribue à former parmi ses lecteurs.

Après la récente campagne électorale en France, manifestation certaine de la plus absolue « dépolitisation » qui fut jamais, puisque les électeurs choisirent en masse de déléguer tous leurs pouvoirs, pour sept ans, à l'un ou l'autre des deux personnages

qui ne leur laissaient même pas la plus mince possibilité de rêver sur un programme ni sur un contrôle de leurs actes ultérieurs, *Le Monde* a affirmé la repolitisation des Français. Cette trouvaille, répétée sans répit, est exactement résumée dans cet exorde d'un « certain nombre d'organisations et de personnalités » qui veulent faire à Grenoble, le 30 avril, une « rencontre socialiste » dont le ton sera à l'avenant : « Les élections présidentielles ont prouvé que, contrairement à certaines interprétations pessimistes des tendances de la « société industrielle », l'opinion française ne se désintéressait nullement des affaires publiques. » (26-1-66). Ce ton d'apologie réservée rencontre ses plus pittoresques difficultés quand il s'agit de faire l'éloge du « socialisme » bureaucratique, qui ne rend pas la tâche facile à ses admirateurs (voyez Sartre lui-même à certaines heures de sa carrière). Maurice Duverger écrivait dans *Le Monde* du 10 décembre : « Il y a dix ans, la domination de l'U.R.S.S. sur l'Europe orientale révoltait justement les consciences de l'Occident et rejaillissait sur le communisme tout entier. Les choses ont beaucoup changé depuis lors, et elles vont changer plus encore. » A lire cette phrase, on peut seulement comprendre que ce sont les consciences en question qui ont changé. Dix ans, c'est bien long, on comprend leur fatigue. Mais voilà les mêmes consciences qui sursautent d'avoir encore à servir, quand elles croyaient atteindre enfin le droit de s'écraser. Après la condamnation des écrivains satiriques Daniel et Siniavski, *Le Monde* écrit dans son « bulletin de l'étranger » du 16 février : « Une cinquantaine d'années après la révolution et alors qu'elle obtient des succès remarquables dans la conquête du cosmos, l'U.R.S.S. s'acharne sur deux écrivains... La déception est grande pour tous ceux qui voyaient l'U.R.S.S., exorcisée de ses démons staliniens, évoluer vers une véritable démocratie socialiste. » Les déceptions de ce genre seront toujours fréquentes chez ceux qui assimilent le succès d'une révolution à une démocratie socialiste dont les effets ne seraient constatables que sur la Lune. Mais il suffit qu'un Aragon, connu de tous pour trente-cinq ans de dévouement absolu aux plus criminelles impostures, soit désigné pour exprimer une légère réserve du stalinisme français, l'espérance des *afficionados* de la démocratisation bureaucratique rebondit jusqu'au cosmos !

De ce qui se passe en Algérie, *Le Monde* n'extrait pour ses lecteurs que quelques tracts choisis pour leur caractère inoffensif. Des pressions algériennes l'ont dissuadé d'en citer d'autres (cf. son plaidoyer du 27-8-65, après quelques saisies : « Est-ce là le grief que certaines autorités d'Alger font au *Monde*? »). Et quand il lui faut parler des violentes manifestations de rue et de la première grève des étudiants d'Alger (1-2-66), c'est pour mêler à son diagnostic désolé l'hommage aux belles âmes du boumediennisme, qui en une heure prirent la place de son précédent héros, Ben Bella : « Ces événements illustrent le divorce de plus en plus net entre l'Union Nationale des Etudiants Algériens et le F.L.N. Les rapports n'étant guère meilleurs entre l'U.G.T.A. et le parti, il apparaît que les principales organisations nationales demeurent réservées à l'égard d'un régime dont la stabilité ne repose actuellement que sur l'armée et la police, en dépit des efforts sincères pour remédier aux abus de l'ancien régime. » *Le Monde* est *le journal officiel de tous les pouvoirs.* C'est à ce titre que nous l'utilisons.

Les mots et leurs employeurs (suite)

« Le président Johnson s'adressant à plusieurs milliers d'étudiants, qui ont effectué des stages cet été dans divers organismes gouvernementaux, les a salués en tant que « camarades révolutionnaires ». Toute ma vie, leur a-t-il dit, j'ai été révolutionnaire, luttant contre le sectarisme, le paupérisme, et l'injustice. »

A.P., Washington, 5-8-65.

■ ***Annie Jansen :***
anarchiste, sympathique. (17 cm. Columbia.)

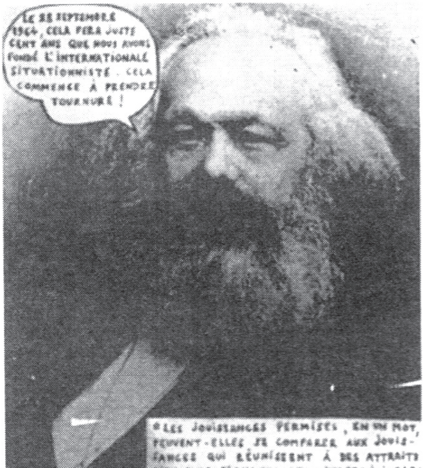
(« Elle », 21-10-65)

Pour ne pas comprendre l'I.S.

On pouvait lire, dans *Le Monde Libertaire* de décembre 1964 : « L'I.S., incontestablement, est en pointe dans la critique révolutionnaire de la vie quotidienne. Un domaine, cependant, qui est loin d'avoir perdu son importance, lui échappe : le travail. » Cependant, nous croyons n'avoir à peu près jamais traité d'autre problème que celui du travail à notre époque : ses conditions, ses contradictions, ses résultats. L'erreur du *Monde Libertaire* provient peut-être des habitudes de la pensée non-dialectique, qui *isole* un aspect de la réalité sur le terrain qu'il est convenu de lui reconnaître, et ainsi ne peut le traiter que conventionnellement.

Rendant compte du numéro spécial du *Times* consacré précédemment à l'avant-garde, *Le Figaro Littéraire* du 3 septembre 1964 écrivait : « C'est ainsi que s'affrontent d'une page à l'autre Michèle Bernstein et Jörgen Nash. Tous deux prônent le « situationnisme international ». Tous deux veulent que l'art ne soit plus séparé du monde, transformer la société de façon que l'individu soit libre de « jouer sa vie ». Et pourtant Michèle Bernstein exclut Nash. On touche ici à l'un de traits de l'avant-garde... Elle a le goût de l'absolu. » Il semble que le recours à un absolu du « situationnisme » soit tout à fait hors de propos pour se défaire d'un Nash. Il n'est vraiment pas difficile de s'y retrouver *relativement*.

En Hollande, le *Rotterdamsch Nieuwsblad* du 5 décembre 1964 a consacré une page à l'étude des « Traits situationnistes dans le visage de notre époque ». Ce titre introduit un visage peu avenant puisqu'on y trouve, s'embrouillant avec l'I.S., du nashisme, du happening, et même la photo du royaliste d'avant-garde Georges Mathieu, là encore *prétendant* malheureux. On y appelle Debord « le grand prophète du mouvement », et c'est pour s'étonner qu'il refuse le terme « situationnisme ». Dans cet article, il n'y a que la sottise qui apparaisse *sans mélange*.



TRACT SITUATIONNISTE POUR LE CENTENAIRE DE L'A.I.T.

« Ce mouvement, patronné par M. Bernstein et G. Debord entre autres, dont les préoccupations sont en quelque sorte comparables, avec cent ans de retard, à celles des jeunes hégéliens, et surtout du Marx des **Manuscrits de 44...** C'est dire que leur programme vise et suppose possible la Révolution. »

Arts (9-6-65).

Passons sur des dizaines d'articles confusionnistes dans la presse scandinave, guère mieux que leur modèle à tous paru dans *Politiken* du 11 octobre 1964, cherchant gravement les raisons de la « déviation nashiste », qui avait flatté le patriotisme local. Nous sommes aussi mal compris (mal traduits, mal cités) dans le n° 2 du bulletin *Anschlag*, qui exprime une timide recherche d'une position radicale en Allemagne. Et plus mal encore, par exemple, dans l'article élogieux mais inintelligent qu'un lapassadiste, René Lourau, avait cru devoir consacrer à l'I.S. dans le n° 82 de la revue *Tour de Feu*. Rien ne vaut cependant l'étrange allusion de Paolo Marinotti, directeur du Centre International des Arts et Coutumes, de Venise, dans une publication de ce Centre rendant compte d'une exposition antérieure de Jorn au Palazzo Grassi. Jorn ayant figuré parmi les fondateurs de l'I.S., et s'étant vu depuis reconnaître d'autres mérites, Marinotti écrit : « Souvenons-nous du Mouvement pour un Bauhaus Imaginiste et de cette « Internationale Situationniste » tous deux fondés par Jorn de 1954 à 1962. » Voilà un historien obscur. Cela veut-il dire que l'I.S. s'est achevée en 1962 ? Nous ne sommes pas encore un objet si reposant pour l'histoire culturelle. Ou bien Marinotti veut-il dire que Jorn a fondé son premier mouvement en 1954 et l'I.S. en 1962 ? Ceci nous rajeunit. Mais la phrase ne doit-elle pas plutôt s'entendre à ce sens : Jorn a mis huit ans pour fonder les deux mouvements. S'il devait agir seul, on conçoit la durée de ce travail d'Hercule ! Mais une question plus profonde se pose, préalable au lyrisme du Directeur Marinotti : comment peut-on *se souvenir* de ce que l'on n'a pas encore *connu*?

Quant à l'ex-*Observateur*, peu avant de disparaître (1-10-64), dans un petit écho plaisamment intitulé « La Révolution par les génies », il lui avait plu de reconnaître que notre revue méritait « d'être considérée de près » pour son « approche révolutionnaire du monde moderne à tous ses niveaux », et ceci « malgré les outrances ». Sur ce point, rien ne nous instruira. Comme Pancho Villa à la fin du beau film de Jack Conway, nous pouvons seulement demander : « Quelles outrances ? »

L'idéologie du dialogue

La rupture pratique des situationnistes avec les approbateurs de tout fragment de l'ordre actuel (particulièrement visible à l'égard des *responsables* de la culture et de la politique de la soumission) — ainsi que son cas-limite : l'exclusion de quelques

membres de l'I.S. — quoiqu'étant l'attitude la plus naturelle qui découle immédiatement de nos positions fondamentales, se trouve être aussi la plus mal comprise ; c'est à propos de ceci que certains commentateurs ont répandu le plus d'interprétations hostiles, jusqu'à inquiéter des gens à demi informés. La réalité est, dans ce cas précis, fort simple. Ceux qui acceptent une ou plusieurs variantes du faux dialogue existant se font les défenseurs d'un nouveau genre de *libre-échange*, au nom d'un droit abstrait au dialogue à n'importe quel prix (prix à payer en concessions avouées au mensonge), et nous reprochent d'interrompre le *faux dialogue*. C'est pourtant en ceci, et pas autrement, que nous pouvons être porteurs de la réalité du dialogue. Sur le problème de l'exclusion, nous croyons avoir fait progresser par l'expérimentation le modèle désirable d'une organisation non-hiérarchisée d'un *projet commun*, qui ne peut être soutenu que par l'auto-discipline des individus, s'éprouvant dans la cohérence des théories et des actes par lesquels chacun peut prétendre engager tous les autres. L'unilatéralité des conceptions de Stirner sur les rapports de l'égoïste et de l'organisation qu'il prend et quitte selon son caprice (bien qu'elle soit porteuse d'un noyau de vérité sur *cet aspect* de la liberté) ne permet à son fantôme d' « organisation » passive et désarmée aucune base indépendante. Elle n'est organisation que pour attirer momentanément *un seul* « égoïste » dont le jeu personnel méprisera justement le sociocentrisme grossier de cette organisation quelconque (et, de fait, l'individu stirnérien peut aussi bien entrer dans l'association la plus réactionnaire pour en tirer son profit personnel). Mais toute association libre — « un lien, pas un pouvoir » — où plusieurs individus se rencontrent sur une base commune ne peut être l'objet passif d'un seul caprice. Ceux qui ne veulent ni juger ni commander doivent *rejeter* toute personne dont la conduite prétend les engager. Quand l'I.S. exclut quelqu'un, nous ne demandons pas à cet individu des comptes sur sa vie, mais *sur la nôtre*, sur le projet commun qu'il voudrait falsifier (pour des buts ennemis, ou bien par manque de discernement). Chacun reste libre, à nos yeux, pour lui-même — que cette liberté soit généralement pauvre est un autre problème, sans lequel il n'y aurait aucun besoin d'entreprises comme l'I.S. actuellement — et, en rendant à sa seule liberté un individu qui est toujours resté autonome, nous signifions seulement que cette autonomie n'a pu s'exercer dans notre projet commun. Repoussant quelqu'un, d'après les règles du jeu qu'il avait cru accepter, ou feint d'accepter, c'est *notre propre démission* que nous repoussons.

Nous croyons utile de préciser ce propos par des extraits de deux lettres adressées récemment à un de nos correspondants en Europe de l'Est.

(Première lettre). Telles de nos positions théoriques (sur le jeu, le langage, etc.) non seulement risqueraient de devenir mensongères et sans valeur, mais encore *seraient déjà* aujourd'hui sans valeur si nous les soutenions en coexistence avec le dogmatisme d'une doctrine, quelle qu'elle soit. Nous pensons tous comme vous, que « la liberté d'aller par tous les chemins inaccoutumés » doit être absolue (et non seulement sur le plan artistique ou théorique, mais dans tous les aspects de la vie pratique). Pour mille raisons, dont l'expérience de l'Est est la plus évidente, nous savons qu'une idéologie au pouvoir fait passer toute vérité partielle au mensonge absolu... Nous ne sommes pas un *pouvoir* dans la société, et ainsi nos « exclusions » ne signifient que notre propre liberté de nous distinguer du confusionnisme autour de nous ou même parmi nous, lequel est beaucoup plus près de ce pouvoir social existant, et en a tous les avantages. Nous n'avons jamais voulu empêcher qui que ce soit d'exprimer ses idées ou de faire ce qu'il veut (et nous n'avons jamais cherché à être en position pratique pour faire pression dans ce sens). Nous refusons seulement *d'y être mêlés nous-mêmes*, contre nos convictions et nos goûts. Notez que ceci est d'autant plus vital que nous n'avons presqu'aucune liberté d'exprimer nos propres convictions et goûts tels qu'ils sont réellement, du fait de leur caractère nettement contre le courant. Notre « intolérance » n'est jamais qu'une réponse — bien limitée — à l'intolérance et l'exclusion pratiquement très solides que *nous rencontrons partout*, dans « l'intelligentsia installée » particulièrement, (considérablement plus fortes que celles dont le surréalisme a pu pâtir), et qui ne nous surprennent guère. De même que nous ne sommes à aucun degré un pouvoir de contrôle dans la société, nous *refusons de le devenir* un jour à la faveur de quelque modification politique (nous sommes en cette matière partisans de *l'autogestion radicale*, des conseils de travailleurs abolissant tout pouvoir étatique ou même « théorique » séparé) ; et nous refusons même de nous transformer en pouvoir quelconque, à la petite échelle qui nous serait actuellement permise, quand nous n'acceptons pas d'enrôler des *disciples* qui nous donneraient, en même temps que ce droit de contrôle et de direction *sur eux*, une valeur sociale reconnue plus grande, mais en tant que vulgaire idéologie artistique ou politique... On ne peut confondre les conditions pratiques d'une pensée libre ici et à l'Est — ou par exemple en Espagne. Là où rien ne peut être ouvertement exprimé, il faut évidemment soutenir le droit pour tous de s'exprimer. Mais dans des conditions où tout le monde — quoique à travers une inégalité fantastique — peut s'exprimer, une pensée radicale — sans vouloir bien

sûr supprimer cette liberté pratique — doit d'abord revendiquer son droit à l'existence (un « chemin inaccoutumé » de ce possible), sans qu'elle soit « récupérée » et maquillée par *l'ordre* qui manifestement règne au-dessus de cette confusion et complexité ouvertes qui sont apparentes, et possèdent même finalement le *monopole de l'apparence* (cf. notre critique du « spectacle » dans la société de la consommation de marchandises abondantes). Finalement, la « tolérance » régnante est à sens unique, et ceci à l'échelle planétaire malgré les antagonismes et la complexité des différents types de sociétés d'exploitation. Ce que tolèrent, fondamentalement, les gens tolérants qui ont la parole, c'est le *pouvoir établi* partout. Vous nous dites que vous vivez à X... Vous verriez à Paris combien ces intellectuels de gauche tolérants sont finalement incertains, compréhensifs et tolérants aussi devant les conditions établies à X... ou à Pékin. Ils appellent « le sens de l'histoire » leur adhésion hégélienne *à ce qu'ils lisent dans les journaux* quotidiennement.

(Deuxième lettre). Une base de départ radicalement différente, en fait restitue d'abord *la vérité* des tentatives libératrices du passé. Il faut trancher nettement avec la vieille confusion ; et donc aussi avec ses partisans ouverts, ou sournois, ou simplement inconscients. Il nous faut évidemment subir le poids négatif de l'attitude que nous avons choisie. Nous devons avouer ce négatif... Nous sommes bien d'accord avec vous sur l'unité du problème de l'avant-garde actuelle. Nous ouvrons en fait le dialogue partout où cet *état d'esprit* se manifeste dans un sens radical. Car cet état d'esprit est en lui-même divisé par une lutte entre, d'une part, sa vérité, et d'autre part sa *récupération* organisée par le pouvoir.

Sur deux livres et leurs auteurs

En mai 1965 ont paru simultanément, chez Julliard, deux livres écrits par François George *(Autopsie de Dieu)* et son frère Jean-Pierre *(L'illusion tragique illustrée)*. Dans leur totalité ces livres exposaient — évidemment sous la seule responsabilité de leurs auteurs — une partie des problèmes, et même des réponses et formulations particulières, que la revue *Internationale Situationniste* avait précédemment fait connaître.

Le premier point à relever est que la presse a aussitôt reproché à François et J.-P. George de publier leurs ouvrages « dans une maison d'édition bourgeoise » (*L'Express* du 17-5-65). La maquette des couvertures, d'un avant-gardisme effectivement assez déplorable parce que périmé depuis les années 20 en Allemagne et déjà vulgarisé en France dès l'après-guerre par les éditions de la revue *K*, a même fourni le fond de la critique d'un fin penseur nommé Jean Freustié, qui nous fait savoir ensuite : « Que notre société se réduise à celle des consommateurs « aliénés » eux-mêmes dévorés par la publicité et que l'homme y devienne objet, on y pensait. » (*Nouvel Observateur*, 17-6-65). Mais Freustié, à force de penser, n'a pas vu seulement dans ces livres la classique banalité de son entourage intellectuel. Il y trouve attaqués « pêle-mêle : Staline, Khrouchtchev, Sartre, Louis Armand et Bloch-Lainé ; ce qui (le) déconcerte malgré tout », avoue-t-il avant de qualifier une telle attitude de « romantique démission ». Il n'est pas du tout intéressant de répondre sur les rapports de Sartre et de Staline, mais davantage sur les rapports entre la pensée critique et l'édition (en laissant de côté les intentions et mérites exacts des deux livres en question). Il est clair qu'il ne peut exister en ce moment dans le monde que quatre formes d'éditions : bureaucratique d'Etat ; bourgeoise semi-concurrentielle, quoique soumise à un mouvement économique de concentration ; indépendante, là où une théorie radicale peut se publier par elle-même dans des conditions légales ; enfin clandestine. L'I.S. — et tout courant critique se faisant jour où que ce soit — pratique et pratiquera les deux dernières formes énumérées ; *peut* utiliser la seconde (pour obtenir une diffusion qualitativement autre) dans beaucoup de cas, du fait que cette forme comporte virtuellement autant de contradictions qu'il y reste de concurrence anarchique et d'incertitudes idéologiques non-planifiées ; et ne se trouve, bien entendu, totalement incompatible qu'avec la première. La raison, s'il faut la rappeler, est fort simple : l'édition de type bourgeois concurrentiel ne prétend garantir aucune cohérence entre elle et ses différents auteurs ; elle n'engage pas dans son mode d'être la responsabilité de ses auteurs, et réciproquement la vie ou les idées d'un auteur n'engagent aucunement la responsabilité directe de l'éditeur. Seule l'édition bureaucratique d'Etat (ou des partis qui expriment une telle bureaucratie en formation) est complètement solidaire de ses auteurs : elle doit garantir en tout ses auteurs et ses auteurs doivent aussi la garantir. Voilà en quoi elle représente pour toute expression révolutionnaire une *double* impossibilité.

Une autre critique malhonnête jetée aux livres des George, par un certain Bernard Lambert dans *Arts* du 9 juin, révèle qu'ils ont « pillé accidentellement » un « maître commun » qui serait l'I.S., et ce sans talent : « Si je m'attarde aussi longuement sur l'I.S. (*N.B.*, il vient d'en écrire 30 lignes d'une insigne stupidité), c'est que le livre de chacun d'eux en représente une sous-facture, un travail de copiste qui commercialise un procédé. » On voudrait croire que la sévérité de M. Lambert est justifiée par la maîtrise personnelle que ceux qui par hasard

le connaissent lui accordent, en matière de flirt avec des nouveautés subversives. Mais cette façon de se référer, comme si elles étaient admises ou discutées par tout le monde, à des positions situationnistes dont la presse « intellectuelle » ne parle *jamais*, est éminemment suspecte. Tout s'éclaire lorsque ce critique ajoute maladroitement : « On comprend combien ce mouvement peut être séduisant, et il n'est pas étonnant de voir bien des intellectuels (tel M. Joubert à Strasbourg), en union ou non avec les fondateurs, se consacrer à ce bel exercice où l'intelligence est souvent ce qui manque le moins. » Il suffit de savoir que ce Joubert de Strasbourg, cent fois plus obscur que les George ou que Lambert lui-même, est l'animateur d'une revue de *protestants* modernistes qui se pique de citer parfois l'I.S. ou Marx. Au premier instant où de telles larves théoriciennes ont essayé de nous approcher, elles se sont entendu répondre que nous ne dialoguerons jamais avec *des curés*, aussi aberrants qu'ils soient ou puissent devenir. Voilà donc à quel pauvre gibier en sont réduits en ce moment les journalistes friands d'un *nashisme français* (« en union ou non avec les fondateurs »). Dans la même perspective, on peut comprendre pourquoi les critiques, qui n'ont jamais relevé un seul cas parmi les plagiats criants de publications situationnistes par des penseurs à la mode (dont Henri Lefebvre fut le plus malheureux), lanceraient volontiers cette accusation contre les seuls George parce que ceux-ci, s'ils ont repris à leur compte un très grand nombre de nos idées ou de nos phrases, nous avaient aussi ouvertement cités dans beaucoup de pages.

Après avoir publié, à titre personnel, ces livres qui approuvaient pleinement les situationnistes, François et J.-P. George demandèrent à faire partie de l'I.S. Ils rencontrèrent assez longuement et souvent plusieurs de nous. Nous dûmes finalement les refuser l'un et l'autre, mais à des conditions différentes. Puisque les deux s'étaient placés publiquement sur notre terrain, et puisque nous n'avons pas cru pouvoir les y retenir, nous devons dire pourquoi ; communiquer nos raisons à ceux qui pourront avoir à en tenir compte. Nous n'avions pas à discuter les degrés de talent — et moins encore, évidemment, le contenu théorique — de leurs ouvrages, mais leurs *capacités* de penser et de vivre par eux-mêmes. Dès le mois de juillet, il fallut refuser d'écouter davantage François George, qui ennuyait tout le monde. Il manifestait la plus évidente incapacité de faire le moindre usage des concepts et du style de vie dont son *Autopsie de Dieu* avait présenté un écho élogieux. Un tel écho ne peut en rien nous suffire, nous séduire, rendre intéressants ses porteurs. Le pudding théorique traversé de deux ou trois pauvres obsessions qu'offrait François George livré à lui-même montrait malheureusement qu'il n'avait su *s'approprier* aucun point de ces théories qu'un enthousiasme ignorant l'avait poussé à reprendre dans son livre. Fondamentalement inapte au dialogue, parce que sottement apeuré devant toutes les aventures de la vie aussi bien que prématurément aigri par ses difficultés d'information et de cohérence théoriques, François George eût été réduit à la position typique du disciple, soumis en dépit de ses prétentions à un enseignement unilatéral. Mais c'est en opposition complète avec nos buts et nos goûts. Que le disciple veuille l'entendre respectueusement ou le chicaner enfantinement, un tel enseignement n'a aucune base d'existence réelle parmi les situationnistes. Si quelqu'un veut appeler enseignement son rapport avec nous — que ce soit pour s'en féliciter ou pour s'en plaindre n'importe pas —, nous supprimons à l'instant ce rapport, prouvant ainsi par la pratique qu'il ne peut certes pas être tenu pour un enseignement positif.

Jean-Pierre George ne tomba pas dans cette incohérence subjective, et les discussions avec lui, mieux engagées, durèrent jusqu'à l'automne. Mais là une incohérence objective l'emporta. On découvrait sans effort qu'il avait l'échine trop souple : avec nous et *avec d'autres* (voir sa signature dans le nº 3 du magazine *Pariscope*, à côté d'un Jean Cau). Arrivé à ce point, il crut praticable une sorte de fuite en avant : il vint nous dire d'un air dégagé que, d'après ses plus récents calculs, toute pensée radicale gagnerait beaucoup *(combien ?)* à se défaire officiellement du concept de « compromission ». En ceci il fut un précurseur de l'habile Domenach, qui depuis a voulu abolir toute trace de l'aliénation en tant que mot ; mais il avait plus mal choisi son public. N'ayant rien à faire de partisans plus ou moins dévoués, on ne peut dans l'I.S. que *mettre en garde* ceux qui sont nos camarades, ou demandent à le devenir, contre certaines attitudes précises, prises entre nous ou publiquement, qui rendraient sûrement le dialogue impossible. Et déjà une telle mise en garde nous fatigue et nous déplaît, puisque témoignant assez de leur propre incapacité d'*autonomie cohérente* dans l'I.S. La répétition de ces sortes de mises en garde à plus d'un propos est un symptôme suffisant pour rejeter celui qui serait si incertain. A plus forte raison, s'ils passent outre à une seule de ces mises en garde, il est même inconcevable que nous en venions à leur adresser des reproches. Littéralement *nous n'avons plus rien à leur dire.*

Ainsi donc François et Jean-Pierre George, considérés avec une patience presque excessive, et en tout cas méritoire, ont pu être suffisamment connus avant même d'accéder à l'I.S. ; ils n'ont pas eu besoin d'être « exclus », ils ont dépéri. Rien n'en reste. Allez-y voir vous-mêmes si vous ne voulez pas le croire.

L'armée de réserve du spectacle

La petite revue *Front Noir* n'est à citer que pour un détail amusant, l'unique trait qui ait une portée générale dans un tissu de vieilles banalités « avant-gardistes » recoupé aux dimensions familiales de cette tribune : on y polémique avec les situationnistes *sans les nommer*. Sorti de la frange la plus épuisée du surréalisme, *Front Noir* désigne donc l'I.S., par allusion, comme « un groupe rival du surréalisme officiel ». Manifestement datés surréalistes, mais du fond du tonneau, dans les poèmes qu'ils ne sont pas gênés de publier, les idéologues de *Front Noir* ont cru brouiller les pistes en proclamant qu'ils ont décidé d'être « artistes tout court », au-dessus de toute « appellation contrôlée » — de même qu'ils espèrent s'affranchir d'un seul coup de la notion d'avant-garde en l'identifiant entièrement à la pratique léniniste. Aussi bien, c'est leur droit à ce bredouillement poétique qu'ils défendent contre « la théorie, très chère aux arrivistes, du dépassement » — le lecteur cultivé reconnaîtra ici l'I.S., et d'autres. Mais ce qui confère sa valeur à la poésie des auteurs de *Front Noir*, et même sa qualité poétique autrement fort douteuse, c'est qu'ils sont des révolutionnaires très rigoureux. Ils le prouvaient, tout récemment, en étant trotskistes. Maintenant (n° 7-8), ils informent qu'ils le sont plus encore, parce qu'ils se sont ralliés à la théorie des Conseils Ouvriers ; l'événement est survenu quand ils ont fait connaissance du marxologue Rubel, qui leur place, sous de discrètes initiales, ses fonds de tiroir que la disparition d'*Arguments* laissait inédits. Les auteurs de *Front Noir*, n'ayant jamais envisagé ni l'invention ni l'application réelles d'une théorie révolutionnaire, se contentent d'opposer leur propre inexistence publique, restée jusqu'à ce jour effectivement assez pure, à tous les autres courants qu'ils rejettent ou qu'ils copient, présentés comme *également admis* par la mode dominante, l'I.S. aussi bien que le surréalisme ou Robbe-Grillet. Cette mauvaise foi délirante révèle assez la jalousie misérable qui ravage *Front Noir*. Et sa seule compensation présente est justement d'adopter, à l'échelle microscopique de son monologue, le *langage même du pouvoir actuel*, qui dénonce ses adversaires sans dire exactement qui ils sont, et naturellement sans préciser leurs véritables positions.

Nous pouvons dire de *Front Noir* ce que nous avons dit d'autres « puretés » qui, avant de trouver une place dans la psychanalyse lacanienne ou l'urbanisme rhénan, reprochaient à l'I.S. son succès trop vif à leur gré : ceux qui dénoncent, au nom de leur inactivité passée et présente, de tels « succès », finiront eux-mêmes par accepter n'importe quoi *si un jour l'occasion leur en est offerte*. Non seulement le manque d'intérêt total que ces gens ont présenté pour tout le monde a empêché que leur rigueur soit jamais mise à l'épreuve ; mais encore le style qu'ils affichent déjà dans leur aigre solitude apporte toutes les assurances qu'ils sauraient éventuellement tenir leur place, comme leurs concurrents plus heureux, dans ce spectacle culturel qui les a jusqu'ici laissés pour compte.

Quelques recherches sans mode d'emploi

Le Despotisme Oriental de Karl Wittfogel (Editions de Minuit) est principalement une importante contribution à la théorie marxiste, sur la question centrale, et négligée, de l'importance économique de l'Etat dans l'histoire. Il est facile de rejeter les nombreuses erreurs de ce livre, du fait de leur énormité même. Toute l'orientation actuelle de Wittfogel repose sur l'identification, quasiment géographique, du totalitarisme étatique « oriental » issu du « mode de production hydraulique » avec l'actuelle zone bureaucratique du monde. Il néglige d'une part l'existence, dans la société bureaucratique actuelle, d'un développement industriel qui a effectivement pris son premier essor dans les conditions connues par la bourgeoisie du moyen-âge européen, mais qui depuis doit être adapté et administré partout ; il néglige d'autre part d'étendre ses analogies jusqu'au rôle décisif de l'Etat dans le capitalisme concentré de l'Ouest. C'est pourtant dans cette perspective négligée par Wittfogel que se révèle le mieux l'actualité universelle d'une puissance que les analyses de Marx ont sous-estimée, du fait de l'effacement économique passager qu'elle a connu entre le moyen-âge et le XIXe siècle (effacement qui a effectivement permis le « démarrage » cumulatif de l'économie, et finalement l'apparition d'une « pensée économique »). La schématisation de Wittfogel veut aboutir à la conclusion que la liberté occidentale doit au plus tôt refouler par la guerre les esclaves hydrauliques qui l'assiègent depuis Moscou et Pékin. Wittfogel achève donc son ouvrage par la citation d'Hérodote qui affirme que, quand on sait ce qu'est la liberté, on se bat pour elle « non seulement avec la lance, mais avec la hache ». Cet optimisme spécial, qui rejoint ici le Docteur Strangelove, est d'ailleurs démenti par le fait que souvent ce sont ceux qui n'ont jamais connu la liberté qui se sont le mieux battus pour elle, comme les Vietnamiens et les foules de Saint-Domingue viennent encore de le faire voir aux *marines* de Wittfogel. Le lecteur pourrait donc se reconnaître de lui-même parmi les mirages où s'égare Wittfogel. Mais ceci n'est certainement pas facilité par la pédante préface dans laquelle Pierre Vidal-Naquet a vite glissé d'autorité, *sans la permission de l'auteur*, sa propre contre-interprétation

« de gauche ». Cette « critique de gauche » que l'on impose au lecteur de méditer avant d'avoir accès à la pensée, assurément de droite, de l'auteur, est aussi autoritaire dans son contenu que dans sa manière de se présenter. Vidal-Naquet est tellement à plat-ventre devant le néo-stalinisme qu'il contribue à perpétuer une division du monde à la Wittfogel. Mensonge contre mensonge, vous n'avez qu'à faire votre choix. Exemple qualitatif suffisamment ignoble, Vidal-Naquet s'est permis d'écrire, dans une note de la page 41 de sa préface : « Nous entendons ici par marxistes les courants majoritaires du mouvement communiste mondial. Il est bien évident que les thèses staliniennes n'avaient aucune influence sur les courants qui étaient, par définition, anti-staliniens. Etudier leur position ici serait sans intérêt pour notre sujet. »

La Fausse Conscience de Gabel (même éditeur) est dans l'ensemble un excellent parallèle entre la schizophrénie et l'idéologie politique, montrées comme relevant l'une et l'autre d'une perte de la saisie dialectique du réel. Cependant l'absence d'une critique corollaire du fonctionnement pratique de l'idéologie politique (la description psychiâtrique chez Gabel l'emportant complètement sur la reconnaissance des intérêts en interaction avec l'aliénation idéologique), conduit en même temps à une certaine faiblesse de Gabel devant l'orthodoxie stalinienne, comme devant la pensée universitaire occidentale — telle une tentative malvenue de sauvetage du bergsonisme. *La Fausse Conscience*, qui rejette toute théorie et action révolutionnaires avec l'eau sale de l'idéologie, apparaît finalement comme un livre de « spécialisation sans attache », de spécialiste sans perspective, voulant ignorer à quoi et à qui il peut servir. Or la « remise sur pieds » dialectique que Gabel évoque fréquemment — d'après le traitement de la méthode hégélienne par Marx — ne peut nullement se concevoir sous forme d'une simple amélioration du discours dialectique *dans le livre même.* Comme l'a bien évoqué Karl Korsch dans *Marxisme et Philosophie*, le renversement de Hegel allait plus loin. Un livre dialectique dans notre temps n'est pas seulement un livre qui expose dialectiquement un raisonnement ; c'est un livre qui reconnaît et calcule sa propre relation avec la totalité à transformer réellement.

Le livre de Maurice Pianzola, *Peintres et Vilains* (Editions Cercle d'Art, 1962) a le mérite de montrer la participation, souvent dans un rôle dirigeant parmi les insurgés, des principaux artistes de l'époque à la guerre des paysans de 1525. Cette étude est malheureusement enfermée dans le cadre d'un livre d'art.

Le livre de poche sur *Les Marxistes* (dans la collection « L'Essentiel ») réalisé par Kostas Papaioannou constitue un excellent choix, intelligemment et honnêtement commenté. Cette intelligence des textes est pourtant limitée à une optique d'historien, traitant d'une période achevée. Il est étrange de restituer de semblables textes sans soupçonner leur avenir. L'*emploi* de son livre échappe à l'auteur, qui paraît même l'en croire dépourvu. C'est un exemple d'un caractère fondamental de l'actuelle culture de masse. Les contradictions et les incertitudes superficielles de cette culture y laissent passer beaucoup d'informations abstraitement utilisables, mais dans un statut pratique d'*incohérence.* La curieuse cohérence partielle, retenue, du travail de Papaioannou est le cas-limite supérieur de cette incohérence.

Bien différent de ces livres qu'il faut lire, le recueil que Françoise Choay a consacré à l'*Urbanisme, utopies et réalités* (Seuil) ne mérite d'être signalé que pour l'exploit qui consiste à traiter ce sujet sans jamais mentionner une seule thèse situationniste.

L'historien Lefebvre

On sait comment Henri Lefebvre a prétendu construire une nouvelle interprétation de la Commune à partir de quatorze thèses situationnistes hâtivement recopiées (voir le tract de l'I.S. *Aux poubelles de l'histoire*, paru en février 1963). Son livre, *La Proclamation de la Commune*, dont il donnait à admirer les conclusions — importées — dès la fin de 1962, ayant enfin été publié chez Gallimard en 1965, il reste quelques remarques à faire sur cet ouvrage longuement repensé, maintenant totalement accessible, aussi bien que sur l'excellent accueil qu'il a généralement rencontré.

La formule situationniste : « La Commune a été la plus grande fête du XIXᵉ siècle » a été reçue (mais, bien sûr, sans la moindre prise de conscience du renouvellement théorique dont elle ne faisait que poser une base) comme l'idée maîtresse de cette « recherche » d'une « histoire totale »; et saluée d'emblée par les trois-quarts des critiques. « Ce que Henri Lefebvre appelle dans son livre une « fête ». Et tout est fête, en effet, dans les jours et les nuits de la Commune. » (Duvignaud, *Nouvel Observateur* du 22-4-65). « L'insurrection de mars 1871, c'est d'abord une fête... » (C. Mettra, *Express* du 5-4-65). « L'ouvrage que lui a consacré Henri Lefebvre ne risque pas de passer inaperçu. La Commune de Paris c'est « une immense, une grandiose fête », « fête révolutionnaire et fête de la révolution ». Le ton est donné. » (A. Duhamel, *Le Monde* du 6-9-65). « Aussi Henri Lefebvre, qui souligne d'emblée l'importance du *style* dans les grands événements historiques, a-t-il raison de marquer que le style de la Commune, c'est la fête. » (J. Julliard, dans *Critique* de décembre 1965). Et Michel Winock, dans

Esprit de février 1966 : « Outre « la fin de l'Etat et de la politique », que nous propose la Commune, quelle est sa signification profonde ? La plus vaste qu'on puisse imaginer : « la métamorphose de la vie (quotidienne) en une fête sans fin, en une joie sans autre limite ni mesure que la fatalité de la mort... » Lefebvre ici ne cède pas à la littérature utopique : c'est de l'observation attentive, au jour le jour, des faits parisiens de 1871 — ceux qui semblent parfois les moins « historiques » — qu'il conclut au « style de la Fête » comme « style propre de la Commune ». Le mot n'est pas forcé... Ce qui amène Lefebvre à voir dans la Commune « la seule tentative d'urbanisme révolutionnaire»... On ne pourra plus parler de la Commune, désormais, sans connaître les idées d'Henri Lefebvre... »

Il ne faut du reste pas croire que les recherches historiques de Lefebvre se soient bornées à piller des textes momentanément inédits. On pouvait lire, dans le nº 7 de la revue *Internationale Situationniste*, paru en avril 1962 (page 12), les lignes qui suivent : « L'assaut du premier mouvement ouvrier contre l'ensemble de l'organisation du vieux monde est fini depuis longtemps, et rien ne pourra le ranimer. Il a échoué, non sans obtenir d'immenses résultats, mais qui n'étaient pas le résultat visé. Sans doute cette déviation vers des résultats partiellement inattendus est la règle générale des actions humaines, mais on doit en excepter précisément le moment de l'action révolutionnaire, du saut qualitatif, du tout ou rien. Il faut reprendre l'étude du mouvement ouvrier classique d'une manière désabusée, et d'abord désabusée quant à ses diverses sortes d'héritiers politiques ou pseudo-théoriques, car ils ne possèdent que l'héritage de son échec. Les succès apparents de ce mouvement sont ses échecs fondamentaux (le réformisme ou l'installation au pouvoir d'une bureaucratie étatique) et ses échecs (la Commune ou la révolte des Asturies) sont jusqu'ici ses succès ouverts pour nous et pour l'avenir. » Trois ans plus tard, voici ce que devient ce paragraphe, transfiguré en pensée lefebvrienne : « Nous devons aujourd'hui reprendre l'étude du mouvement ouvrier d'une façon entièrement nouvelle : à la fois désabusée et audacieuse. Le premier assaut, limité à l'Europe, de ce mouvement contre le vieux monde a partiellement échoué. Il a profondément modifié la situation ; il a donné d'immenses résultats, qui ne sont pas ce que voulaient les hommes de la théorie et de l'action initiales. Certains de ceux qui se prétendent héritiers politiques et théoriques de la Commune ne possèdent en propre que l'héritage d'un échec, dont ils ont égaré le sens précisément parce qu'ils croient ou disent avoir réussi. N'y a-t-il pas un mouvement dialectique de la victoire et de la défaite, de l'échec et de la réussite ? Les succès du mouvement révolutionnaire ont masqué ces échecs ; par contre, les échecs — celui de la Commune, entre autres — sont aussi des victoires ouvertes sur l'avenir... » (page 39 de *La Proclamation de la Commune*).

Mais, dira-t-on, Lefebvre n'a pu écrire un si gros livre en délayant trois pages « situationnistes »? Certes non. Il a lu quatre ou cinq livres opportunément parus depuis quelques années, qui lui ont permis d'amalgamer, sans fatigue mais sans unité, plusieurs recherches concernant le déroulement des faits (par exemple l'étude de Dautry et Scheller sur *Le Comité Central des Vingt Arrondissements de Paris*, Editions Sociales, 1960). Enfin, sans doute pour complaire à son dernier maître Gurvitch, qui vivait encore, Lefebvre a entrepris sans en rien connaître une apologie de Proudhon, froidement crédité d'être quelque chose comme l'inventeur de *l'autonomie ouvrière !* Ce Proudhon, partisan toujours de l'ordre, qui veut *améliorer* l'ordre existant, dans la propriété privée (par la coopération), et partout ailleurs ; l'apolitique ennemi de toute lutte violente ; l'arriéré qui en plein XIXᵉ siècle n'envisage et ne tolère d'autre choix pour la femme qu'entre l'état de prostituée et celui de ménagère ; l'homme qui a parfaitement résumé toute sa nullité de moraliste en tranchant, précisément contre le minimum de l'autonomie ouvrière existante : « *Il n'y a pas plus de droit à la grève que de droit à l'inceste et à l'adultère.* »

Mais ce n'est pas tout. Dès le début de son livre, Lefebvre montre quelle pauvre idée il peut se faire de la fête ou de la révolution. Il cherche platement comment des formes *littéraires*, le lyrisme ou le drame, ont pu exprimer alors dans Paris cette fête qu'il doit, par hypothèse, y retrouver. Il révèle ainsi qu'il ne conçoit absolument pas que *la vie* libérée puisse dépasser ces formes, s'autonomiser à son tour en tant qu'expression et action, au point de posséder en elle-même son lyrisme ou son drame, dans une qualité toute différente de cette résurrection des masques artistiques du vieux carnaval de la *séparation*. Avant tout simplement mal compris, au niveau du ragot de concierge, la formule de nos thèses qui suggère que l'histoire officielle de la société dominante est portée à « faire disparaître » le sens subversif d'une époque, même dans le champ de ses manifestations artistiques ou poétiques, Lefebvre croit pouvoir s'aventurer à insinuer que Lautréamont aurait été assassiné ! (page 169). Paraissant ainsi écrit comme par les auteurs des fameux *Fantômas* — chacun son tour un chapitre — le monument historique de Lefebvre est construit dans le même négligé hypnagogique, comme un roman de cape et de concept qui culmine avec cette idée stupéfiante que Marx aurait attendu la Commune pour être en théorie partisan de la destruction de l'Etat.

Le spectre situationniste qui hante la pensée de Lefebvre, et quelques autres petites têtes de la présente culture spectaculaire, est ici exorcisé par des remercie-

ments liminaires adressés à un mystérieux Guy Debud, qui se trouve de la sorte associé, mais sous cette forme heureusement fantômatique, à l'élaboration et à l'approbation d'un tel livre. Depuis Stalinaud, que le fidèle Henri Lelièvre aima trente ans sans espoir (ou lui préférait Garaudisque) on n'avait pas vu plus fière correction de l'exactitude historique : typographiquement faute de meilleurs moyens. Le Penseur de Nanterre, vacciné contre le ridicule comme personne d'autre ne saurait l'être dans tout le District de Paris, a maîtrisé un sujet délicat par le maniement de sa brillante dialectoque.

Propos d'un imbécile

Encore pire que l'ancien, *Le Nouvel Observateur* est une sorte de Niagara de la sottise (6.810.000 litres par seconde), et une très belle part de ce débit est assuré par deux de ses rédacteurs particulièrement méritants, Katia Kaupp et Michel Cournot, dont les écrits pourront prendre valeur de documents historiques pour l'étude de la phase suprême de la décomposition culturelle spectaculaire : la bêtise jointe à la vulgarité du ton en font exactement les *Jean Nocher* de la gauche (une gauche qui adhère aussi fondamentalement à la société dominante que Jean Nocher, à quelques nuances près concernant la « modernisation » de cette domination). Pour son lancement, cet hebdomadaire avait dû cependant recourir à des extras. Son nº 1 (19-11-64) présentait sur cinq pages l'interview d'une vedette de la pensée. Nous relèverons ici quelques-uns de ses plus extraordinaires propos, les remarques entre parenthèses venant toujours de nous, et naturellement jamais de la marionnette du *Nouvel Observateur* qui feignait de dialoguer avec l'oracle.

« Les jeunes gens que je rencontre, dit l'imbécile, ont peut-être la tête moins chaude qu'autrefois mais, ce qui me frappe le plus, c'est qu'ils en sont souvent, politiquement, au même point que moi. Leur point de départ est mon point d'arrivée... Et ils ont toute une vie devant eux pour construire sur la base qui est mon point d'aboutissement. » *(Evidemment, les jeunes gens qui n'en sont pas au même point de dégradation politique ne voudraient voir en aucun cas l'imbécile ; et peut-être que pour ceux qui en sont malheureusement là, cent vies successives « devant eux » ne pourraient rien construire sur la base de son aboutissement, dont tout montre qu'il est un cul-de-sac intellectuel.)*

« En France, en utilisant le phénomène « yé-yé », on a voulu faire de la jeunesse une classe de consommateurs. » *(Parfait renversement de la réalité : c'est parce que la jeunesse des pays capitalistes modernes est devenue une très importante catégorie de consommateurs qu'apparaissent des phénomènes du genre « yé-yé ».)*

« Vous ne pouvez faire allusion qu'à l'idéologie marxiste. Aujourd'hui, je n'en connais pas d'autre : ce n'est pas par sa fermeté mais par son absence que brille l'idéologie bourgeoise. » *(Ceux qui ont lu Marx savent que sa méthode est une critique radicale des idéologies, mais celui qui n'a lu que Staline peut louer le « marxisme » d'être devenu la meilleure des idéologies, celle qui a eu la plus ferme police.)*

« Le socialisme ne peut être pur qu'*en idée* ou, peut-être, beaucoup plus tard, s'il devient le régime de toute les sociétés. En attendant, son *incarnation* dans un pays particulier implique qu'il doit se faire et qu'il se définit par une infinité de rapports avec le reste du monde. Par là, si la réalité se forge, la pureté de l'idée s'altère. » *(Voilà donc un idéologue marxiste dans son numéro d'idéologie : les idées sont pures au ciel, et s'incarnent en pourriture. Ce penseur se console d'être manifestement une marchandise avariée dans ses « rapports avec le reste du monde » puisqu'il est lui-même réel, et qu'il a posé en principe que toute réalisation dans le monde doit être une altération fondamentale ; doit nous mener à apprécier des charognes aussi avancées que lui.)*

Tout de suite après, l'imbécile rapporte le propos, qu'il admire fort, d'un Malien : « Notre socialisme est conditionné par le fait que nous sommes un pays continental sans aucun débouché sur la mer. » *(Ne serait-il pas aussi quelque peu conditionné par l'absence d'un prolétariat industriel au Mali ? Vétille, devant la géopolitique d'un penseur de ce poids !)*

A l'idée que toutes les sociétés industrielles auraient beaucoup de traits communs, l'imbécile rétorque : « Pour l'affirmer, il faudrait prouver qu'il y a une lutte de classes dans les pays socialistes, c'est-à-dire que les privilèges accordés à certains se stratifient. Cela n'est point : il y a des inégalités très réelles. Mais l'argent gagné par un directeur d'usine, en U.R.S.S., ne peut se réinvestir nulle part : il se dépense et ne peut se reconstituer ou s'augmenter entre ses mains pour devenir la base d'un pouvoir de classe. » *(Base qui est ailleurs : dans la possession de l'Etat ; ce que gagne le privilégié en U.R.S.S. ne fonde pas son pouvoir, mais traduit clairement son pouvoir.)*

« On scandalise les Soviétiques quand on a l'air de croire que l'argent peut, chez eux, conférer la puissance. » *(Bien sûr, puisque c'est l'inverse !)*

« Et certes ces « fonctionnaires haut placés » ont de nombreux privilèges ; mais dans la mesure même où le régime est

autoritaire, il existe une instabilité sociale, des brassages, des disgrâces, un constant appel d'air qui fait monter les nouveaux venus de la base vers le sommet. S'il devait y avoir des conflits en U.R.S.S., ils prendraient l'aspect d'un *réformisme* et non d'une révolution. » *(Ainsi l'arbitraire même témoigne contre l'existence d'une classe dominante en U.R.S.S. ; de sorte qu'à ce degré de défi jeté à l'intelligence on pourrait soutenir que le capitalisme de libre concurrence au temps de Marx était, lui aussi, socialiste puisque ses lois économiques ruinaient beaucoup d'industriels, et qu'il arrivait que certains ouvriers deviennent patrons ; d'où instabilité sociale, brassages, etc.)*

Mais l'idée d'un imbécile pur de cette dimension serait en effet une « pure idée ». Il faut bien qu'un tel imbécile, existant réellement, se soit en plus fermement identifié à un pouvoir répressif. Le même, après la révolte armée du prolétariat hongrois, dans un de ces « pays socialistes » où « il faudrait prouver » maintenant qu'il peut y avoir des luttes de classes, avait tellement à cœur de défendre les intérêts de la bureaucratie russe qu'il se plaçait *plus à droite que Khrouchtchev*, en écrivant : « La faute la plus énorme a probablement été le rapport Khrouchtchev, car la dénonciation publique et solennelle, l'exposition détaillée de tous les crimes d'un personnage sacré qui a représenté si longtemps le régime est une folie quand une telle franchise n'est pas rendue possible par une élévation préalable et considérable du niveau de vie de la population... Le résultat a été de découvrir la vérité à des masses qui n'étaient pas prêtes à la recevoir. »

Le penseur dont nous avons parlé est Sartre ; et quiconque veut encore discuter sérieusement de la valeur philosophique ou politique, ou littéraire — cette salade ne se détaille pas — d'une telle nullité, gonflée si haut par les diverses autorités qui y trouvent leur bonheur, perd à l'instant le droit d'être lui-même accepté comme interlocuteur par tous ceux qui ne renonceront pas à la *conscience possible* de notre époque.

Les révoltés professionnels, certificats et aptitudes

Selon une dépêche d'*Associated Press* du 6 mai 1965 : « Expulsé d'Algérie après quatre mois et demi de détention, le Dr Ronald B. Ramsey, psychologue américain de race noire, membre du Congrès pour l'égalité raciale, est arrivé mercredi soir à New York par avion, assis dans un fauteuil roulant. Le Dr Ramsey a affirmé qu'il avait subi des « brutalités et des tortures » de la part de la police secrète algérienne et a déclaré qu'il avait eu une vertèbre fracturée au cours d'un passage à tabac de six heures alors qu'il était accroché au plafond par une corde. Le psychologue a affirmé qu'il ignorait pourquoi il avait été arrêté. Car, a-t-il dit, « je partage le point de vue du gouvernement algérien ». Le Dr Ramsey a déclaré qu'il avait été également torturé à l'électricité et que par suite de son incarcération et des sévices qu'il a subis il ne peut marcher qu'avec une extrême difficulté, qu'il éprouve des maux de tête constants et d'autres malaises. Mais il a dit n'éprouver aucune amertume : « Je n'ai qu'amour, admiration et respect pour le gouvernement de Ben Bella. Si je retrouve la santé, je serais prêt à retourner en Algérie », a-t-il conclu. »

On sait que l'opposition bolchevik de gauche, croyant constater à un certain moment que Staline commençait à s'opposer à « sa droite », du fond de la Sibérie se mettait en devoir de le soutenir ; et croyait urgent de lui rappeler qu'il devrait *encore renforcer la discipline dans les usines* pour suivre jusqu'au bout son cours révolutionnaire sans être importuné par des gêneurs. Comparée à une abnégation si romaine, celle de l'Oncle Tom de Ben Bella ne surprendra pas. La racine en est commune. Les agents directs et les laquais intellectuels du pouvoir bureaucratique ont tous admis une foule de crimes absurdes comme étant l'essence même de la révolution. C'est parce qu'ils ne croyaient aucunement que les gens traités en traîtres l'étaient effectivement, que la vérification du même procédé, s'exerçant sur leur fidélité subjective, ne les atteint pas. Ils s'étaient dit qu'on ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs, et ne sauraient s'étonner de se retrouver eux-mêmes parmi les œufs qui concourent à cette omelette toujours cachée. Les « révolutionnaires » de ce siècle, quand ils ont admis que le premier projet révolutionnaire qui vise le passage des hommes à une *histoire consciente* pouvait se réaliser par le détour d'une classe travailleuse passivement manipulée et exclue du droit de comprendre, ont admis aussi d'en payer le prix en étant eux-mêmes passivement manipulés *perinde ac cadaver*. Comme ils renonçaient à leur propre action consciente, ils ont renoncé à l'action et à la conscience des masses, ils les ont livrées, comme un problème gênant, à la police.

Cette belle modestie, qui sacrifie allègrement toute la réalité et les succès possibles des exigences des autres, et *cache de son autorité*, autorité d'experts brevetés en matière de révolte, le plus évident du possible, est une modestie unitaire : elle démissionne sur tous les terrains. Raymond Borde (dont nous avons rappelé la carrière dans *I.S.* 9, page 19) écrit dans le numéro de la revue *Positif* consacré à l'érotisme (été 1964) : « Le cher, le très cher phantasme des lesbiennes est aux arrêts de

forteresse. Cet érotisme ensorcelant se tapit au secret des projections mentales, car il est, plus que tout autre, terrorisé. Pourtant dans la vie d'un homme, l'apparition des premières lesbiennes sur l'écran noir de l'imaginaire jaillit comme la merveille la plus naturelle du monde. Cela se passe vers la seizième année. Un beau jour, l'esprit dédouble une femme nue, désirée, consentante, et cette simple addition multiplie ce qu'elle réunit par un délicieux vertige (...). Mais *d'implacables règles de conduite font taire cette folie.* D'abord le phantasme *n'a pas de répondant.* Il *cherche en vain à s'objectiver.* La moitié de l'humanité — les femmes — *déclare*, à peu d'unités près, qu'elle y reste insensible (...). Rêve *trop brûlant pour qu'on y touche*, idée sans corps, rite mental... L'imaginaire ne peut pas impunément imaginer, quand *rien, jamais, ne frappe à la porte.* » *(Phrases soulignées par nous.)* Borde en vient à conclure que « le grand cinéma lesbien est encore dans les limbes, mais il a trouvé deux fois ses poètes ». Il explique qu'il s'agit de Franju et de Nico Papatakis.

Sans ironiser sur la lamentable littérature par laquelle Borde nous raconte sa vie — sa survie —, on peut noter bien des points révélateurs : la réification de « la lesbienne » selon les pires sottises de la *spécialisation* pseudo-sexologique ; la plate reconnaissance, sans la moindre expérimentation pratique, du terrorisme moral qui dans un tel esprit de soumission devient effectivement totalement opérant ; la croyance aveugle à ce que des femmes « déclarent » à des enquêteurs comme Borde, naïveté aussi confondante que ce questionnaire sociologique qui fit apparaître, il y a peu d'années, qu'un infime pourcentage des ouvriers interrogés dans un pays industriellement avancé attendait une révolution. Mais il y a bien pire : Borde est un révolutionnaire stalino-surréaliste, un des spécialistes en France du cinéma révolutionnaire. Il y a peut-être dix ans qu'il se répète dans ce rôle. Qu'est-ce qui constitue un Borde ? Nous le voyons ici. Ce que Borde voulait à seize ans, pour s'en tenir à ses propres déclarations, il a renoncé à l'avoir. Voilà pourquoi il voudrait que le cinéma le lui *montre.* Et c'est en demandant ceci qu'il fait figure d'esprit libre, de cinéaste avancé, de spécialiste de l'érotisme *au cinéma.* C'est sa première renonciation qui a fait de lui précisément ce spécialiste. Mais les serviteurs du spectacle à qui on a accordé de figurer dans la frange avancée, critiquante, pseudo-révolutionnaire, de ce spectacle, y ont évidemment la part du pauvre. Leur réformisme rêveur sera forcément brimé et hargneux, car le spectacle dans son ensemble n'a pas à donner une *image* totalement contradictoire avec l'existence réelle inhibée et exploitée qu'il recouvre et maintient. L'aspect érotico-libertaire du spectacle ne sera jamais qu'une image étroitement contrôlée, selon une fonction utilitaire qui ouvre un plus grand champ à l'imagerie érotique dans la publicité directe, par exemple, que dans l' « art » cinématographique. Pourquoi le monde répressif qui a obtenu un tel respect de Borde, et de ses pareils, accorderait-il même cet amusement à leur impuissance ? Borde a le cinéma qu'il mérite. Que les censures plus profondes, dans la société et la tête des spectateurs — dont les Borde représentent la passivité en la donnant comme *exemplaire* — s'effondrent, et personne n'aura plus d'intérêt érotique *réservé au cinéma.* Ainsi les chiens couchants du spectacle seront toujours en retard, et travaillent toujours pour le retard. Ce qu'ils ne font pas, ce qu'ils ont admis qu'ils ne savent pas faire, ils l'applaudissent sans discussion quand d'autres le leur montrent de loin, unilatéralement. Ils avouent que *c'est bien assez bon pour eux* (et du fait même qu'ils avouent cela, ils seront reconnus *dans le spectacle* comme les plus exigeants des hommes) quand Godard leur donne à voir un film ou Mao-Tsé-Tung un régime, aussi « révolutionnaires » l'un que l'autre !

“ Socialisme ou Planète ”

Ce qu'il y a d'apparemment osé dans plusieurs de nos assertions, nous l'avançons avec l'assurance d'en voir suivre une démonstration historique d'une irrécusable lourdeur. Plus notre propos est limité, par exemple quand nous analysons un détail de la pseudo-critique qui tente de couvrir le champ de la critique réelle du présent, plus la démonstration va naturellement suivre vite, encore que les limites objectives mêmes de tels cas n'aient entraîné de démystification que dans des milieux restreints, qui justement s'en occupaient. Tel est le résultat maintenant évident du boycott lancé par l'I.S. contre la revue *Arguments* (1956-1962), revue qui fut comme le concentré européen de cette pseudo-critique.

Arguments, comme on sait, avait deux têtes bien pleines, Axelos et Edgar Morin. Leur itinéraire, depuis le naufrage de leur plus haute entreprise, est parlant. Axelos s'est jeté, dès juillet 1964, dans le nº 17 de *Planète*, présenté par la rédaction comme nageant « dans une méditation qui est la nôtre », et s'essayant à promouvoir « une pensée ouverte et multidimensionnelle, questionnante et mondiale ». Dès l'année suivante Morin, dans plusieurs numéros du *Monde*, a examiné *sérieusement* doctrines et méthodes de *Planète* (cette pseudo-impartialité devant le néant étant *déjà ralliement*). Il a d'ailleurs conclu plutôt positivement, invitant seulement *Planète* à s'améliorer en devenant encore plus « planétaire », et il a

désigné son accolyte Axelos comme signe déjà présent de ce progrès. Le salaire de ses bons offices en « relations publiques » ne s'est guère fait attendre. On pouvait lire dans *Le Monde* du 28 janvier 1966 : « Dans les locaux de la revue *Planète*, Louis Pauwels et Claude Planson, ancien directeur du Théâtre des Nations, ont installé le siège d'une association nouvelle, l'A.R.C. (Association pour la recherche des cultures). Dans le comité de direction on relève les noms de Maurice Béjart, Jean Duvignaud, Edgar Morin, Jean Vilar, Jan Kott ». Des manifestations sous-intellectuelles du genre *Planète* ne sont que les produits extrêmes de la décomposition de l'ensemble d'une culture. Ceux qui ne savent pas refuser la *totalité* du spectacle politico-culturel — et qui ne veulent pas rompre pratiquement avec ses nombreux défenseurs — ne peuvent même pas, finalement, refuser l'évidence monstrueuse de la bêtise étalée par *Planète*. Cette frontière même du « planétisme » n'est pas évidente pour qui n'a vraiment rompu avec *rien* de la confusion organisée d'aujourd'hui. Tel, qui certainement n'acceptera pas tout le planétisme, acceptera *du* planétisme, comme *du* Godard, ou *de* la psycho-sociologie, ou *de* « l'orthodoxie » bureaucratique. Déjà, auparavant, il acceptait *de* la critique mélangée à *du reste*. Toute la contestation respectueuse finira par accepter la cohabitation avec le planétisme, parce que tant d'intentions creuses qui *opposent* ces gens sur presque tout ne les retiennent pas de se *juxtaposer* pratiquement, avec soutien réciproque, dans un même encadrement de la pensée confusionniste-spectaculaire. Cette juxtaposition est le principe même du spectacle intellectuel présent, la fausse conscience schizophrénique de notre époque (cf. les travaux de J. Gabel). Aussi bien l'éclatement d'*Arguments* éclaire son passé de « planétisme universitaire de gauche », en révélant aussi le processus de *contamination par osmose* de toutes les demi-critiques qui se sont dérobées devant une option totalement claire, inséparable d'actes eux-mêmes clairement tranchés dans tous les secteurs de l'activité (y compris les goûts et les rencontres de la vie quotidienne).

Le groupe de la revue *Socialisme ou Barbarie* a pris la suite d'*Arguments*. Il finira comme *Arguments*. Dans le n° 39 de *Socialisme ou Barbarie* (mars 1965) le même Morin — sans doute du fait de la pénurie des plus médiocres rédacteurs, et lui en tout cas n'ayant plus à craindre de se compromettre en figurant là-dedans — peut légitimement se sentir *comme chez lui* dans l'entourage d'un Cardan, théoricien à la mie de pain qui voulait, voici deux ans, « recommencer la révolution » ; et qui, en fait, achève particulièrement mal sa reconversion à la culture commune du *cadre moyen*. Mothé, l'ouvrier exemplaire de ce vieux groupe révolutionnaire, annonce dans son livre *Militant chez Renault* (Seuil) son adhésion joyeuse à l'ex-Confédération Française des Travailleurs *Chrétiens*, dont la démocratie l'attire fort. Du coup, le voilà dans la revue *Esprit* (février 1966) qui révèle, à propos de l'élection présidentielle : « C'est la privatisation du citoyen et sa réduction en consommateur de spectacle qui l'oblige à transférer la politique au niveau des problèmes ménagers. » C'est bien ici la suite normale de l'argumentisme : faire passer dans le beau monde un peu de « situationnisme » diffus, c'est-à-dire de la pensée critique dégradée, mais sur une tribune dégradante, une des bassesses compensant l'autre ! L'ex-argumentiste Yvon Bourdet, dans le même n° 39 de *Socialisme ou Barbarie*, se déchaîne contre la Première Internationale, l'amalgamant si bien aux pouvoirs bureaucratiques, tout de même assez différents entre eux, qui ont dominé les deux Internationales suivantes, qu'il ose conclure : « En fait, les trois se valent. » D'ailleurs pour lui, fermé à toutes les preuves historiques (la place de la Pologne, et *des Polonais* exilés, dans toutes les luttes du XIXe siècle, serait en elle-même suffisante), la notion d'internationalisme n'aurait jamais été « *vécue* qu'au niveau de l'Appareil (conseil général) composé principalement d'émigrés ». On voit le double délire qui reporte la réalité moderne de l'*appareil*, sous forme de concept intemporel éternellement riche de tous ses crimes, sur une époque qui ne l'a pas connue ; et d'autre part réussit à isoler la qualité d'émigré de son origine : une lutte naissant spontanément dans plusieurs pays, des mêmes conditions, et tendant vers une communauté d'action internationale, vers un *parti* au sens spontané que Marx donnait alors à ce terme. La mesure de l'internationalisme est exactement la mesure de *la conscience* de la réalité révolutionnaire, conscience qui a toujours été faible, refoulée par toute l'organisation mentale, morale, de la société dominante, et par mille défaites, et par cent mille Cardan-Bourdet. Mais *le retour de ce qui est refoulé* a son champ dans toute la société moderne. C'est la fin de son spectacle qui le *découvrira*. En attendant, *Socialisme ou Barbarie* pense comme l'historien Rougerie, dans le numéro spécial du *Mouvement Social* sur l'A.I.T. (avril 1965). La prudence de sa savante conclusion sur l'internationalisme, avec cent ans de recul, aboutit à cette admirable parodie involontaire, à ce chef-d'œuvre du questionnement : « Le problème reste ouvert ; momentanément, nous n'avons pour seule preuve de l'existence d'un internationalisme ouvrier que celle de l'Internationale elle-même. »

Pareillement, nous n'avons pour seule preuve de l'existence du cardanisme que la pensée de Cardan lui-même. C'est peu ! Le désordre des idées courantes malaxées par Cardan dans un article interminable, qui annonce toujours fallacieusement sa fin d'un numéro à l'autre, et se relance dans une incessante fuite en avant, sans

avoir jamais commencé, a marqué l'impossibilité définitive de l'existence d'un *groupe* tolérant ceci. La macédoine idéologique de Cardan est telle que dix individus, mêmes proches eux-mêmes de la débilité mentale, ne pourraient jamais s'accorder sur un texte dont le propre auteur se décompose en ilôts épars. L'émiettement des idées va si loin que Cardan ne peut plus désormais se contenter d'un pseudonyme quinquennal ; pour cacher ses variations incohérentes et les conséquences de ses pauvretés, il lui faudrait *un pseudonyme différent toutes les cinq pages.*

Cardan qui croit sans doute, là comme ailleurs, qu'il suffit d'en parler pour en avoir, se gargarise vaguement de « l'imaginaire », voulant justifier ainsi plus ou moins son inconsistance gélatineuse de penseur. Il saisit, à l'instar du monde officiel maintenant, la psychanalyse comme une *justification* de l'irrationnel, et des raisons profondes de l'inconscience ; alors qu'en fait les découvertes de la psychanalyse sont un renfort — encore inutilisé pour d'évidents motifs socio-politiques — pour la *critique rationnelle* du monde : la psychanalyse traque plus profondément l'inconscience, sa misère et ses misérables instances répressives, qui ne tirent leur force et leur apparat magique que d'une bien vulgaire répression pratique dans la vie quotidienne. Cardan s'égare tout de suite, avant de voir qu'il y a toujours un *imaginaire constitué* qui cache l'imaginable réel. L'imaginaire social n'a jamais la pure innocence, l'indépendance que lui prête son néophyte Cardan. Par exemple, le problème le plus hautement politique du siècle est une affaire d'*imaginaire :* on a imaginé que la révolution socialiste avait réussi en U.R.S.S. L'imaginaire n'est pas libre dans une société esclave. Sans quoi, pourquoi imaginerait-on, et pas seulement à *Planète*, tant de cardaneries ?

Dans le n° 40 de *Socialisme ou Barbarie*, le questionnement de Cardan s'étend somptueusement à « la fabrication historique des besoins » dans la société capitaliste avancée. Cardan est un questionnant de taille ; il voit loin ; qu'on ne lui fasse pas le coup vulgaire des « vrais besoins » ; il cherche plus haut l'assurance de l'incertitude fondamentale des entreprises humaines. Il écrit (c'est nous qui soulignons) : « *Il est vain de présenter cette situation exclusivement comme une « réponse de remplacement », comme l'offre de substituts à d'autres besoins, besoins « vrais », que la société présente laisse insatisfaits. Car, en admettant que de tels besoins existent et que l'on puisse les définir, il n'en devient que plus frappant qu'une telle réalité puisse être totalement recouverte par une « pseudo-réalité* ». Ainsi l'oppression même, et tous ses mensonges *précisément orientés*, toute son organisation spectaculaire de la « pseudo-réalité », deviennent *problématiques* pour Cardan, sont absous, du moment que lui-même est passé totalement du côté de la pseudo-réalité de la critique. Au lieu d'essayer d'expliquer l'étonnante, la « frappante » fonction de l'*apparence sociale* dans le capitalisme moderne (clé de toute tentative révolutionnaire nouvelle), Cardan a la plate assurance positiviste du bourgeois de comédie, qui dit « ce serait tout de même fort », pour nier un problème qui heurte son gros *bon sens*. Non seulement le voilà aveugle, mais il nie qu'il y ait quelque chose à voir. Pourtant la pseudo-réalité montre elle-même, négativement, ce qu'elle cache. Que tous les besoins que sollicite ou *pourrait* solliciter la production des marchandises soient *également* factices ou arbitraires, voilà ce que dément la contradiction éclatante de *la publicité*, dans le spectacle social, qui *parle de ce qu'elle ne vend pas*, et qui *ne vend pas ce dont elle parle*. Il est facile, même pour des sociologues, de voir ce que promet et ne donne pas la publicité, agissant pour la diffusion de marchandises quelconques : elle promet la sécurité et l'aventure ; le développement original de la personnalité et la reconnaissance par l'autre ; la communication et, par dessus tout, l'accomplissement des désirs érotiques. Après Freud et Reich, par exemple, on sait effectivement mieux qu'avant ce qu'est le « vrai besoin » sexuel ; et son rôle dominant dans l'imagerie publicitaire est manifestement destiné à vendre aux gens le remplacement marchand de ce qu'ils n'ont pas, plutôt qu'une infinité de possibilités imaginaires également acceptables. L'imaginaire *existant* dont parle Cardan n'est pas l'au-delà de quelques besoins élémentaires, mais une barrière en-deça d'eux. Ces besoins ne sont encore aucunement *dépassés* (excepté le simple besoin alimentaire dans une partie seulement du monde). Mais toutes ces vérités qui échappent à Cardan ne veulent pourtant pas dire qu'existerait cette « nature humaine essentiellement inaltérable dont la motivation prédominante serait la motivation économique », erreur que Cardan, dans son ignorance totale de la pensée dialectique, a cru pouvoir révéler comme le « postulat caché » du marxisme (cf. notre citation dans *I.S.* 9, page 18). Nous pensons, *comme Marx*, que « l'histoire entière n'est que la transformation progressive de la nature humaine ». Le tout est de comprendre le *moment* de l'histoire qui est ici et maintenant. Tous ceux qui le comprennent, du même coup comprennent très bien l'incompréhension de Morin et de Cardan, et leur fraternisation effective. Même la débandade de *Socialisme ou Barbarie* n'a rien d'original : elle suit fidèlement *Arguments* jusque dans la poubelle que nous avions pu, par avance, lui assigner.

L'Algérie de Daniel Guérin, libertaire

En décembre 1965, Daniel Guérin a publié, dans sa brochure *L'Algérie caporalisée?*, une curieuse analyse du régime de Boumedienne. Selon lui, en juin, il ne s'est rien passé. Fidèle à un vieux schéma, il ne voit qu'un « bonapartisme » au pouvoir avant et après le coup d'Etat, luttant classiquement sur deux fronts : la « contre-révolution des possédants autochtones », et l'enthousiasme menaçant des travailleurs de l'autogestion. Et à l'extérieur « même aspiration, chez l'un et chez l'autre, à un savant équilibre entre les pays capitalistes et les pays socialistes » (p. 6). « Dans aucune des déclarations du prétendu « Conseil de la Révolution » n'apparaît une innovation quelconque, l'esquisse d'un programme original. » (p. 10). Pourtant, quand il rédige le texte principal daté du 5 novembre Guérin croit discerner quelques données nouvelles, mais seulement virtuelles — les putschistes étant entraînés comme malgré eux vers la « droite » — qui « *semblent annonciatrices* d'une politique antisocialiste. » (p. 11 — *souligné par nous*). Croit-on que Guérin néglige les considérables différences des deux régimes parce qu'il est affectivement entraîné par l'égal mépris que Ben Bella et Boumedienne peuvent inspirer à un révolutionnaire, partisan déclaré d'un « socialisme libertaire » et de l'autogestion ? Pas du tout ! Il ne recommande pas d'autre solution révolutionnaire future que la restauration de Ben Bella : « Regrouper aujourd'hui, en Algérie, une opposition populaire au régime des colonels, sans référence à Ben Bella, ou à travers une critique politique globale du benbellisme, serait une entreprise vouée à l'échec. » (p. 17). Et avant le 19 juin, les multiples attaques du régime ben-belliste contre les travailleurs, les exploits de ses policiers et de ses militaires — les mêmes qu'aujourd'hui en effet - n'étaient pour Guérin que « des erreurs, des faiblesses, des lacunes » d'une orientation acceptable. C'est que le roi était mal conseillé, mal informé : jamais responsable. Comme Guérin ne peut ignorer les luttes ouvertes du pouvoir ben-belliste contre les masses (il en apporte lui-même d'excellents documents, notamment sur le Congrès des Travailleurs de la Terre), il lui faut reconstruire l'histoire en séparant totalement Ben Bella de son propre régime. Page 12 : « Le sabotage de l'autogestion, organisé, à l'insu certes de Ben Bella. » Page 2 : « En fait, on le saisit mieux aujourd'hui, Ben Bella n'eut jamais les mains libres : pendant près de trois ans, il fut l'instrument, le prisonnier, l'otage de Boumedienne. » Bref, on croyait Ben Bella au pouvoir, sa chute a montré qu'il n'en était rien. Cette étonnante démonstration rétroactive pourrait aussi bien s'appliquer au tsar, que l'on imaginait autocrate avant 1917. Mais le cas étudié par Guérin néglige en outre cette question : qui d'autre que Ben Bella avait *fait* Boumedienne, en s'imposant, lui, au pouvoir par les armes de Boumedienne ? Que Ben Bella ait eu ensuite des velléités de se défaire de son instrument, et qu'il ait été dans ce jeu particulièrement malhabile, c'est une autre affaire. C'est parce qu'il était avant tout un bureaucrate qu'il était d'abord essentiellement solidaire, et finalement victime, de bureaucrates plus rationnels que lui.

Quel est donc le secret de cet égarement d'un de nos fameux intellectuels de gauche, et l'un des plus « libertaires » en principe parmi eux ? C'est cette même influence décisive de leur activité pratique commune des *mondanités*, avec la pauvre vanité ; la tendance, inférieure même à l'esprit des laquais, à s'affoler de joie parce qu'ils ont parlé aux grands de ce monde ; et le même crétinisme qui leur fait distribuer cette grandeur à ceux avec qui ils ont parlé. Qu'ils soient partisans des masses autogérées ou de la bureaucratie policière, les « intellectuels de gauche » de la période dont nous sortons ont toujours le même éblouissement devant le pouvoir, le gouvernement : c'est dans la mesure précise où ils sont proches d'un rôle gouvernemental que les leaders des pays « sous-développés » fascinent leurs ridicules professeurs en muséographie gauchiste. Dans les mémoires de Simone de Beauvoir, si révélateurs sur la bassesse fondamentale de toute une génération d'intellectuels, le récit d'un dîner à l'ambassade d'U.R.S.S. suffit pour étaler l'aveu candide d'une petitesse qui est trop irrémédiable pour pouvoir même soupçonner que l'on va en rire.

Voilà bien le secret : Guérin « connaissait » Ben Bella. On « l'écoutait » de temps à autre : « Quand, pour ma modeste part, je réussis, au début de décembre 1963, à obtenir une brève audience à la villa Joly, pour remettre au Président un rapport qui était le fruit d'un mois de pérégrinations et d'observations à travers le pays et les entreprises autogérées, j'eus l'impression d'être en présence d'un homme buté, plus ou moins circonvenu contre mes conclusions par Ali Mahsas et le ministre de l'Industrie et du Commerce, Bachir Boumaza. » (page 7).

Guérin est réellement pour l'autogestion, mais, comme Mohammed Harbi, c'est sous la forme pure de son Esprit incarné en un héros privilégié qu'il préfère la rencontrer, la reconnaître, l'aider de sa sagesse. Daniel Guérin a rencontré le *Weltgeist* de l'autogestion autour d'une tasse de thé, et tout le reste en découle.

Domenach contre l'aliénation

« L'aliénation, ce mot-clé pour toute une politique, une critique, une sociologie, que recouvre-t-il ? J.M. Domenach retrace l'itinéraire étonnant de ce concept aux sens multiples. de Hegel à Jacques Berque. Puis il s'interroge sur son contenu. Le moment lui semble venu de renoncer à ce « concept-hôpital » où s'accumulent les maladies du siècle et de mettre en cause la philosophie qui l'a élaboré. »

Cette note liminaire de la revue *Esprit* de décembre 1965 n'est pas trahie par l'extraordinaire impudence de l'article de Domenach, intitulé « Pour en finir avec l'aliénation », qui ouvre le même numéro. Domenach, prince du confusionnisme contemporain dans son importante province du gauchismo-christianisme reproche au concept d'aliénation d'être confus, d'être utilisé abusivement, d'avoir beaucoup évolué historiquement, de donner lieu à trop de formules « périmées et vagues ». Si tout ce qui était vague était pour autant périmé, la pensée religieuse n'aurait pas survécu à la clarification rationaliste apportée dans le monde par la société bourgeoise. Il faut donc que, dans une société matériellement divisée, les idées vagues et l'emploi vague des concepts précis servent à des forces déterminées. L'histoire du concept d'aliénation, comme Domenach la retrace en quelques pages, est précisément un modèle de cette pensée vague qui sert un confusionnisme précis. Comment peut-on passer sans rire de Hegel à Jacques Berque? Comme ces professeurs de littérature entre les deux guerres, dont les manuels retraçaient l'évolution de la poésie française de Baudelaire à Moréas. C'est la revanche provisoire des philistins qui veulent se payer tout de suite des désagréments qu'ils ont éprouvés à devoir prendre en considération l'existence de Hegel ou Baudelaire. Et Berque permet à Domenach d'admirer des vues profondes de cette espèce : « Le capitalisme ne serait qu'un avatar de cet effondrement anthropologique survenu, vers le XVIIIe siècle, dans la civilisation européenne. » La mauvaise foi idéaliste paraît ici à deux degrés : qu'est-il survenu d'autre, dans la civilisation européenne, vers le XVIIIe siècle, sinon précisément le triomphe du capitalisme ? De plus, en quoi peut-on qualifier d'effondrement anthropologique ce qui n'a jamais été qu'un effondrement *théologique*, du reste inachevé ? La manière dont est réglé en deux lignes le cas de Feuerbach, point crucial du transfert de l'aliénation hégélienne à la critique anthropologique et politique nouvelle, relève de la même mauvaise foi. La pensée berquienne à demi admise par Domenach lui permet de relever cette inconséquence de la pensée de Marx : Marx liait l'aliénation à la « fonction fabricatrice », or « l'aliénation a atteint au maximum des groupes qui n'étaient pas des producteurs ». En admettant même cette curieuse idée, cela ne signifierait rien d'autre que ceci : le capitalisme est justement la forme économique qui entraîne la domination et la transformation de toute la Terre par la zone qui a dépassé un certain seuil qualitatif dans la productivité. C'est l'existence de cette nouvelle « fonction fabricatrice » en Europe qui a d'abord envoyé les marines de guerre s'ouvrir l'Inde et la Chine ; et qui finalement a dépêché des ethnologues pour enregistrer le testament des sociétés mélanésiennes.

Domenach veut donner le résultat final de l'histoire de l'aliénation par cette constatation actuelle : « C'est un concept-hôpital, une polyclinique où toutes les maladies du siècle ont leur lit .» Ici on voit bien ressurgir le chrétien, qui a admis la douleur pour toujours, et qui voudrait bien *qu'on n'en parle plus*. Car enfin, *du point de vue de la recherche pratique de la guérison*, pour un médecin, parler d'une polyclinique qui réunit toutes les maladies, ce n'est pas du tout la raillerie méprisante d'une vulgarité, une injure dédaigneuse que lance l'éloquence sacrée, c'est la désignation d'un terrain expérimental privilégié, une définition de *l'importance* de l'enjeu. Domenach ne veut même pas « en finir » avec le concept d'aliénation comme ce philosophe évoqué dans l'*Idéologie allemande* qui voulait délivrer les hommes de l'idée de pesanteur pour qu'il n'y ait plus de noyades. Domenach veut cesser d'entendre parler d'aliénation parce qu'il s'agirait enfin de *s'y résigner*. Le chrétien, qui s'appuie naturellement sur l'orthodoxie stalinienne ou sur le « marxisme » cybernétisé d'un Châtelet (il les reconnaît d'autant plus volontiers comme marxistes que son existence même de « penseur de gauche » dépend d'un tel marxisme), lève le masque après l'énumération de quelques traits effectivement bien choisis, pour leur incohérence, dans Châtelet, et insinue : « Toutes ces « aliénations » paraissent bien ressortir d'une condition humaine assez générale. » Puis, à la fin de son discours, il invite tout un chacun à admettre « son aliénation originelle » — donc le Créateur. Donnant, donnant, il offre cette fleur au marxisme économiste et mécaniste, *que tous les curés modernes sont en passe d'accepter* : l'aliénation bannie de la conscience sera avantageusement remplacée par le concept « précis » d'exploitation. Quoique l'aliénation générale à l'Ouest et à l'Est soit effectivement fondée sur l'exploitation des travailleurs, il est certain que l'évolution du capitalisme moderne — et plus encore l'idéologie bureaucratique — ont largement réussi à masquer, et à rendre d'un maniement moins précis, les analyses marxistes de l'exploitation au stade de la libre-concurrence. En revanche, ces évolutions parallèles ont porté l'aliénation — concept d'origine philosophique — à la réalité de toutes les heures de la vie quotidienne. Voilà pourquoi le chrétien croit « le moment venu »

de reprendre son rôle traditionnel (« Faut vous y faire. Cela vient de loin. C'est le Père qui l'a voulu. ») dans le *nouveau décor* de l'époque.

Certes, dans une société qui a besoin de répandre une sous-culture *de masse,* et de faire entendre ses pseudo-intellectuels spectaculaires, beaucoup de termes doivent être normalement vulgarisés à grande allure. Mais, pour les mêmes raisons, des mots parfaitement simples et éclairants ont tendance à disparaître : tel le mot *curé;* de sorte que Domenach et ses amis en viennent à croire que personne ne va plus jamais leur rappeler cette vulgarité gênante. Ils se trompent. De même les tentatives laïques d'un Revel *(En France)* pour dresser une liste de mots à proscrire, liste dans laquelle il mélange quelques pures niaiseries de la møde et d'importants termes *contestés*, sont dérisoires, parce qu'on ne peut espérer supprimer *à la fois* les découvertes théoriques de notre temps et la confusion intéressée qu'elles engendrent, pour en « revenir » à quelque rationalisme sommaire qui n'a *jamais eu* l'efficacité que lui prêtent maintenant des libéraux nostalgiques. Ce qui manque à tous ces tombeurs du vocabulaire, c'est la dialectique. De même Robert Le Bidois, habituellement plus éloigné du purisme, dénonçait dernièrement en totalité, dans sa chronique du *Monde*, la tournure « au niveau de ». Malgré la multiplication des emplois ineptes qu'il pouvait donner en exemple, on doit comprendre qu'une société qui connaît — même si elle s'interdit de faire un usage cohérent de ses connaissances — la profondeur économique de la vie actuelle, ou l'inconscient psychanalytique ; et qui en même temps vit — même si elle refuse de se l'avouer pleinement — une hiérarchisation administrative de tous ses secteurs, on doit admettre qu'une telle société utilisera dans son langage le concept de « niveau » autrement qu'au seul vieux sens de mesure concrète par rapport à l'horizon, ou qu'en tant que synonyme du tour figuré : « être à la hauteur de sa tâche. »

Les Domenach, étant eux-mêmes des valets du spectacle culturel du pouvoir, qui veut employer vite et récupérer à son usage les termes les plus brûlants de la pensée critique moderne, ne voudront jamais admettre que les concepts les plus importants et les plus vrais de l'époque sont précisément mesurés par l'organisation sur eux de la plus grande confusion et des pires contresens : aliénation, ou dialectique, ou communisme. Les concepts vitaux connaissent *à la fois* les emplois les plus vrais et les plus mensongers, avec une multitude de confusions intermédiaires, parce que la lutte de la réalité critique et du spectacle apologétique conduit à une lutte sur les mots, lutte d'autant plus âpre qu'ils sont plus centraux. Ce n'est pas la purge autoritaire, c'est la cohérence de son emploi, dans la théorie et la vie pratique, qui révèle la *vérité* d'un concept. Et par exemple il n'est pas important qu'un curé renonce sur les tréteaux à employer un concept qu'il n'aurait *jamais su* employer. Parlons vulgairement, puisque nous avons affaire aux curés: l'aliénation mène à tout à condition d'en sortir.

Pour écrire à l'I.S., veuillez noter sa nouvelle adresse :

INTERNATIONALE SITUATIONNISTE - B.P. 307-03 PARIS

On peut trouver, ou commander, les publications de l'I.S. à la librairie

« LA VIEILLE TAUPE »

1, rue des Fossés-Jacques - Paris-5 - ODEon 39-46.

SUR DES PUBLICATIONS DE L'I.S.

Dans le numéro spécial sur l'avant-garde du *Times Literary Supplement* de septembre 1964, une note de Michèle Bernstein — *About the Situationist International* — était ainsi conclue: « En une centaine de lignes, il est évidemment impossible d'avancer des arguments sur les thèses situationnistes, ou même de les exposer avec une précision convenable... Parmi les premiers secteurs intellectuels qui ont déjà eu l'occasion de prendre connaissance de ces thèses, la grande majorité se demande si les situationnistes plaisantent ; ou s'ils se trompent complètement parce qu'ils atteindraient à un degré de sottise assez rarement observé. Les situationnistes assurent qu'aucun de ces doutes à leur endroit ne sera plus soutenable dans une centaine d'années. »

★

Au moment de la parution à Londres, à l'automne 1964, des premières publications du « projet sigma » animé par Alexander Trocchi, il a été convenu d'un commun accord qu'une entreprise de recherche culturelle si ouverte ne pourrait engager l'I.S., en dépit de l'intérêt que nous reconnaissons au dialogue avec les plus exigeants des individus qui peuvent prendre contact par cette voie, notamment aux Etats-Unis et en Angleterre. Ce n'est donc plus en tant que membre de l'I.S. que notre ami Alexander Trocchi a développé depuis une activité dont plusieurs points nous agréent pleinement.

★

En 1964 aussi, des documents sur trois films de Guy Debord, et le texte de ces films, ont été recueillis dans un livre : *Contre le Cinéma*, publié par les soins de l'Institut Scandinave de Vandalisme Comparé, à Aarhus. Il convient de noter qu'en dépit du caractère élogieux de cette édition, aucun moyen de s'exprimer par le cinéma ne s'est depuis présenté aux situationnistes (c'est encore l'époque de Godard).

★

Au Danemark en février 1965, J.V. Martin a publié ses commentaires — lourds de circonstances aggravantes — sur le procès intenté à l'I.S. par la branche locale du « Réarmement moral » *(Im Namen des Volkes)*. La revue socialiste de gauche *Aspekt* a publié la traduction danoise de deux de nos textes : dans son numéro 1, sous le titre *Réaliser la philosophie, réaliser l'art*, la « réponse à une enquête » parue dans *I.S.* 9 ; et dans son numéro 3 les *Théories sur la Commune* du tract *Aux poubelles de l'histoire*. La même revue a publié certains de nos « comics » en espagnol, assez souvent reproduits dans la presse européenne, qui précisément avaient occasionné les poursuites du « Réarmement moral ».

★

Le 17 mars 1965, des situationnistes ont interrompu à Strasbourg une conférence qu'essayaient de tenir le cybernéticien Moles et le sculpteur Schöffer. A cette occasion, nos camarades ont diffusé le tract *La tortue dans la vitrine (dialectique du robot et du signal)*, ainsi qu'une réédition de la *Correspondance avec un cybernéticien* qui figurait dans *I.S.* 9. D'après le journal local du 28-3-65 (qui s'attendait peut-être à une mise à mort ?), « une escarmouche lancée en pure perte au début de la soirée par un commando restreint de situationnistes n'a pu troubler le déroulement de la conférence... »

★

En mars également Uwe Lausen, nous ayant fait part de son intention d'organiser un « happening » à Munich, a été exclu de l'I.S.

★

En juillet 1965, l'I.S. a publié clandestinement en Algérie, ronéotypée, l'*Adresse aux révolutionnaires*, qui caractérisait le récent putsch de Boumedienne.

★

L'I.S. n'a pas été matériellement capable, jusqu'ici, de poursuivre la publication de la revue allemande *Der Deutsche Gedanke*, ni de sa revue en danois. Un prochain numéro de celle-ci

Monsieur,

Nous aurions dû vous répondre plus tôt. Mais nous avons longtemps hésité avant de vous faire savoir que notre Comité de Lecture était très divisé à propos de votre livre intitulé "TRAITE DE SAVOIR VIVRE A L'USAGE DES JEUNES GENERATIONS" dont l'intérêt est incontestable.

Tous nos lecteurs ont reconnu votre talent, votre passion de persuader par un style vigoureux et des formules frappantes. Les uns ont été convaincus, d'autres pas et ont regretté des redites dans votre texte et sa division en deux parties qui leur a paru artificielle.

M. GALLIMARD hésite toujours. Il aimerait savoir qui vous êtes, votre âge, vos projets, le climat dans lequel vous avez écrit ce copieux essai, qui dissimule sous la litote du titre une grande fureur. Puis-je espérer une réponse qui me permette d'éclairer M. GALLIMARD sur votre personnalité ?

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur, à mes sentiments les meilleurs.

La Secrétaire de M. Gaston GALLIMARD

Odette LAIGLE

OL/SM

LES HÉSITATIONS DE M. GALLIMARD, LE 11 MARS

(Situationistisk Revolution) est maintenant envisagé. Le projet de *Dictionnaire des concepts situationnistes*, longtemps remis, est maintenant en cours de réalisation, dans une forme plus étendue, sous la direction de Mustapha Khayati (voir sa préface publiée ici).

★

L'I.S. a réédité en novembre, dans une brochure imprimée en français, allemand, espagnol, anglais et arabe, le texte de l'*Adresse*. En décembre, deux suppléments au présent numéro de cette revue ont été tirés à part : *Les luttes de classes en Algérie*, dans un tract qui a été diffusé sur place ; et l'analyse des émeutes de Los Angeles, dans une brochure en anglais intitulée *The decline and the fall of the « spectacular » commodity-economy.*

★

La correspondance pour la revue *Internationale Situationniste* doit être envoyée désormais à la Boîte Postale 307-03, Paris. Pour la revue *Acción Comunista* (cf. notre *Contribution au programme...*) c/o F. Lardinois, 13 rue du Géron, Liège, Belgique. Pour la Fédération *Zengakuren :* Hirota Building 2-10 Kandajimbo-cho, Chiyoda Ku, Tokyo, Japon.

★

Le livre dans lequel Debord développe la théorie du spectacle n'est pas encore achevé ; en revanche Vaneigem a terminé à la fin de 1965 son *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, et depuis le manuscrit (en français) a commencé à se heurter à l'obstruction des éditeurs de Paris.

★

La VIIe Conférence de l'Internationale situationniste se réunira durant l'été de 1966.